

Canton de Berne

Municipalité de



Plan d'Aménagement Local ( *PAL* )

-

**RÈGLEMENT COMMUNAL DE CONSTRUCTION ( *RCC* )**

**- Annexes -**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**ANNEXES**

|  |            |
|--|------------|
| <b>ANNEXES A</b>   | <b>4</b>   |
| A1 DÉFINITIONS ET MESURAGES  | 5          |
| A 11 Terrain de référence  | 5          |
| A 12 Constructions et éléments de bâtiments  | 7          |
| A 13 Volumes des constructions   | 12         |
| A 14 Installations et aménagements extérieurs  | 16         |
| A 15 Distances / Alignements   | 18         |
| A 16 Mesures d'utilisation du sol  | 27         |
| A2 "COMMENTAIRES AIHC"   | 29         |
| A3 Formes architecturales et aménagements des espaces extérieurs : "RECOMMANDATIONS" | 30         |
| A4 TERRITOIRES À HABITAT TRADITIONNELLEMENT DISPERSÉ (THTD)                          | 78         |
| <b>ANNEXES B</b>   | <b>80</b>  |
| B1 NOTE EXPLICATIVE SUR LES PÉRIMÈTRES ET OBJETS SOUMIS À RESTRICTIONS               | 81         |
| B2 ZONES ARCHÉOLOGIQUES  | 87         |
| B3 EXTRAIT DE L'INVENTAIRE ISOS  | 90         |
| B4 EXTRAIT DE L'INVENTAIRE IVS   | 94         |
| B5 EXTRAIT DE L'INVENTAIRE PBC   | 96         |
| B6 INVENTAIRE FÉDÉRAL DES SITES DE REPRODUCTION DE BATRACIENS D'IMPORTANCE NATIONALE | 98         |
| B7 EXTRAIT DE LA CARTE DE PROTECTION DE LA NATURE                                    | 100        |
| B8 LIGNES DIRECTRICES POUR LA GESTION DU PATRIMOINE NATUREL                          | 102        |
| <b>ANNEXES C</b>   | <b>112</b> |
| C1 NÉOPHYTES   | 113        |
| C2 PRÉVENTION DE L'ÉROSION DES SOLS  | 121        |
| <b>ANNEXE D</b>  | <b>122</b> |
| D1 ABRÉVIATIONS, ACRONYMES, APOCOPES ET ACTES LÉGISLATIFS                            | 123        |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXES A**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## ANNEXE A 1 - DÉFINITIONS ET MESURAGES

### Section

### A 11 Terrain de référence (*terrain 'naturel'*)

#### Terrain de référence

- A111** 1 Le terrain de référence est défini par l'Ordonnance sur les Notions et les méthodes de Mesure dans le domaine de la Construction (ONMC).
- 2 Si la détermination du terrain de référence (*terrain 'naturel'*) est incertaine ou contestée, il appartient à l'Autorité d'Octroi du Permis de Construire (AOPC) compétente d'en fixer la configuration dans le cadre de la procédure d'autorisation de construire. Elle devra, pour ce faire, se baser sur le 'terrain naturel environnant', c'est-à-dire, autant que faire se peut, déduire des abords ou d'anciens relevés, la configuration que présentait à l'origine le terrain dans le périmètre concerné.
- 3 <sup>1</sup> Il peut être judicieux de définir un terrain de référence qui ne corresponde pas au 'terrain naturel' notamment en cas :
- de risque de crue,
  - de mise en danger de la nappe phréatique,
  - pour des raisons d'assainissement des eaux
  - ou,
  - d'aménagement du territoire,
  - ...

Les définitions et les mesurages correspondent à l'Ordonnance sur les Notions et les méthodes de Mesure dans le domaine de la Construction (ONMC, du 25.05.2011, RSB 721.3) et, pour le surplus, à ceux qui sont d'usage fréquent dans le Canton de Berne.

L'ONMC s'est pour l'essentiel appuyé sur les normes SIA 416, 421 et 423. Aussi ces normes sont-elles susceptibles de servir de référence lorsqu'il s'agit d'interpréter l'ONMC.

Cf. art. 1 ONMC et Annexe A2 RCC

L'ONMC définit le terrain de référence comme équivalent au «terrain naturel» (*au moment du dépôt de la demande de permis de construire*).

Des objectifs de protection contre les crues peuvent éventuellement exiger que l'on construise systématiquement plus haut que le 'terrain naturel' parce que celui-ci est exposé aux inondations.

Une desserte raisonnable, présentant des pentes acceptables, pourra requérir que ce ne soit pas le terrain naturel qui serve de référence, mais un terrain adapté en conséquence. Une meilleure protection contre le bruit ou une meilleure intégration des constructions dans le site sont d'autres motifs potentiellement valables. Par exemple, dans le cas de fortes pentes où, pour y répondre, des constructions sur 'échasses' ou sur 'béquilles' sont établies.

| Titre marginal                | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|-------------------------------|--|--|
| <b>A111</b><br><i>(suite)</i> | <sup>2</sup> Il incombe alors à l'AOPC compétente de déterminer à quoi correspond le terrain de référence s'il ne correspond pas au 'terrain naturel'. Il va de soi que l'AOPC doit, à cet égard, tenir compte des intérêts publics et privés en présence. | Par ex. ceux de la protection des sites construits ou des voisins. La sécurité juridique ne doit pas être compromise non plus. |

| Titre marginal                                | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications  |
|---|---|--|
| <b>Section</b>                                | <b>A 12</b> <b>Constructions et éléments de bâtiments</b>   | Cf. art. 2 à 11 ONMC   |
| <b>Bâtiments</b>                              | <b>A121</b> Les bâtiments sont définis par l'ONMC.  | <p>Cf. art. 2 ONMC et Annexe A2 RCC</p> <p>Il découle de la définition donnée par l'ONMC que des installations comme les piscines de plein air, les murs de soutènement, les terrasses ouvertes, les modifications de terrain, les conduites, etc., ne sont pas des bâtiments. En revanche, des constructions faciles à démonter peuvent aussi revêtir le statut de bâtiments au sens de l'ONMC. Exemple: un abri pour voiture, auvent de distributeur de carburants, ... (cf. art 215 RCC ci-avant).</p> <p>Les objets non ancrés au sol tels que caravanes ou roulottes de chantier ne sont pas des bâtiments au sens de l'ONMC. Ils peuvent toutefois, bien entendu, être assujettis à autorisation de construire.</p>                                    |
| <b>Petites Constructions et Annexes (PCA)</b> | <p><b>A122</b> 1      Les Petites Constructions et Annexes (PCA) sont définis par l'ONMC.</p> <p>2      <sup>1</sup> Les PCA et les installations franches d'autorisation qui ne sont pas destinées au séjour permanent doivent respecter sur tous les côtés une distance à la limite et aux routes communales de 2 mètres pour autant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la Hauteur Totale (HT) n'excède pas 5 m et,</li> <li>- la surface de plancher ne soit pas supérieure à 60 m<sup>2</sup>.</li> </ul> <p><sup>2</sup> La construction à la limite est possible si le voisin donne son consentement écrit.</p> | <p>Cf. art. 3 et 4 ONMC et Annexe A2 RCC</p> <p>Pour les annexes dépassant les mesures admises pour les parties saillantes de bâtiments : cf. ISCB 7/721.o/1o.1, ISCB 7/725.1/1.1 et art. A 123 ci-après</p> <p>Cf. art. 79a LiCCS et Annexe A1 art. A 151 ci-après</p> <p>Rappel art 1b al.2 LC : « L'exemption du régime du PC ne lève pas l'obligation de respecter les prescriptions applicables ni celle de demander les autres autorisations nécessaires ».</p> <p>Cf. aussi art 1b al. 3 LC et art. 212 al. 2 let. a RCC</p> <p>Si ces dimensions sont dépassées, les 'objets' concernés ne sont plus considérés comme de PCA et ne bénéficient donc plus des privilèges accordés à ces dernières, notamment en matière de distances à la limite.</p> |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

**A122** 3 Une annexe n'est prise en compte dans la longueur ou la largeur d'un bâtiment \* que lorsqu'elle dépasse l'une des dimensions admises suivantes :

(suite)

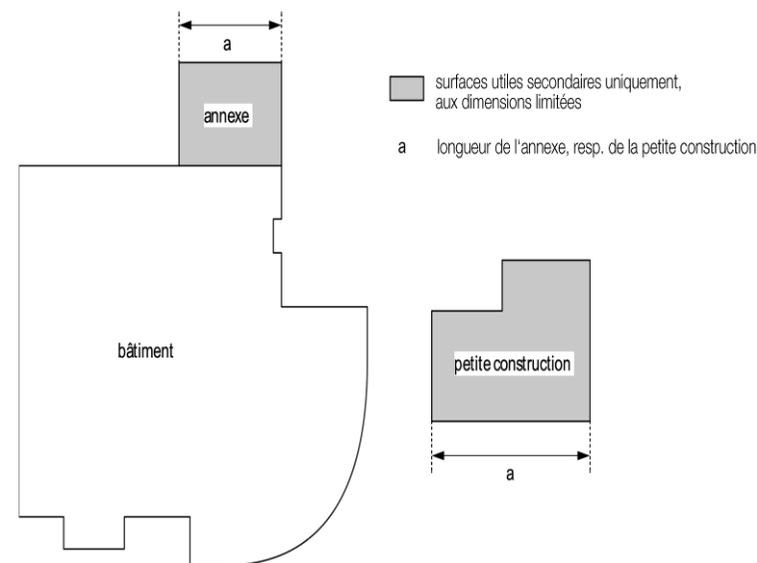
- Longueur ('a' dans le schéma ci-contre) : 6 mètres
- Largeur (profondeur) : 4 mètres

### Constructions souterraines / partiellement souterraines (CS/CPS)

**A123** 1 <sup>1</sup> Les Constructions Souterraines (CS) / Partiellement Souterraines (CPS) sont définies par l'ONMC.

<sup>2</sup> Ni la façade dégagée (CPS) ni l'accès routier (CS/CPS) ne peuvent être situés à l'intérieur des distances aux limites.

Indications



\* Une annexe n'est prise en compte dans la longueur ou la largeur d'un bâtiment que lorsqu'elle dépasse l'une des dimensions admises par le RCC (longueur, largeur, hauteur, surface ; cf. art. 4 ONMC). Une telle «annexe» n'est plus considérée comme une annexe au sens de l'ONMC et doit donc être pleinement prise en compte dans le plus petit rectangle servant à déterminer la longueur ou la largeur du bâtiment (cf. art. 12 et 13 ONMC). Aux termes de l'ONMC, les petites constructions sont des constructions non accolées au bâtiment et ne sont donc pas prises en compte.

Cf. art. 5 et 6 ONMC et Annexe A2 RCC

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

**A123**  
(suite)

<sup>3</sup> CPS : Dimensions admises (cf. schéma ci-contre) :

- b : 1, 20 mètre
- d (façade dégagée) : 2, 00 mètres

2 <sup>1</sup> Dans la limite du droit supérieur <sup>1)</sup>, la distance aux limites est d'au moins 2 mètres (sans distinction de PDL ou GDL).

<sup>2</sup> Cette distance peut être réduite, ou le bâtiment construit à la limite, avec le consentement écrit du voisin.

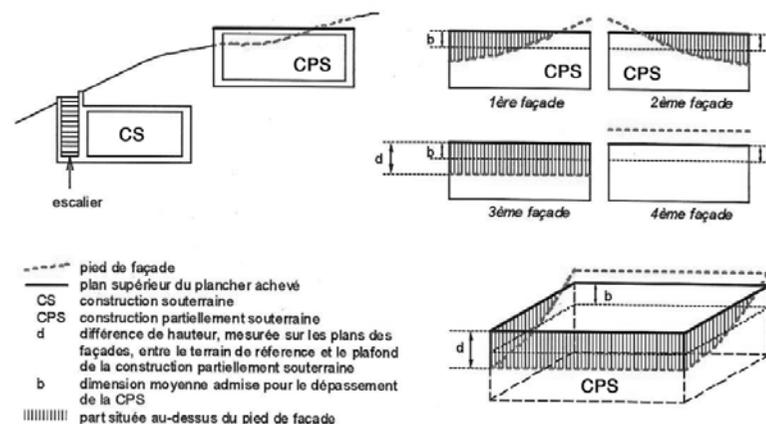
**Saillies****A124** 1

<sup>1</sup> Les saillies sont définies par l'ONMC.

<sup>2</sup> Pour les parties saillantes de bâtiments (à l'exception des avant-toits) telles que oriels, encorbellements, auvents, perrons, escaliers extérieurs et balcons (ouverts ou fermés sur les côtés, habitables ou non) :

- les profondeurs par rapport au plan de la façade sont libres (= a dans le schéma)
- l'empiètement sur la distance à la limite autorisé (et/ou distance entre bâtiments) est de max. 1,2 mètre,
- la part (proportion) de la longueur de la façade autorisée (= b dans le schéma, cf. ch.3) est :
  - Zone C : maximum 30 %
  - autres Zones : libre

Indications



<sup>1)</sup> Cf. art. 79c LiCCS concernant les fosses d'aisances et à fumier (généralement 3 m.)

Cf. art. A 151 ci-après

Cf. art. 1o ONMC et Annexe A2 RCC

Les parties saillantes de bâtiments sont par exemple les encorbellements, les avant-toits, les auvents, les marquises, les escaliers extérieurs, les rampes de chargement, ou encore les balcons; **mesures autorisées** : cf. art. 79b LiCCS, ISCB 7/721.o/1o.1 et la norme SIA 358 "Garde-corps"

Les saillies peuvent tout à fait constituer – comme dans le cas des oriels – des parties de bâtiment habitables. Leur destination ne revêt ici aucune importance.

Cf. art. A 151. 5 ch. 4 ci-après.

Cf. art. 79b LiCCS

Zone "Centre" : Cf. art. 214 du présent RCC

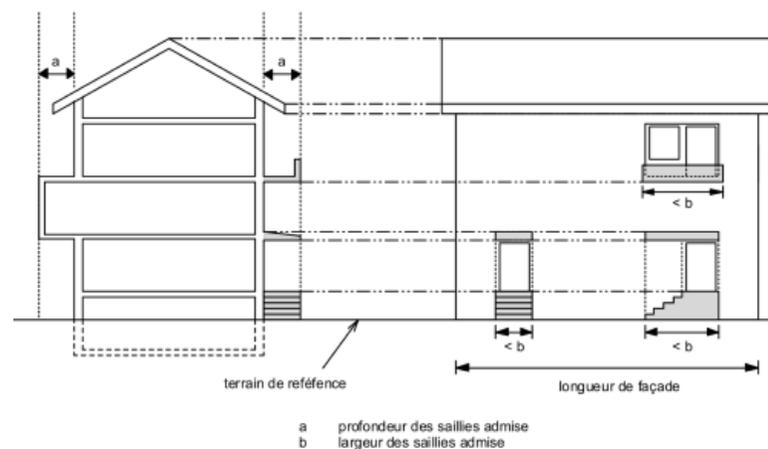
Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

**A124**  
(suite)

<sup>3</sup> Cette dernière limitation porte sur un ratio entre la largeur des saillies et la longueur de la façade considérée où l'ensemble des saillies concernées doivent être prises en compte, même si elles se situent à des niveaux différents.

Indications

Cf. aussi documentation BPA ([www.bfu.ch](http://www.bfu.ch)) :

- Garde-corps
- Sécurité dans l'habitat
- Le verre dans l'architecture

<sup>4</sup> Les corniches du toit et les avant-toits d'un bâtiment peuvent empiéter de 1,50 m sur toute la longueur du bâtiment.

<sup>5</sup> Les saillies négligeables ont une profondeur de < 0.5 m et une largeur (*ensemble des saillies prises en compte*) de < 5 % de la longueur de façade autorisée.

2 <sup>1</sup> En ordre Presque Contigu (PCo), il y a lieu de respecter en outre de tous côtés une distance à la limite d'au moins 1,50 m.

<sup>2</sup> Les parties saillantes fermées (*encorbellements*) d'un bâtiment peuvent empiéter de 1 m au plus pour autant que leur longueur ne dépasse pas  $\frac{1}{4}$  de la longueur du bâtiment.

| Titre marginal  | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications  |
|-----------------|---|--|
| <b>Retraits</b> | <p data-bbox="439 240 1305 405"><b>A124</b> 3 <i>(suite)</i> Sauf indication contraire, la liberté de conception au sens de la LC et les Règlements de Quartier sont réservés, tout comme les prescriptions relatives aux Périmètres de Protection des Sites (<i>PPS</i>) et aux Périmètre et Ensembles ISOS.</p> <p data-bbox="439 432 1305 646"><b>A125</b> <sup>1</sup> Il n'y a aucune dimension prescrite pour les retraits.<br/><sup>2</sup> Sont considérés comme retraits négligeables ceux dont la profondeur est &lt; à 0,5 m et la largeur (<i>ensemble des retraits pris en compte</i>) de &lt; 5 % de la longueur de façade autorisée.</p> | Cf. article 75 LC<br>Cf. sections 31et 32 du présent RCC<br>Cf. art. 511 du présent RCC<br>Cf. art. 512 du présent RCC<br><br>Cf. art. 11 ONMC |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A 13****Volume des constructions**

Cf. art. 12 à 21 ONMC

**Longueur de bâtiment (L)**

**A131** 1 La Longueur (*L*) d'un bâtiment est définie par l'ONMC.

Cf. art. 12 ONMC, art. A 121 al.3 Annexe A1 et Annexe A2 RCC

**Largeur de bâtiment (La)**

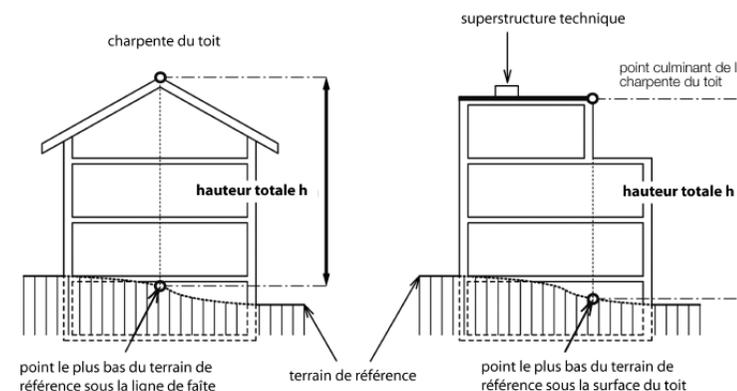
2 La Largeur (*La*) d'un bâtiment est définie par l'ONMC.

Cf. art. 13 ONMC et Annexe A2 RCC

**Hauteur Totale (HT)**

**A132** 1 <sup>1</sup> La Hauteur Totale (*HT*) est définie par l'ONMC.  
<sup>2</sup> La HT ne concerne que les PCA, pour les autres bâtiments c'est la HF / HFG qui est déterminante.  
<sup>3</sup> Si le bâtiment est échelonné dans sa hauteur ou par sa situation, la Hauteur est définie individuellement pour chaque partie du bâtiment.

Cf. art. 14 ONMC et Annexe A2 RCC

**Hauteur de Façade (HF) / Hauteur de Façade à la Gouttière (HFG)**

2 <sup>1</sup> La Hauteur de Façade (*HF*) est définie par l'ONMC.  
<sup>2</sup> La HF d'un bâtiment à 'toiture classique' se mesure au milieu de chaque façade 'à la Gouttière' (*HFG*).  
<sup>3</sup> Si le bâtiment est échelonné dans sa hauteur ou par sa situation, la HF / HFG est définie individuellement pour chaque partie du bâtiment.

Cf. art. 15 ONMC et Annexe A2 RCC

'Toiture classique', c'est-à-dire toit à un (1) ou plusieurs pans d'une pente  $\geq 5^\circ$

Titre marginal

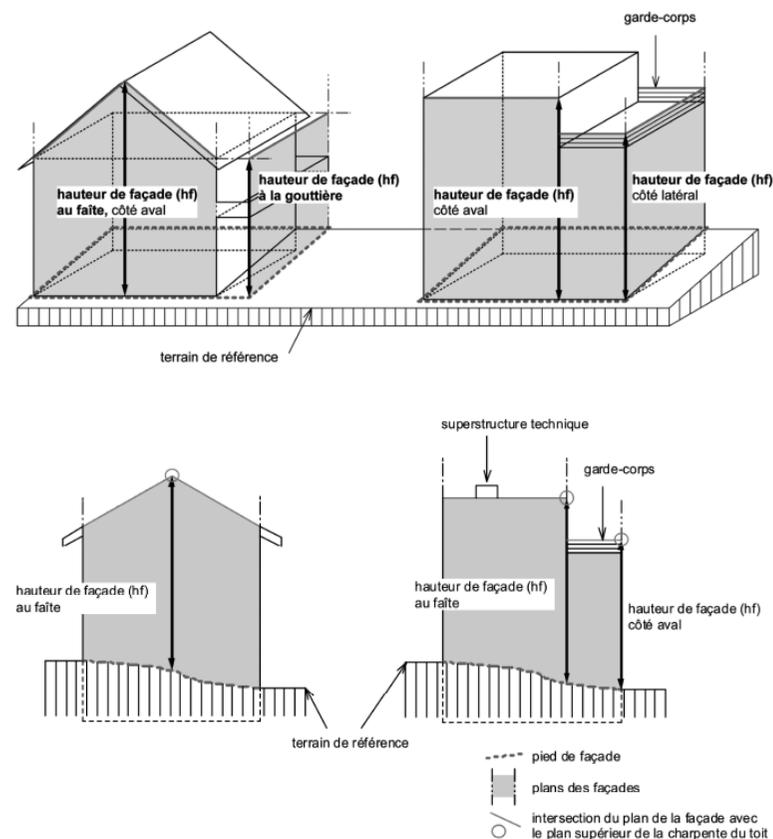
Article / Alinéa / Contenu normatif

**Toits plats****A132**  
*(suite)*

<sup>4</sup> On ne pourra renoncer à prendre le garde-corps en considération dans la hauteur des bâtiments que s'il présente, par rapport au plan de façade, un retrait de 2 mètres minimum ; c'est-à-dire que toute la toiture n'est pas praticable.

<sup>5</sup> Dans le cas d'installation de panneaux solaires sur toit plat, le mur acrotère (*mur garde-corps*) ou garde-corps, jusqu'à une hauteur maximum de 1,20 m, ne pénalise pas la détermination de la hauteur du bâtiment dans la mesure où il occulte tout ou partie la vue sur l'installation ; c'est-à-dire que dans ce seul cas est autorisé : HFG + 1,20 m.

Indications



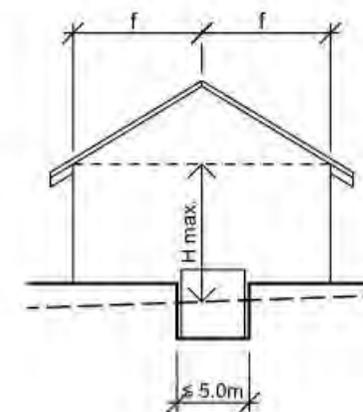
Garde-corps : cf. 'le verre dans l'architecture' (BPA) et 'le verre et la sécurité' (Institut suisse du verre dans le bâtiment – SIGaB)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

- A132** 3 <sup>1</sup> Il n'est tenu compte ni des superstructures, ni des pignons et des creusages pour les entrées de maisons et de garages, pour autant que la largeur de ces derniers ne dépasse pas 5 mètres par plan de façade.
- (suite)*
- <sup>2</sup> La hauteur autorisée du bâtiment ne saurait être dépassée par des creusages ultérieurs.
- 4 Dans l'ordre Presque Contigu (PCo) le long des routes, la hauteur du bâtiment se mesure sur toutes les façades à partir du niveau de la route ou, le cas échéant, du trottoir.



--- terrain naturel  
 — terrain aménagé

**Etage (E)**

- A133** Les notions de Vide d'Etage (VE) et d'Etage (E) sont définies par l'ONMC.

Cf. art. 17 et 18 ONMC et Annexe A2 RCC  
 Vide d'étage (art. 17 ONMC) : cf. aussi art. 5 de l'Ordonnance fédérale 4 du 18. 08. 1993 relative à la Loi sur le Travail (OLT4, RS 822.114) - Rappel :

- « La hauteur libre des locaux de travail sera d'au moins :
- 2,75 m pour une surface de sol de 100 m<sup>2</sup> au plus;
  - 3,00 m pour une surface de sol de 250 m<sup>2</sup> au plus;
  - 3,50 m pour une surface de sol de 400 m<sup>2</sup> au plus;
  - 4,00 m pour une surface de sol de plus de 400 m<sup>2</sup> »

**Sous-sol**

- A134** 1 Le Sous-sol (Ss) est défini par l'ONMC.
- 2 Un Ss ne peut pas dépasser le pied de façade davantage qu'une saillie d'une construction. Si cette dimension est dépassée, il s'agit d'une CS ou CPS.

Cf. art. 19 ONMC et Annexe A2 RCC

Cf. art A 123 ci-avant

**Combles**

- A135** Les combles sont définis par l'ONMC.

Cf. art. 20 ONMC et Annexe A2 RCC

**Attique**

- A136** 1 L'attique est défini par l'ONMC.

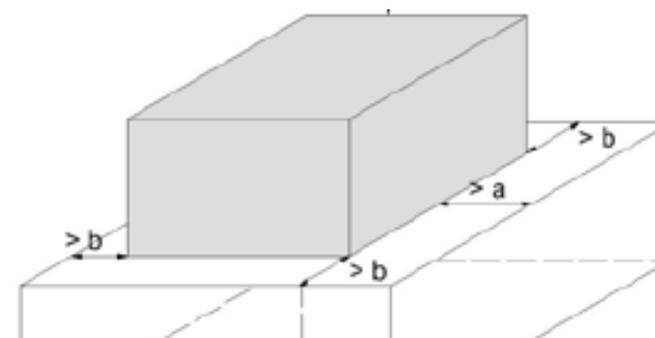
Cf. art. 21 ONMC et Annexe A2 RCC

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

- A136** 2 <sup>1</sup> Par rapport à l'une des plus longues façades de l'étage inférieur complet, l'attique doit être en retrait sur l'une de ses faces (= *a sur schéma*) d'un minimum de 4 m ; il est autorisé de couvrir ces parties (*avant-toit ou pergola par exemple*) mais non de les fermer.
- <sup>2</sup> Par rapport aux autres façades, l'attique doit être en retrait sur celles-ci (= *b sur schéma*) d'un minimum de 1,5 m ; il est autorisé de couvrir ces parties (*avant-toit ou pergola par exemple*) pour moitié seulement de la surface mais non de les fermer.
- 3 La hauteur d'un attique est limitée à 3,5 m. et celui-ci **est pris en considération** pour le calcul de la hauteur de la façade correspondante.
- 4 Seules les installations suivantes sont admises sur un attique :
- cheminées et tuyaux d'aération verticaux,
  - tabatières, jours à plomb, puits de lumière,
  - installations de production d'EnR.



Titre marginal

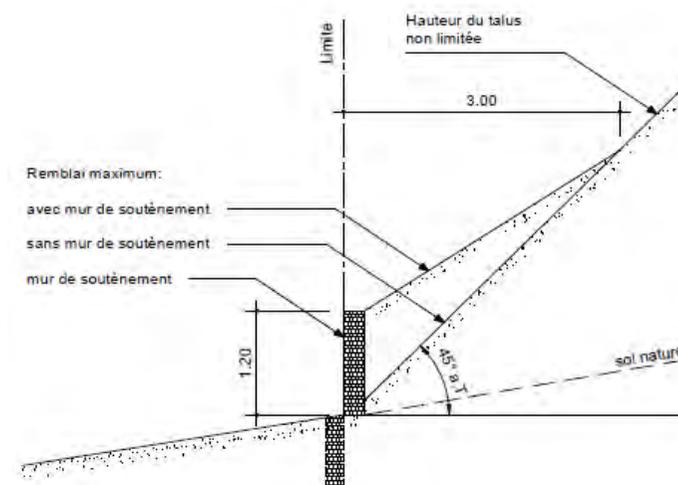
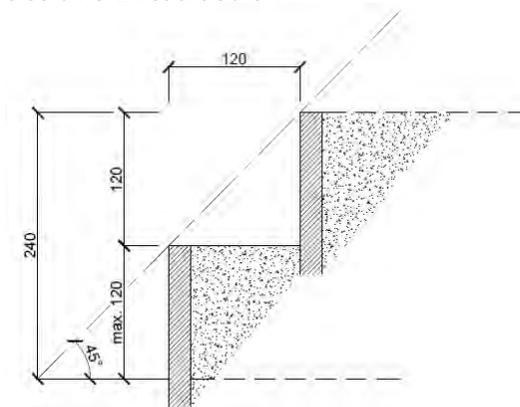
Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A 14****Installations et aménagements extérieurs****Murs, clôtures et talus****A141**

- 1 <sup>1</sup> Les clôtures: leurs établissements et hauteurs sont définis dans la LiCCS <sup>1)</sup> et leur aspect dans le RCC <sup>2)</sup>
  - <sup>2</sup> Les murs de soutènement, les clôtures et haies en bordure de parcelle ne pourront dépasser 1,20 mètre qu'avec l'accord écrit des voisins. La hauteur se mesure à partir du sol naturel du fonds le plus élevé.
- 2 <sup>1</sup> L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100%) <sup>3)</sup>
  - <sup>2</sup> Les murs de soutènement dont la hauteur dépasse 1,20 m doivent être scindés et décalés de manière à ce que la ligne 'imaginaire' reliant les arêtes forme un plan incliné de 45° (100%) par rapport à l'horizontale.
- 3 <sup>1</sup> Le long des routes, l'établissement et la hauteur des murs et clôtures sont définis dans l'OR <sup>4)</sup>
  - <sup>2</sup> Aux endroits où la visibilité est contrainte (*virages, croisements, ...*), la hauteur des murs et clôture est limitée à 80 cm.

Cf. art. 79 LiCCS et ISCB 7/721.o/1o.1

<sup>1)</sup> Cf. art. 79 k LiCCS<sup>2)</sup> Cf. art. 415. 5 du présent RCC<sup>3)</sup> Cf. art. 79 h2 LiCCS<sup>4)</sup> Cf. article 83 al. 3 LR et art 56 OR

| Titre marginal                         | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications                    |
|--|---|--------------------------------|
| <b>Accessoires</b>                     | <b>A142</b> 1 Les 'composts', à savoir les lieux et/ou installations de compostage des déchets organiques de cuisine et de jardin, ne peuvent être installés à moins de trois mètres de tout fonds voisin.  |                                |
|  | 2 Les mâts porte-drapeaux respectent une distance minimum d'implantation vis-à-vis des limites de parcelle de 3 mètres.   | Cf. art. 415. 6 du présent RCC |
| <b>Construction à fleur du terrain</b> | <b>A143</b> 1 <sup>1</sup> Une distance à la limite de 1 m doit être respectée pour les constructions à fleur de sol telles que les chemins, les terrasses, les routes et places de stationnement, ... mais également pour les bassins, étangs et piscines, ...<br><sup>2</sup> Elles doivent être aménagées de manière à ne pas produire d'effets néfastes sur les parcelles voisines. |                                |
|  | 2 La construction à la limite est possible si le voisin donne son consentement écrit.   |                                |
|  | 3 Les règles relatives aux distances entre bâtiments ne s'appliquent pas aux constructions à fleur de sol.  |                                |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A 15****Distances / Alignements**

Cf. art. 22 à 26 ONMC

**A - Distances****Par rapport aux  
fonds voisins:****A151**

1 <sup>1</sup> Les propriétaires voisins peuvent, moyennant une convention écrite ou des servitudes, régler les distances que doivent observer les constructions par rapport à la limite de leurs biens-fonds.

Les propriétaires fonciers peuvent convenir de distances aux limites qui divergent des distances réglementées (*art.79 ss LiCCS*). Dans les limites prescrites dans la LiCCS, la distance entre les bâtiments (*ci-après*) n'a alors pas à être observée. La possibilité d'accoler des bâtiments à la limite est réservée.

**Conventions**

<sup>2</sup> Cependant, toute surface habitable doit avoir une vue directe de 3 mètres au minimum ; cette distance est mesurée horizontalement dans l'axe de chaque baie entre le plan de façade du local et le plan de façade opposé.

Zone Centre : cf. art. 214. 4 et 214.5 du présent RCC

2 Ils peuvent en particulier convenir d'implanter une construction à la limite ou – pour autant que les prescriptions sur la longueur maximale des bâtiments soient respectées – d'accoler leurs constructions à la limite.

**Distance à la  
Limite  
(DL)**

3 Les Distances aux Limites (*DL*) sont définies par l'ONMC.

Cf. art. 22 ONMC et Annexe A2 RCC

**Petite Distance  
à la Limite  
(PDL)**

4 <sup>1</sup> La Petite Distance à la Limite (*PDL*) est mesurée sur les côtés étroits et sur le côté long ombragé d'un bâtiment.

<sup>2</sup> Les parties saillantes du bâtiment ne sont pas prises en compte.

<sup>3</sup> Si le fonds voisin considéré est une route, c'est la distance à cette dernière qui s'applique.

Cf. art A 154 ci-après

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

**Grande Distance à la Limite (GDL)****A151** 5  
*(suite)*

<sup>1</sup> La Grande Distance à la Limite (GDL) représente la distance minimale admissible entre la projection du pied de façade la plus longue exposée au soleil et la limite de la parcelle. Elle est mesurée perpendiculairement à cette façade.

<sup>2</sup> Si le fonds voisin considéré est une route, c'est la distance à cette dernière qui s'applique.

<sup>3</sup> Lorsque la plus longue façade ensoleillée ne peut être déterminée avec certitude (*aucun des côtés ne dépasse les autres de plus de 10 % ou les longues façades sont orientées d'Est en Ouest*), il appartient au Conseil Municipal de désigner la façade à partir de laquelle se mesure la GDL (*il ne saurait toutefois s'agir de celle qui est orientée au Nord*).

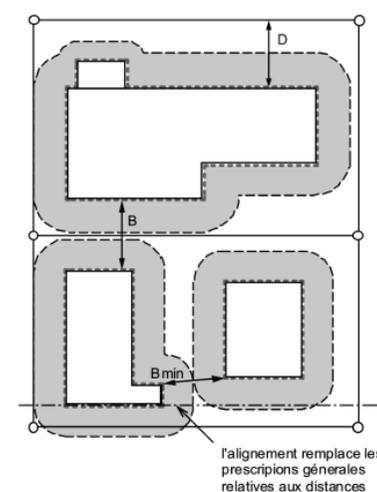
<sup>4</sup> La GDL se mesure perpendiculairement à la façade à partir de l'extérieur du garde-corps des parties saillantes comme balcons, etc. si celles-ci couvrent plus de 40 % de la longueur de la façade.

<sup>5</sup> Pour les bâtiments principaux non habités, il n'y a pas de GDL, seule la PDL s'applique.

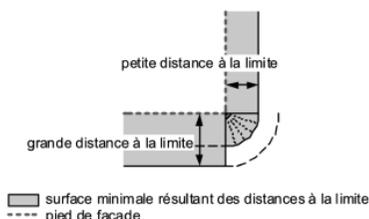
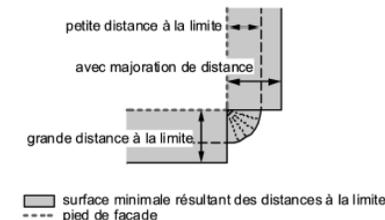
**Empiètements**

- 6 Le Conseil Municipal peut autoriser, à bien plaisir, l'empiètement de certains ouvrages sur le domaine public ou sur l'espace frappé par un alignement à savoir :
- les sorties de secours des abris de protection civile,

Indications



D distance à la limite  
 B distance à respecter entre les bâtiments  
 Bmin distance minimale entre bâtiments  
 [Surface grise] surface minimale résultant des distances à la limite  
 [Ligne pointillée] alignement  
 [Ligne tiretée] pied de façade  
 [Cercle] limite de parcelle

**petite et grande distance à la limite****grande distance à la limite et supplément de distance**

Cf. art. A 123 ci-avant

Cf. ISCB 7/721.o/1o.1

| Titre marginal   | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications  |
|--|---|--|
| <b>A151</b><br><i>(suite)</i>                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volets, fenêtres et stores s'ouvrant à l'extérieur, à condition qu'ils soient solidement assujettis et qu'ils se trouvent à 2,50 mètres au moins au-dessus du trottoir et, s'il n'y a pas de trottoir, à 4,50 mètres au moins au-dessus du niveau de l'axe de la chaussée,</li> <li>- pour les commerces, les stores bannes ou stores corbeille, à condition que les structures de support soient élevées d'au moins 2,50 mètres et les parties flottantes d'au moins 2 mètres au-dessus du trottoir, mesuré au point le plus défavorable ; l'extrême saillie doit rester au moins à 0,50 mètre en arrière de la bordure du trottoir.</li> </ul>                                   |  |
| <b>PCA</b>   | 7 Pour les PCA, il suffit d'observer, sur tous les côtés, une distance à la limite de 2 m.  |  |
| <b>Installations individuelles - Valeurs préventives</b> | <p>8 <sup>1</sup> Les installations suivantes sont soumises à des exigences particulières, en ceci que les distances d'implantation sont dépendantes du niveau sonore desdites installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installations CVC (<i>Chauffage, Ventilation, Climatisation</i>)</li> <li>- Pompes A Chaleur (<i>PAC</i>)</li> <li>- Refroidisseurs</li> <li>- Compresseurs, pompes</li> <li>- Cheminées (<i>utilisées à des fins de chauffage</i>)</li> <li>- Groupes électrogènes de secours</li> </ul> <p><sup>2</sup> Les PAC extérieures, dans la mesure où les immissions de bruit ne dépassent pas les valeurs de planification, seront installées à un minimum de 4 mètres des limites.</p> | <p>Cf. art. 11 al. 2 LPE, art. 7 OPB et, prescriptions beco 'Limitation du niveau sonore des installations individuelles - Valeurs préventives'</p> <p>Cf. OPB et prescriptions beco 'Limitation du niveau sonore des installations individuelles - Valeurs préventives'</p> |

| Titre marginal                      | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications   |
|-------------------------------------|---|---|
| <b>Distance entre les bâtiments</b> | <p><b>A152</b> 1 <sup>1</sup> La distance entre bâtiments est définie par l'ONMC.</p> <p><sup>2</sup> Elle est au moins égale à la somme des distances à la limite.</p> <p><sup>3</sup> La distance entre deux bâtiments construits sur un même bien-fonds se mesure comme si une limite de propriété passait entre-eux.</p>  | <p>Cf. art. 23 ONMC et Annexe A2 RCC</p> <p>Cf. aussi 'Distances à observer en matière de protection incendie' (art. 2 al. 1 Ordonnance sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers, RSB 871.111); Association des établissements d'assurance incendie, art. 27 ss Normes de protection incendie; chiffre 2 Directives protection incendie, compartimentage et distances de sécurité</p> <p>Pour les distances entre bâtiments et petites constructions / annexes non habitées, cf. ISCB 7/721.o/1o.1</p> |
| Ombre portée                        | <p>2 L'AOPC peut toutefois augmenter convenablement la distance entre bâtiments si la durée admissible de l'ombre portée définie par l'Ordonnance sur les Constructions (OC) est dépassée à l'égard soit du bâtiment construit selon le droit ancien, soit de la construction nouvelle.</p>   | <p>Cf. art. 22 OC et art. 15 DPC</p>  |
| Constructions rapprochées           | <p>3 <sup>1</sup> Par une dérogation <sup>1)</sup> à la LC, une construction peut être autorisée à une distance à la limite inférieure. La distance minimale de droit privé <sup>2)</sup> doit être observée <sup>3)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> Aucune dérogation n'est nécessaire et il est possible de fixer une distance inférieure à la distance minimale de droit privé si le voisin donne son accord écrit.</p> | <p><sup>1)</sup> au sens de l'art. 26ss LC</p> <p><sup>2)</sup> cf. art. 79 Li CCS</p> <p><sup>3)</sup> reste réservé la liberté de conception au sens de l'art. 75 LC</p>  |
| A l'intérieur des ZBP               | <p>4 Les distances entre bâtiments érigés à l'intérieur d'une ZBP sont fixées de cas en cas, selon les besoins d'une implantation judicieuse des constructions publiques.</p>   |   |
| Zones d'Activités                   | <p>5 Dans les Zones d'Activités (A), il n'y a pas de prescriptions de distances entre différents bâtiments situés sur le même bien-fonds.</p>   |   |
| PCA                                 | <p>6 Pour les PCA il n'y a pas de distances entre bâtiments à respecter.</p>  | <p>Cf. ISCB 7/721.o/1o.1</p>  |

| Titre marginal  | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications  |
|---|---|--|
| Installations agricoles   | <b>A152</b> 7<br><i>(suite)</i> Les distances entre les installations agricoles d'élevage et les zones habitées sont fixées par le droit supérieur.   | Cf. annexe 2 chapitre 5 OPair et rapport 476 FAT   |
| <b>Distances par rapport aux limites de zones</b>   | <b>A153</b> Les distances par rapport aux limites de zones ( <i>y compris par rapport à la zone agricole</i> ) sont mesurées de la même manière que les distances à observer par rapport aux biens-fonds voisins.   | Distances: PDL et GDL, cf. Annexe A1 art. A 151 ci-avant<br>Vis-à-vis de la zone agricole, il convient de tenir compte de la séparation stricte entre les territoires constructibles ( <i>zone à bâtir</i> ) et les territoires non constructibles ( <i>zone agricole</i> ). Aucune construction ou installation, liée aux constructions dans la zone à bâtir, ne doit être érigée dans la zone agricole. Cela vaut également pour les chemins, places de stationnement, remblais, murs, etc. En outre, il est interdit de construire des installations annexes telles que terrasse, place de jeu, piscine, serre ou autre dans la zone agricole attenante. Cette interdiction s'applique aussi aux constructions et installations exemptées d'autorisation conformément à l'article 6 du DPC ( <i>cf. aussi ISCB 7/725.1/1.1</i> ). |
| <b>B - Alignements</b>  |   |  |
| Si le RCC ( <i>ou le droit supérieur</i> ) ne précise rien, aucun élément – même souterrain – ne peut dépasser un alignement. |   |  |
| <b>Distance par rapport aux routes publiques</b>  | <b>A154</b> 1 <sup>1</sup> Pour les bâtiments et installations, les dispositions de la LR et de l'OR restent réservées concernant la Route Cantonale et les routes communales.  | Cf. art.8o LR, 55 à 58 OR, ISCB 7/721.o/1o.1, art. 212.2 et art. A 121 RCC ci-avant pour les PCA.  |
| Chemins et pistes   | <sup>2</sup> Pour les chemins piétons et les pistes cyclables indépendants, la distance par rapport au fonds public est ramenée à 2 mètres.   | Rappel :<br>- 5 m du bord de la chaussée aux abords de la route cantonale,<br>- 3,6 m du bord de la chaussée des routes communales et des routes privées affectées à l'usage commun.   |
| Garages   | <sup>3</sup> Toutefois, devant les garages, lorsque ceux-ci sont perpendiculaires à l'axe de chaussée ou implantés vis-à-vis de celui-ci avec un axe compris entre 60 et 90°, une distance minimale de 5 m au moins doit être respectée afin de permettre le stationnement d'un véhicule entre la route ( <i>ou le trottoir</i> ) et le garage. |  |

| Titre marginal  | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|---|--|--|
|   | <p><b>A154</b><br/><i>(suite)</i></p> <p><sup>4</sup> Si au-devant du (<i>des</i>) garage(s) l'espace est ceint d'une clôture (<i>portail</i>), la distance minimale de recul de la construction est augmentée de la distance à la route imposée aux clôtures.</p> | Cf. art. 56 et 57 OR   |
| Zone 'Centre' et<br><b>P</b> érimètres de<br><b>P</b> rotection des <b>S</b> ites<br><i>(PPS)</i> | 2 Restent réservées les dispositions particulières concernant les Zones 'Centre' et les prescriptions des PPS et Périmètre et Ensembles ISOS.  | Cf. art. 214 RCC<br>Cf. art 511 et 512 RCC   |
| Clôtures et haies   | 3 Pour les clôtures et les haies, les dispositions de l'Ordonnance sur les Routes restent réservées.   | <p>Rappels de l'Ordonnance du 29 octobre 2008 sur les routes (<i>OR, RSB 732.111.1</i>) :</p> <p>Art. 55 OR - Constructions et installations le long des routes publiques<br/>« Les bâtiments et les installations situés le long des routes publiques doivent être réalisés de manière à résister à la pression sur le sol et aux sollicitations exercées par le trafic et par les activités d'entretien de la route, notamment le service hivernal. »</p> <p>Art. 56 OR - Distances à la route : 1. Clôtures<br/>« <sup>1</sup> Pour les clôtures ne dépassant pas 1,2 m de hauteur, la distance à la route doit être de 0,5 m à compter du bord de la chaussée.<br/><sup>2</sup> La distance à la route des clôtures plus hautes doit être augmentée de la différence entre leur hauteur et 1,2 m.<br/><sup>3</sup> Dans les endroits où la visibilité est restreinte, les clôtures ne doivent pas dépasser la chaussée de plus de 0,6 m.<br/><sup>4</sup> Les clôtures pouvant présenter un danger, telles que les clôtures en fil de fer barbelé dépourvues d'un dispositif de sécurité suffisant, doivent être aménagées à une distance d'au moins 2 m du bord de la chaussée ou à 0,5 m du bord extérieur du trottoir. »</p> <p>Cf. aussi art. 57 OR pour les distances aux routes de tous les types d'arbres, haies, arbustes, cultures agricoles et éléments analogues.</p> |
| Réclames  | 4 Pour les réclames, enseignes et terrasses, les définitions, dispositions et distances données par le droit supérieur restent réservées.  | Cf. art. 80 et 81 LR, art. 58 OR et art. 418 du présent RCC<br><br>Cf. LCR, OSR, OR  |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Distances par rapport aux lignes de chemins de fer**

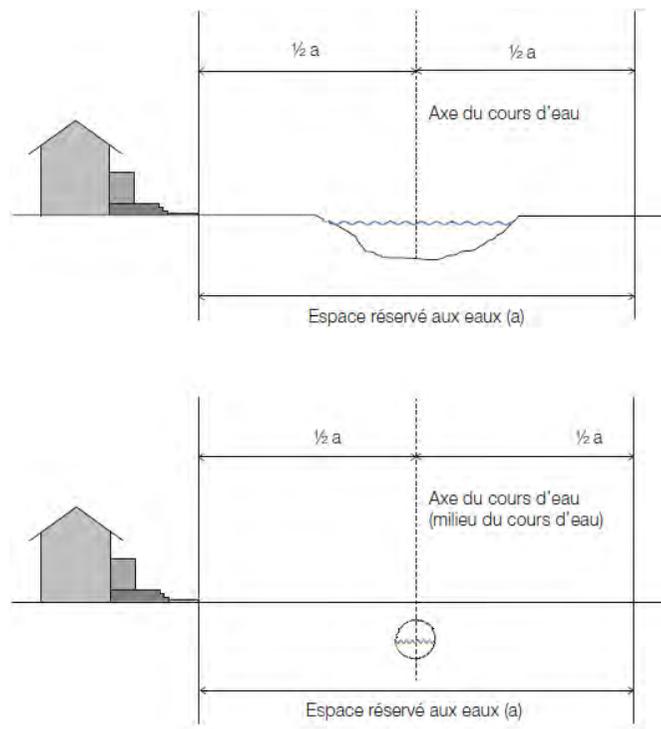
**A155** Les distances à observer (*zones inconstructibles et zones de danger*) entre les constructions, installations, routes et végétation par rapport aux zones ferroviaires sont réglées selon les dispositions de la Loi fédérale sur les Chemin de Fer (LCdF) et des directives de l'Office Fédéral des Transports.

Cf. art. 17.4, 19 et 21 LCdF ; art. 12, 18, 23, 24 et 27 OCF et les dispositions d'exécution de l'OCF

**Distances par rapport aux cours d'eau**

**A156** 1 Mode de mesurage de l'ERE :

- cours d'eau à ciel ouvert
- cours d'eau enterrés



| Titre marginal  | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|---|--|--|
| <b>Distance par rapport aux emprises de haies, bosquets et berges boisées</b>             | <p><b>A156</b> 2 <i>(suite)</i> Dans le but de prévenir des atteintes à l'aspect local, aux eaux et à leur végétation rivulaire, les constructions et installations doivent à l'intérieur et à l'extérieur des zones à bâtir observer par rapport aux eaux les distances prescrites aux présentes c'est-à-dire que les distances réglementaires aux limites et entre bâtiments l'emportent sur celles exigées au titre de la Police des Eaux s'il en résulte une distance plus grande.</p> <p><b>A157</b> 1 <sup>1</sup> Pour les bâtiments, il y a lieu d'observer, par rapport à l'emprise végétale, une distance de 6 m au moins.</p> <p><sup>2</sup> Pour les installations (<i>routes, chemins, places de dépôt et de stationnement, jardins</i>), il y a lieu d'observer une distance de 3 m au moins.</p> | <p>Cf. art. 525 du présent RCC et recommandation BPA (<a href="http://www.bfu.ch">www.bfu.ch</a>) : "pièces et cours d'eau"</p> <p>Cf. article 48 OPD</p> <p>Définition des emprises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emprise des berges boisées se trouve à une distance d'au moins 3 m mesurée à partir de la végétation ou, en présence d'arbres forestiers, à partir des troncs des arbres et des pieds des buissons extérieurs ;</li> <li>- l'emprise des haies et bosquets se trouve à une distance d'au moins 2 m mesurée depuis le pied des buissons extérieurs ou d'au moins 3 m mesurée depuis le tronc des arbres forestiers extérieurs.</li> </ul> |
| Arbres et buissons : distance d'installation à la limite et distance vis-à-vis des routes | <p>2 <sup>1</sup> Les distances d'installation des arbres et buissons en regard des fonds voisins sont définis à l'échelle cantonale dans la Loi sur l'introduction du Code Civil Suisse (<i>LiCCS</i>) et, vis-à-vis de la route cantonale, dans l'Ordonnance sur les Routes (<i>OR</i>).</p>   | <p>Cf. art. 79I LiCCS – Rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas de arbres fruitiers ;</li> <li>- 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige ;</li> <li>- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m ;</li> <li>- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus.</li> </ul>   |
|   |  | <p>Cf. art. 57 OR – Rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 m du bord de la chaussée ou 1,50 m du bord extérieur du trottoir le long des routes situées en zones d'habitation ;</li> <li>- 5 m du bord de la chaussée le long des routes cantonales en dehors des zones d'habitation.</li> </ul>   |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A157**  
(suite)<sup>2</sup> Le profil d'espace libre est défini par la LR.Cf. art 83 LR (*Profil d'espace libre*) :« <sup>1</sup> L'espace surplombant la chaussée des routes publiques, y compris la distance latérale au bord de la chaussée (*largeur libre*), doit être maintenu libre sur une hauteur de 4,50 m au moins. Pour les routes d'approvisionnement, le Conseil-Exécutif peut prescrire une hauteur allant jusqu'à 5,50 m.<sup>2</sup> En règle générale, l'espace surplombant les trottoirs, chemins pour piétons et pistes cyclables doit être maintenu libre sur une hauteur de 2,5 m au moins.<sup>3</sup> La largeur libre doit être de 0,50 m au moins. »

- 3 Pour les routes communales, les distances d'installation des végétaux sont les suivantes :
- 3 m du bord de la chaussée ou 1,50 m du bord extérieur du trottoir pour tous les végétaux dont la croissance naturelle dépasse une hauteur de 5 m ;
  - 2 m du bord de la chaussée ou 1,50 m du bord extérieur du trottoir pour tous les végétaux dont la croissance naturelle est comprise entre une hauteur de 2 à 5 m.

**Distances par rapport aux forêts****A158**

- 1 <sup>1</sup> La distance à observer par rapport à la limite de la forêt est réglée selon les dispositions de la Loi Cantonale sur les Forêts.
- <sup>2</sup> Les éventuels alignements forestiers sont reportés au PZ.
- 2 Les législations cantonale et fédérale régissent l'aire forestière (*LFo*) et les haies et boqueteaux (*LPN*).

Cf. art. 25 et 26 de la Loi Cantonale sur les Forêts (*LCFo*) et art. 34 de son Ordonnance (*OCFo*)

Rappel de l'art. 25 LCFo :

<sup>1</sup> Les bâtiments et installations désignés dans l'ordonnance sont distants d'au moins 30 mètres de la forêt \*.<sup>2</sup> Les nouveaux boisements sont distants d'au moins 30 mètres des bâtiments et des zones à bâtir.

\* Cette distance concerne uniquement les bâtiments habités, pour les bâtiments non habités la distance légale est de 15 mètres.

Rappel : Art. 687 CC

« <sup>1</sup> Tout propriétaire a le droit de couper et de garder les branches et racines qui avancent sur son fonds, si elles lui portent préjudice et si, après réclamation, le voisin ne les enlève pas dans un délai convenable.<sup>2</sup> Le propriétaire qui laisse des branches d'arbres avancer sur ses bâtiments ou ses cultures a droit aux fruits de ces branches.<sup>3</sup> Ces règles ne s'appliquent pas aux forêts limitrophes. »

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A 16****Mesures d'utilisation du sol**

Cf. art. 27 à 33 ONMC

**Surface de Terrain déterminante (STd)****A161**La Surface de Terrain déterminante (*STd*) est définie par l'ONMC.

Cf. art. 27 ONMC et Annexe A2 RCC

**Indice Brut d'Utilisation du Sol (IBUS)****A162**L'Indice Brut d'Utilisation du Sol (*IBUS*) est défini par l'ONMC.

Cf. art 28 ONMC et Annexe A2 RCC, soit le rapport entre la somme des Surface de Plancher ( $\Sigma SP$ ) et la Surface de Terrain déterminante (*STd*). A savoir que les IBUS indiqués à l'art. 212 sont des indices **minimum** à respecter.

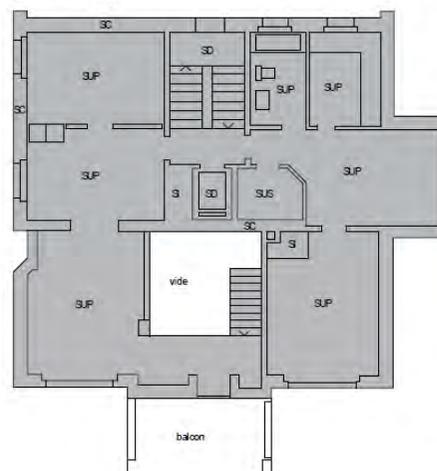
$$IBUS = \Sigma SP / STd$$

La somme des Surfaces de Planchers ( $\Sigma SP$ ) se compose des éléments suivants (*SIA 416*) :

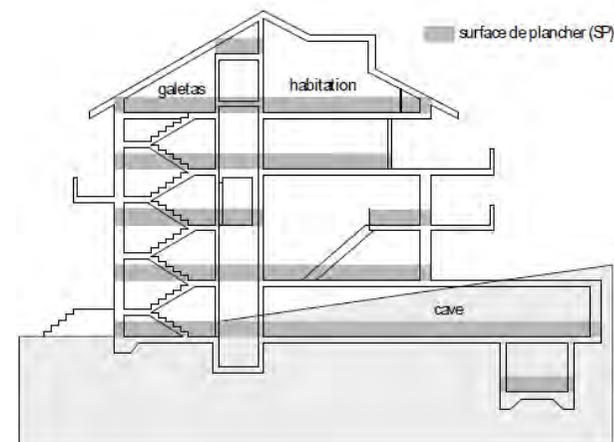
- SUP – Surface Utile Principale
- SUS – Surface Utile Secondaire
- SD – Surface de Dégagement
- SC – Surface de Construction
- SI – Surface d'Installations

Rappel art. 28 al. 3 ONMC :

« Ne sont pas prises en compte les surfaces dont le vide d'étage est inférieur à 1,5 mètre. »

plan 1<sup>er</sup> étage:

coupe:



| Titre marginal                          | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|---|--|--|
| <b>Indice d'occupation du Sol (IoS)</b> | <b>A163</b> L'Indice d'occupation du Sol ( <i>IoS</i> ) est défini par l'ONMC. | <p>Cf. art 30 ONMC et Annexe A2 RCC, soit le rapport entre la Surface déterminante d'une Construction (<i>SdC</i> *) et la Surface de Terrain déterminante (<i>STd</i>, cf. art. 27 ONMC et art A 161 ci-avant).</p> $\text{IoS} = \text{SdC} / \text{STd}$ <p>* Par Surface déterminante d'une Construction, il est entendu la surface située à l'intérieur de la projection du pied de façade. Les saillies (cf. art A 124) et les retraits négligeables (cf. art. A 125) ne sont par conséquent pas pris en considération.</p> <p>Les PCA (cf. art. A 122 RCC) et les CPS (cf. art. A 123 RCC) sont comprises dans la <i>SdC</i>. Ce n'est en revanche pas le cas des surfaces imperméabilisées mais non occupées par des bâtiments, telles que places de stationnement, terrasses de jardin ou autres installations ne constituant pas des bâtiments au sens de l'ONMC.</p> <p>La <i>SdC</i> au sens de l'ONMC ne doit pas être confondue avec la surface bâtie au sens de la norme SIA 416 (2003, SN 504 416), qui désigne la surface de la parcelle qui est traversée par des bâtiments ou corps de bâtiments.</p> |
| <b>Indice de Surface Verte (SVer)</b>   | <b>A164</b> L'Indice de Surface Verte ( <i>SVer</i> ) est défini par l'ONMC.   | <p>Cf. art 31 ONMC et Annexe A2 RCC, soit le rapport entre la Surface Verte déterminante (<i>SVerd</i>) et la Surface de Terrain déterminante (<i>STd</i>)</p> $\text{SVer} = \text{SVerd} / \text{STd}$ <p>L'indice de <i>SVer</i> désigne la part de la surface de la parcelle qui, non seulement ne peut être construite, mais doit encore être maintenue perméable. Cet indice remplit donc une fonction urbanistique et, dans une certaine mesure, écologique.</p>  |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**ANNEXE A 2 -**

IOHB AIHTC OIAE

IVHB-Erläuterungen, Stand 3.9.2013 – Commentaire AIHC, état du 3.9.2013

**Commentaires  
de l'AIHC****A211**

Le droit de la construction en Suisse est réglé au niveau cantonal. Il en résulte parfois des situations inopportunes. Ainsi, il est notamment insatisfaisant que la hauteur des bâtiments soit définie de 26 manières différentes au sein du pays. Il existe une exigence légitime d'harmoniser la terminologie dans le domaine de la construction.

L'AIHC harmonise les termes les plus importants dans le domaine de la construction. La structure fédérale et l'autonomie communale sont ainsi maintenues par une préservation de la souveraineté décentralisée en matière d'aménagement du territoire dans le droit matériel et par la possibilité pour les cantons d'uniformiser librement le droit d'aménagement du territoire et des constructions.

L'accord harmonise 30 notions formelles (*définitions*) relevant de la construction, telles que les hauteurs, distances, étages, etc. afin que chaque notion soit comprise de la même manière dans tous les cantons. Les cantons qui adhèrent à l'AIHC s'engagent à reprendre ses définitions et ses modes de mesures dans leur droit en matière d'aménagement du territoire et de construction.

<http://www.dtap.ch/fr/dtap/concordats/aihc>

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

### **ANNEXE A 3 - Formes architecturales et aménagements des espaces extérieurs : "RECOMMANDATIONS"**

#### **Section**

#### **A31**

#### **Développement Durable (DD)**

#### **Ecoresponsabilité citoyenne**

#### **A311**

- 1 Le Développement Durable (DD) n'est pas un concept en soi. C'est une autre définition du développement. Ce à quoi il sert lui donne son sens : "répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs", tout comme les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Le développement durable, en tant qu'il est une action dirigée vers une fin, est une éthique : une pensée du "vivre ensemble" à l'œuvre dans l'attention portée à notre planète.
- 2 On ne répondra pas aux enjeux de la planète par la reproduction systématique de techniques éprouvées, mais par la recherche d'une architecture écoresponsables s'appuyant sur la relecture de techniques et pratiques ancestrales, stimulant le savoir-faire et l'innovation des entreprises en réponse aux spécificités du contexte local et à la demande de la collectivité ou des maîtres d'ouvrage, des partenaires économiques et sociaux. Il faut laisser leur chance aux solutions innovantes aujourd'hui marginales.
- 3 Certaines notions doivent être intégrées ou questionnées dans le cadre d'une conception durable. La première est celle de l'adaptabilité. Tout en se méfiant de la notion de polyvalence qui peut conduire à ce que le lieu ne soit finalement bien adapté à aucun usage, des réflexions doivent être menées dans le cadre de l'élaboration du programme pour permettre la diversité des usages attendus ou possibles aux différentes échelles de temps (*jour/nuit/saisons/années*), enclencher le cas échéant des réflexions prospectives. Par exemple, il ne faut pas, sous prétexte d'économies, s'engager sur des solutions irréversibles en termes d'organisation et de surfaces, afin de permettre d'éventuelles restructurations, extensions ou changement d'usage (*disposition et agencement des pièces, dimensions des couloirs et escaliers, réservation pour plateforme d'ascenseur, parements intérieurs pour fixer rampes, rails, lève-personne, portes coulissantes motorisables, volets motorisables, seuils de portes adaptés, intégration ultérieure de domotique, ...*).

Ressources  
Epuisables

Echelle du temps

| Titre marginal       | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications |
|----------------------|--|-------------|
| <b>Coût global</b>   | <p><b>A312</b> 1 La notion de coût global permettant d'effectuer les bons choix et, le cas échéant, des surinvestissements, mérite d'être prise en compte systématiquement et ce, dans une échelle de temps plus longue, à l'exception des retours sur investissement. La démarche de développement durable intègre le devenir de l'ouvrage et de ses composants en fin de vie, lors de la déconstruction, et finalement les impacts écologiques pour les générations futures. Elle prend aussi en compte ce qui se passe avant le chantier, à savoir l'énergie et la nature des ressources utilisées pour l'extraction, la fabrication et le transport des matériaux.</p> <p>2 Le coût global représente donc les coûts d'investissement, qui correspondent à l'ensemble des dépenses engagées depuis l'origine du projet jusqu'à la réception définitive des travaux, ainsi que les coûts "différés" qui recouvrent différents postes de dépense :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les coûts d'exploitation (<i>consommations en énergie et autres fluides, gardiennage, ménage, ...</i>) ;</li> <li>▪ les coûts de maintenance (<i>petit et gros entretien, contrats de maintenance des installations techniques, ...</i>) ;</li> <li>▪ les coûts des travaux liés à des modifications fonctionnelles (<i>recloisonnement, réorganisation des accès, ...</i>) ;</li> <li>▪ le coût de pilotage de l'exploitation-maintenance (<i>moyens humains et informatiques, internes et externes</i>) ;</li> <li>▪ éventuellement, le coût de fin de vie (<i>démolition</i>).</li> </ul> |             |
| <b>Energie grise</b> | <p><b>A313</b> 1 Il s'agit de l'énergie nécessaire pour l'extraction et la mise à disposition, la fabrication et l'approvisionnement, l'entretien, le renouvellement et la fin de vie des matériaux et ouvrages du bâtiment. Au fur et à mesure que les bâtiments deviennent de plus en plus sobres en exploitation, cette énergie grise occupe une part de plus en plus importante. De plus, les techniques performantes sont souvent gourmandes en énergie grise. Il ne faudrait pas que les efforts sur les consommations soient grignotés par une surconsommation d'énergie grise. Une conception durable doit donc veiller à l'évaluer.</p> <p>2 Par ailleurs certains matériaux disposent de réserves au moins aussi faibles que celles du pétrole. Par exemple, pour le zinc et le cuivre, les réserves tournent autour d'une quarantaine d'années. Pourtant, les deux situations sont très différentes : les produits du bâtiment en cuivre comportent une part importante de cuivre recycle, à la différence du zinc. De façon générale, il s'agit de privilégier en priorité les matériaux renouvelables, dont la ressource est reconstituée en moins d'une génération (<i>bois, isolants issus de l'agriculture, ...</i>), puis les produits comportant une part importante de matière recyclée (<i>en règle générale, les métaux</i>).</p>   |             |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Référence****A314**

Concernant la construction durable, la Société Suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA) a publié plusieurs ouvrages de référence servant d'instrument aux concepteurs et maîtres d'ouvrage.

SIA 112/1 « Construction durable – Bâtiment »

SIA D 0122 « Aspects écologiques de la construction. Recherche d'une prise en considération globale »

SIA D 0164 « Constructions : Critères d'un développement durable »

SIA D 0200 « SNARC – Méthode pour l'évaluation de l'écologie dans les projets d'architecture »

SIA D 093 « Déclaration des caractéristiques écologiques de matériaux de construction selon SIA 493 »

SIA D 0167 « Planifier et construire dans le respect du paysage »

**Champs  
Thématiques DD  
du Canton de  
Berne**

**A315**

La concrétisation des trois dimensions du Développement Durable (DD) – société, économie, environnement – de la Stratégie du Conseil Fédéral (*chap. 2.2.3.2*) fournit les thèmes déterminants. Le projet national « indicateurs centraux pour le DD des villes et des cantons » a fourni une différenciation plus poussée sous forme de champs thématiques.

Dans le Canton de Berne, cette liste est utilisée sous une forme légèrement modifiée pour concrétiser les trois dimensions du DD :

| Environnement                           | Économie                               | Société                                  |
|---|--|--|
| Biodiversité<br>(diversité des espèces) | Revenus                                | Bruit / qualité de l'habitat             |
| Nature et paysage                       | Coût de la vie                         | Mobilité                                 |
| Consommation d'énergie                  | Marché du travail                      | Santé                                    |
| Qualité de l'énergie                    | Investissements                        | Sécurité                                 |
| Climat                                  | Vérité des coûts                       | Répartition des revenus et de la fortune |
| Consommation de matières premières      | Exploitation efficiente des ressources | Participation                            |
| Qualité des matières premières          | Capacité d'innovation                  | Culture et loisirs                       |
| Régime des eaux                         | Structures économiques                 | Formation                                |
| Qualité de l'eau                        | Compétences professionnelles           | Sécurité sociale                         |
| Qualité du sol                          | Finances publiques                     | Intégration                              |
| Utilisation du sol                      | Impôts                                 | Égalité des chances                      |
| Qualité de l'air                        | Production                             | Solidarité suprarégionale                |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A32****Matières / Matériaux / Palette chromatique****Isolation /  
Isolants****A321 1**

| Matériau                    | Applications   |                        |                  |                    |                      |                    |           |                 |                    |                     |                       |                              |
|-----------------------------|----------------|------------------------|------------------|--------------------|----------------------|--------------------|-----------|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------------|------------------------------|
|                             | Paroi homogène | Toits plats classiques | Toiture inversée | Isolation ventilée | Isolation entre murs | Isolation injectée | Planchers | Panneaux légers | Isolation compacte | Protection incendie | Absorption acoustique | Isolation aux bruits de choc |
| Laine minérale légère       | x              | x                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | x         | x               | x                  | ☺                   | ☺                     | x                            |
| Laine minérale dense        | x              | ☺                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | ☺         | ☺               | ☺                  | ☺                   | ☺                     | ☺                            |
| Fibres organiques           | x              | x                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | ☹         | x               | x                  | x                   | ☺                     |                              |
| Fibre de cellulose          | x              | x                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | x         | x               | x                  | x                   | ☺                     |                              |
| Mousse de verre             | x              | ☺                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | ☺         | ☺               |                    |                     | x                     | x                            |
| Béton cellulaire            | ☺              | ☹                      | x                | ☺                  | ☺                    |                    | ☺         | ☺               |                    | ☺                   | x                     | x                            |
| PUR                         | x              | ☺                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | ☺         | ☺               | ☺                  | x                   |                       | ☹                            |
| Urée<br>Formaldéhyde        | x              | x                      | x                |                    |                      | ☺                  | x         | x               | x                  | x                   |                       | x                            |
| PS expansé                  | x              | ☹                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | ☺         | ☺               | ☺                  | x                   | ☹                     | ☺                            |
| PS extrudé                  | x              | ☺                      | ☺                | ☺                  | ☺                    |                    | ☺         | ☺               | ☺                  | x                   | ☹                     | ☺                            |
| Bois                        | ☺              |                        | x                |                    |                      |                    | ☺         | ☺               | x                  | ☹                   |                       |                              |
| Paille et fibres<br>de bois | x              | x                      | x                | ☺                  | ☺                    |                    | ☺         | ☺               | x                  | x                   | ☺                     | ☺                            |
| Liège                       | x              | ☺                      | x                | ☺                  | ☺                    | ☺                  | ☺         | ☺               | x                  | ☺                   | ☺                     | ☺                            |

☺ : convient bien  
 ☐ : case vide : ne s'applique pas  
 ☹ : peut être utilisé, mais il existe des matériaux mieux adaptés à cette application  
 ☹ : ne convient pas bien car il n'a pas les performances requises  
 x : à exclure pour cette application, les risques de dégâts sont trop élevés

Application des matériaux isolants  
 (source : 'Eco-confort', C.-A. Roulet, PPUR 2012)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A321** 2  
(suite)

| Matériau              | Caractéristiques |         |                   |   |                    |                             |                          |                         |                                      |                                      |   |               |
|-----------------------|------------------|---------|-------------------|---|--------------------|-----------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|---|---------------|
|                       | Pouvoir isolant  | Densité | Résistance au feu | Résistance à la diffusion de vapeur d'eau | Résistance à l'eau | Résistance à la compression | Résistance à la traction | Résistance à la chaleur | Absorption acoustique bruits de choc | Absorption acoustique bruits aériens | Prix indicatif, à isolation équivalente | Energie grise |
| Laine minérale légère | +                | --      | ++                | --  | 0                  | --                          | --                       | +                       |                                      | ++                                   | €                                       | --            |
| Laine minérale dense  | ++               | +       | ++                | --  | 0                  | 0                           | -                        | ++                      | ++                                   | +                                    | €                                       | 0             |
| Fibres de chanvre     | 0                | --      | 0                 | --  | --                 | 0                           | --                       | 0                       |                                      | ++                                   | €                                       | --            |
| Fibres de bois        | 0                | ++      | 0                 | --  | --                 | +                           | --                       | +                       | +                                    | ++                                   | €€                                      | -             |
| Paille et ciment      | -                | ++      | +                 | --  | --                 | +                           | 0                        | +                       | 0                                    | +                                    | €€                                      | -             |
| Flocons de cellulose  | +                | --      | 0                 | --  | --                 | --                          | --                       | 0                       |                                      | ++                                   | €                                       | --            |
| Liège                 | 0                | ++      | +                 | +   | -                  | +                           | 0                        | ++                      | +                                    | -                                    | €€                                      | --            |
| Mousse de verre       | 0                | +       | ++                | ++  | ++                 | ++                          | ++                       | ++                      | --                                   |                                      | €€€                                     | 0             |
| Béton cellulaire      | --               | ++      | ++                | -   | -                  | ++                          | +                        | ++                      | --                                   |                                      | €€€                                     | 0             |
| PUR                   | ++               | -       | 0                 | -   | 0                  | +                           | +                        | ++                      | -                                    | --                                   | €                                       | ++            |
| PS expansé            | +                | --      | +                 | +   | 0                  | +                           | +                        | 0                       | -                                    | --                                   | €€€                                     | -             |
| PS expansé graphité   | ++               | --      | +                 | +   | 0                  | +                           | +                        | 0                       | -                                    | --                                   | €                                       | -             |
| PS extrudé            | ++               | 0       | +                 | ++  | +                  | +                           | ++                       | 0                       | -                                    | --                                   | €                                       | +             |
| Aérogel de silice     | +++              | ++      | +                 | --  | ++                 | --                          | -                        | +                       | ++                                   | --                                   | €€€€                                    | +             |

++: Très élevé    +: élevé    0: moyen, acceptable    -: bas    --: très bas

Qualité des matériaux isolants

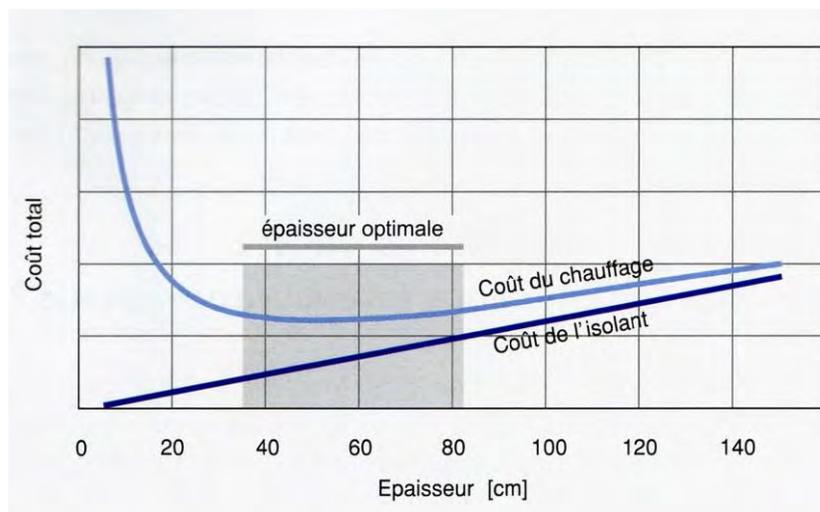
(source : 'Eco-confort', C.-A. Roulet, PPUR 2012)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

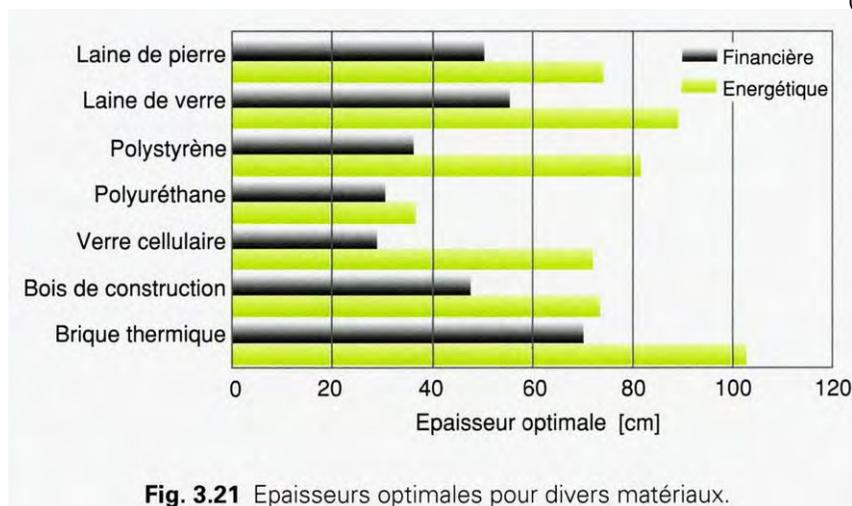
Indications

**A321 3**  
(suite)



Le coût de l'isolation augmente avec son épaisseur, alors que le coût du chauffage diminue en raison inverse de l'épaisseur. Le coût total présente un minimum pour une épaisseur optimale.

(source : 'Eco-confort', C.-A. Roulet, PPUR 2012)



**Fig. 3.21** Epaisseurs optimales pour divers matériaux.

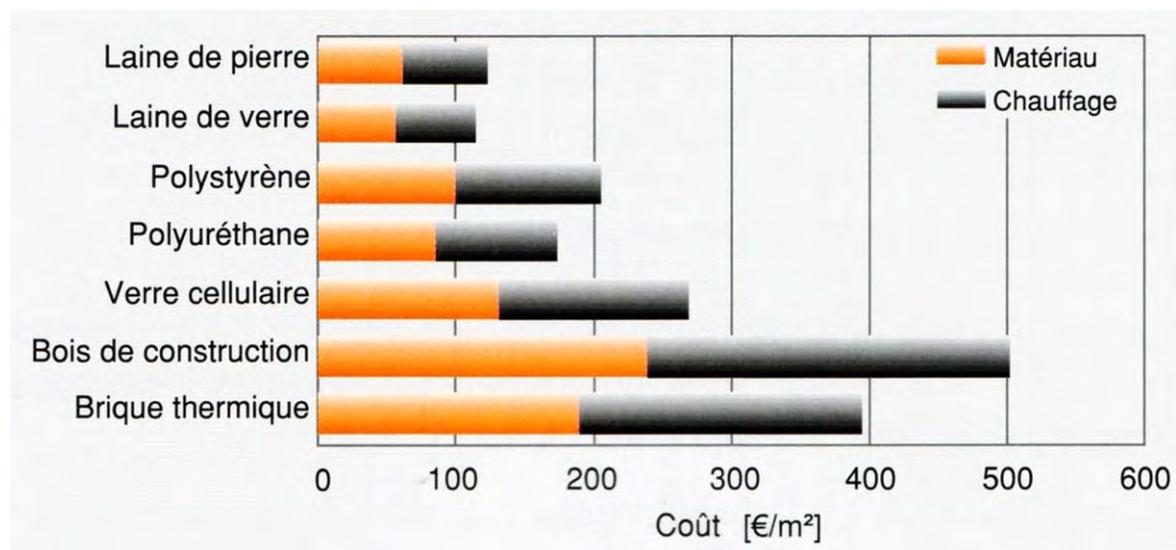
Epaisseurs optimales pour divers matériaux.

(source : 'Eco-confort', C.-A. Roulet, PPUR 2012)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A321**  
(suite)

Coût total à l'épaisseur optimale pour divers matériaux (source : 'Eco-confort', C.-A. Roulet, PPUR 2012)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## Matières / Matériaux

- A322** 1 <sup>1</sup> L'acte de construire doit être appréhendé dans une logique de développement durable (*origine, cycle de vie et durabilité des matériaux*) et avec respect des ressources de notre patrimoine architectural local et régional (*cf. art. 214 RCC et art. 411 ss RCC*).



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A322**  
*(suite)*

<sup>2</sup> Aperçu de quelques toits de la zone 'Centre'



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A322**  
*(suite)*

<sup>3</sup> Ceci n'induit pas l'usage exclusif de matériaux traditionnels de façon traditionnelle, ni la simple reproduction de 'copie' ; au contraire, il doit en ressortir tout le génie d'un travail de détail dans la retranscription contemporaine de l'usage des matières, matériaux et principes constructifs locaux.



2 <sup>1</sup> De façon générale, tous les usages du bois dans la construction sont à privilégier.



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A322**  
(suite)

<sup>2</sup> Si le bois est le bienvenu sous toutes ses formes constructives, il ne l'est par contre pas dans toutes les figures "stylistiques", ainsi sont à proscrire les architectures et expressions architecturales qui n'ont pas de racines régionales (cf. art. 411 al.4 RCC).

Au même titre que, plus génériquement, sont prosrites les excentricités architecturales inspirées :

- du palais du facteur Cheval
- de 'l'œuvre' de Steiner et / ou du Goetheanum
- de 'l'œuvre' de Hundertwasser
- de 'l'œuvre' de Gaudi
- ...

3

| Matériaux de façade      |                                       |                                     |                                       |
|--------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Matériau                 | Poids spécifique<br>kg/m <sup>2</sup> | Energie grise<br>kWh/m <sup>2</sup> | Coûts spécifiques<br>€/m <sup>2</sup> |
| Brique                   | 200                                   | 92                                  | 100 - 130                             |
| Pierre naturelle         | 100                                   | 34                                  | 200 - 600                             |
| Fibrociment              | 18                                    | 39                                  | 70 - 90                               |
| Aluminium                | 18                                    | 86                                  | 150 - 200                             |
| Bois                     | 15                                    | 17,5                                | 50 - 80                               |
| Panneaux dérivés du bois | 20                                    | 65                                  | 60 - 90                               |

Tableau 0.1: Comparaison des matériaux de façade.

in GABRIEL I., Bardages en bois, PPUR, Lausanne, 2012

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

- A322** 4 Les matières – matériaux suivants sont interdits d'usage en façade apparente pour tous les types de constructions (*y compris PCA et/ou constructions exemptes de Permis de Construire*) au regard des exemples suivants évidemment non exhaustifs– cf. art. 413.2 RCC  
*(suite)*



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A322**  
*(suite)*



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

Mariage des  
matières /  
matériaux

- A322** 5 Celles qui sont généralement qualifiées de 'règles de l'art', sont avant tout des règles d'un bon sens teinté d'un minimum d'une 'normale' appréciation de c'est que le mariage de deux matériaux (*mais visiblement, rien n'empêche malheureusement dégoûts et des couleurs !*).



**Palette  
chromatique**

- A323** 1 La palette chromatique des façades, des éléments de celles-ci et des toitures tient compte des éléments distinctifs traditionnels ou prédominants qui marquent l'aspect de la rue, du quartier ou du site, sont ainsi proscrites, les couleurs heurtant le regard, criardes, déniaient une harmonie d'ensemble, ...



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

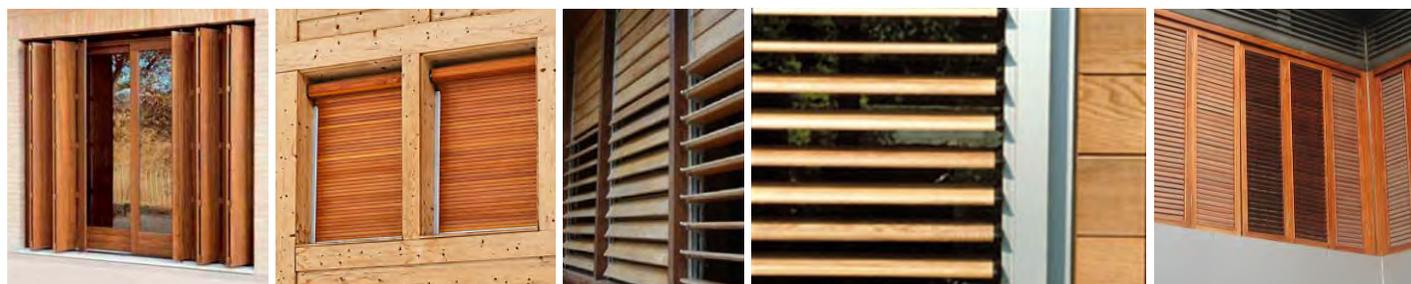
**A323** 2 Fresques : préalablement à la réalisation, le propriétaire aura soumis son projet à l'aval du Conseil Municipal.  
*(suite)*



3 <sup>1</sup> Les volets, qu'ils soient pleins ou persiennés, quelle que soit leur matière, ont une couleur définie au regard d'une logique de quartier.



<sup>2</sup> Des systèmes pourtant contemporains d'occultations des portes et fenêtres, tels que des volets pliants ou stores, existent en bois.



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A323**  
*(suite)*

<sup>3</sup> Par ailleurs, l'art. 214 al. 6 précise que les façades historiquement équipées de volets ne peuvent pas en être dépouillées et que, si ceux-ci ont disparus, ils doivent être reposés.



Store banne

- 4 <sup>1</sup> Les mécanismes des stores bannes et autres parasols seront le plus discrets possibles et la pose adaptée à la configuration façade / fenêtres et portes.
- <sup>2</sup> Les stores seront réalisés en toile unie d'un seul ton harmonisé avec ceux de l'architecture du bâtiment et de son environnement.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Conduits, gaines  
/ hottes  
d'aspiration,  
d'extractions,  
unités exté-  
rieures, ...**

**A324**

Les éléments techniques tels que conduits, gaines d'extraction (*ventilation, aspiration, ...*), organes de systèmes de climatisation, chauffage, ... se doivent d'être pertinemment intégrés aux constructions, façades, toitures, ... et les matières / matériaux brillants, réfléchissants, de couleur vives, ... ne doivent pas s'imposer / incommoder le voisinage, a contrario des malheureux exemples (!) suivants :



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Toitures****A325**

Les toitures végétalisées (*cf. art. 411.5.2 et 414 RCC*), si elles ont un aspect écologique indéniable, ont un impact technique sur la durabilité et le confort du bâtiment. En effet, les toitures végétalisées offrent :

- une protection de l'étanchéité du fait que les matériaux imperméabilisants résistent plus longtemps à l'abri des ultraviolets (UV) et du rayonnement thermique solaire. En effet, la dégradation des membranes est principalement due à la chaleur. Celle-ci dégrade les huiles du bitume élastomère qui devient alors plus cassant. Finalement, le substrat bloque aussi les rayons UV qui sont responsables d'environ 5 % du vieillissement des membranes. De plus, la végétalisation du toit constitue une barrière contre les intempéries. Ces actions combinées permettent d'espérer une durée de 30 à 50 ans pour la membrane d'étanchéité ;
- une protection contre les chocs thermiques (*jour/nuit ou dues par exemple à une pluie froide sur toiture chaude*), avec réduction des contraintes mécaniques. Les toitures végétalisées permettent une réduction des variations de température jusqu'à 40 % ;
- une inertie thermique permettant de réaliser d'importantes économies d'énergie. Un goudron ou une membrane de toiture exposée au soleil peuvent atteindre une température de surface de 65 °C alors que la même membrane recouverte de végétaux demeure à une température de 15 à 20 °C. La température de la toiture influence la température intérieure d'un logement et donc les besoins de climatisation. Une toiture couverte de végétaux et de son substrat de culture (*une terre légère*) réduit aussi sensiblement les pertes de chaleur en hiver, mais cet impact est moindre que celui de la climatisation ;
- une isolation phonique : la terre végétalisée est un des meilleurs isolants acoustiques, elle absorbe les ondes sonores. Elles permettent notamment de diminuer les bruits de l'environnement urbain. Un substrat de 12 cm d'épaisseur peut réduire les bruits aériens de près de 40 dB. Un avantage non négligeable dans les secteurs survolés par des avions à basse altitude. Selon une étude du laboratoire européen d'acoustique du bâtiment, selon que le substrat soit sec ou humide, une toiture végétalisée amorti le bruit de 15 à 20 décibels (*par rapport à une toiture classique*).



| Titre marginal              | Article / Alinéa / Contenu normatif | Indications   |
|-----------------------------|-------------------------------------|---|
| <b>Cheminées</b>            | <b>A326</b> 1                       | Les gaz de combustion doivent pouvoir s'échapper librement et à la verticale par l'orifice de la cheminée et être rejetés conformément aux spécifications du droit supérieur.<br><br>Cf. art. 6 OPair, fiche d'information de l'OFEFP, ISCB 8/823.111/2.1 et OFEV 2013 : Hauteur minimale des cheminées sur toit - Recommandations sur les cheminées - L'environnement pratique n° 1328 |
| Sécurité incendie           | 2                                   | Si la sécurité incendie est remise en question par une modification ou si les voies de fuite, les compartiments coupe-feu ou la mise en danger d'incendie ( <i>risques d'activation</i> ) sont concernés, une procédure de <b>demande de permis de construire doit être effectuée</b> (cf. art. 6, al. 1, let. d DPC).  |
| <b>Organes de réception</b> | <b>A327</b>                         | Tout n'est pas forcément permis et, tant mieux pour le voisinage !!!  |



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A33****Architecture****Hors Zone à  
bâtir**

- A331** 1 Dans la Zone Agricole également les constructions et les installations doivent s'intégrer, si possible à un groupe de bâtiments existants ou, pour les bâtiments isolés, aux traditions architecturales régionales, pour autant que leur bon fonctionnement n'en souffre pas exagérément.



- 2 Dans la Zone Agricole, pour de l'habitat, un usage du vocabulaire régional ou, à tout le moins, une retranscription de celui-ci est de mise.



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Transformations et rénovations**

- A332** 1 Un double objectif peut être poursuivi dans la transformation / rénovation du bâti ancien :
- la conservation patrimoniale de ces témoins de notre histoire,
  - la densification intérieure de grands volumes sous exploités (*cf. en particulier art. 214.9 et 414.5.5 RCC*), mais, l'un et l'autre, ne contrarient pas pour autant une créativité contemporaine.

Façades, ouvrants

2



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A332**  
*(suite)*



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

Densifications  
intérieures  
(usage des  
combles)

**A332 3**  
(suite)



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Zones H et M**

- A333 1** Pour la construction de maisons neuves dans les Zones H et M, l'imagination et le talent de quelques architectes, à l'image de la démarche de Peter Zumthor (*prix Praemium Imperial en 2008 et prix Pritzker 2009*) ou de la démarche de la 'Prairie House' (*chaque pièce est un organe autonome formant un ensemble holistique qu'est le bâtiment*) développée au début du siècle dernier par Frank Lloyd Wright et les interprétations qui continuent encore d'en être faites (*voir également les principes déclinés par François Spoerry dans son 'architecture douce'*), pourraient être merveilleusement inspirés par ces démarches vitalistes en élaborant un concept propre à notre région plutôt que de continuer à produire, et reproduire, des bâtisses sans lien et sans mémoire avec notre territoire et notre patrimoine, donc sans histoire et sans origine.



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A333**  
*(suite)*



**Insertion dans  
le paysage / le  
territoire**

- Outrages

2



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

- Exemplarité

**A333** 3  
(suite)

Cette nouvelle construction (2013) évoque les hangars agricoles avec les grands toits débordants de sa région et s'intègre donc en douceur dans son village rural, sans perdre de sa force d'architecture d'aujourd'hui. Ce bâtiment est 'écologique' par sa construction où le bois est très largement utilisé et par ses ouvertures au Sud pour une conception bioclimatique. Les façades sont en ossature bois avec de fortes épaisseurs d'isolant. Les planchers sont en "dalle de bois" avec une dalle de béton pour la compression et l'isolation acoustique. Le revêtement des façades est en enduit en partie basse et recouvert d'un bardage bois en partie haute. Les châssis de fenêtres sont également en bois.

Le maître d'ouvrage souhaitait réaliser un petit immeuble doté des nouveaux standards d'efficacité énergétique sur un terrain d'une petite commune rurale. Le site était favorable à une conception bioclimatique, avec un très bon ensoleillement et une protection au Nord contre les vents dominants. Tous les appartements sont traversants et de grandes baies vitrées au Sud permettent de capter l'énergie du soleil et de bénéficier de la vue dégagée au Sud-Ouest. Un très bon niveau d'isolation a été atteint : 22,5 cm (18+4,5) pour les parties bardées des murs et 28,5 cm (18+4,5+6) pour les parties enduites ; 35 cm pour la toiture avec des combles perdus et 20 cm dans des ourdis isolants pour les planchers bas. L'isolation a été réalisée avec des matériaux naturels (*laine de chanvre, ouate de cellulose et panneaux de fibre de bois*). Pour assurer le renouvellement de l'air intérieur, des VMC double-flux individuelles ont été installées. Le chauffage et l'eau chaude sanitaire sont assurés par une chaudière à granulé de bois utilisant ainsi les ressources locales. Le pan Sud de la toiture est recouvert de 335 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques permettant de produire presque autant d'électricité que le bâtiment en consomme.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## Garages

### A334

Parce que ces 'annexes', des plus utiles au demeurant, altèrent de plus en plus les perceptions que l'on a de l'espace rue et de façon trop importante pour ne pas agir, le RCC encadre ces constructions à l'article 411 al. 5 (cf. aussi art. 416 et 417 RCC).



**L'idéal est bien sûr que les garages fassent corps avec le bâtiment principal**



**Séparés du bâti principal, ils en gardent cependant les caractéristiques de matières et de couleurs**



**Ils peuvent parfaitement servir de terrasse aménagée ou sont végétalisés**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Petites constructions, annexes, ...****A335**

Au même titre que les garages, les annexes non habitées et autres constructions de jardin sont limitées par quelques règles d'insertion dans le site (*cf. art. 411 RCC*) :

- les constructions et les installations doivent être conçues de telle sorte qu'elles forment avec leurs abords un ensemble de qualité en respectant tout particulièrement les matières/matériaux et les couleurs dominantes des constructions principales ;
- sont proscrits, en façade comme en couverture, tous matériaux de type fibrociment, tôles, plexiglas, bâches, ...



**Les constructions annexes se doivent de participer à une logique d'ensemble d'aménagement de la parcelle**

**Zone d'Activités****A336**

Le bois, même dans l'architecture artisanale - industrielle, se façonne à l'envi :



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A336**  
*(suite)*



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A34****Energies****Economiser l'énergie****A341**

Economiser l'énergie n'est pas un effet de mode, c'est un devoir avec le triple objectif d'assurer une utilisation mesurée du sol, d'observer une utilisation de l'énergie économe et de contribuer à l'usage des énergies renouvelables.

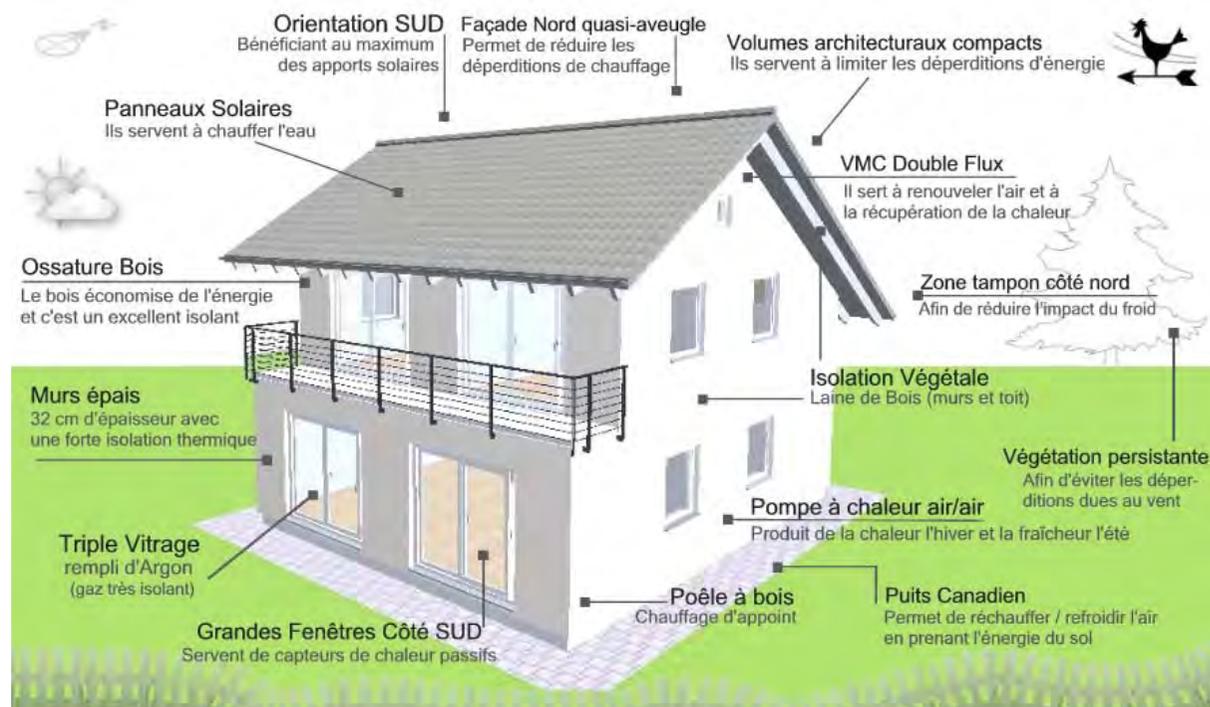
Cf. documentations et publications de l'OCEE et de l'OED ainsi que les programmes, campagnes et les contributions d'encouragement du Canton de Berne (OCEE) ; cf. aussi : [www.energie.be.ch](http://www.energie.be.ch) / [www.suisse-energie.ch](http://www.suisse-energie.ch) / [www.infosubventions.ch](http://www.infosubventions.ch) / [www.eco-bau.ch](http://www.eco-bau.ch)

**A342**

Données des écobilans dans la construction cf. [www.eco-bau.ch](http://www.eco-bau.ch)

**Maison bioclimatique****A343** 1

Une maison bioclimatique recherche un intérieur en harmonie avec l'environnement existant à l'extérieur. Cette harmonie doit naître dès la phase de conception : orientation de l'habitat, ouvertures, emplacement de la végétation, isolation (*thermique, phonique, etc.*), capteurs solaires, ...



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

- A343** 2 Une maison 'passive' ou 'bioclimatique' n'est pas invariablement un objet qui méprise les caractéristiques du lieu et qui bafoue l'héritage architectural et patrimonial régional.  
*(suite)*



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Energie solaire**

- A344** 1 <sup>1</sup> Grâce à un développement sans précédent cette dernière décennie d'une palette innovante de produits, la mise en place d'une installation solaire en toiture (*ou en façade*) peut se faire avec toute discrétion, sans injure aux sites et aux paysages (*cf. art 414.6 RCC*) :



- <sup>2</sup> A contrario de ces malheureux contre-exemples !!!

**Installation**

- 2 Cf. aussi art. 18 a LAT pour la Zone à bâtir et la Zone Agricole.  
En généralisant pour nos latitudes, on peut affirmer qu'une installation photovoltaïque intégrée :
- dans un toit à pan orienté entre Sud-Est et Sud-Ouest a un rendement idéal (*les capteurs sont posés sur des plans inclinés de 30° à 60° tout en sachant que c'est pour une inclinaison de 45° que ceux-ci sont les plus performants*) ;
  - à une façade orientée Sud a un rendement d'environ 70 % ;
  - le rendement s'abaissera à 50 % pour les façades orientées Est ou Ouest ;
  - horizontalement sur un toit plat a un rendement de 90 %

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## Section

### A35

### Aménagements extérieurs

## Clôtures

### A351

- 1 Cf. art. 415 al. 3 et 5 RCC
- 2 Sont ainsi à proscrire les clôtures qui dépareillent le site, le quartier, et / ou composées de rondins de bois, de tôle d'acier (*ou d'autres matières*), de plaques / bâches / toiles en matières plastiques, canisses de roseaux, de béton brut, de traverses de chemin de fer traitées aux huiles de goudron (*benzo(a)pyrène*), ...



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

### Places de stationnement, de rebroussement, de manœuvres

#### A352

Les aménagements au-devant des garages sont a minima prescrits à l'art. 416. 4 RCC ; il n'est dès lors pas toléré des configurations à l'image des exemples suivants :



### Murs de soutènement et talus

- A353** 1 Les murs de soutènement, essentiellement en regard de leurs dimensions, sont prescrits aux art. 415.3, 415.5 et A 138 RCC. Au titre de ces derniers, des installations telles que celles-ci (*entre autres*) ne sont pas tolérées :



- 2 Les soutènements constitués de traverses de chemin de fer traitées aux huiles de goudron (*benzo(a)pyrène*) sont interdits.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Poubelles****A354**

A contrario des exemples ci-dessous, si ce n'est évidemment les jours de collecte, toutes les ordures ménagères et tous les récipients à ordures privés de celles-ci (*sacs, poubelles, conteneurs, ...*) sont à stocker à l'intérieur du bâti ; en tout état de cause ceux-ci ne peuvent être déposés sur l'espace public ou à la vue depuis celui-ci (*cf. art. 89 ss OC*).



| Titre marginal                        | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|---------------------------------------|--|--|
| <b>Abandons – dépôts de véhicules</b> | <p><b>A355</b> 1 Il est rappelé que l'Exécutif Municipal dispose de moyens coercitifs et de moyens d'action pour faire éliminer les véhicules abandonnés, 'épaves' ou 'carcasses' de voitures, camions, remorques, caravanes, mobil-homes, tout type 'd'engins', de machines agricoles, ... (ci-après qualifiés génériquement de 'véhicule').</p>  |  |
| Dépôt de véhicules hors d'usage       | <p>2 <sup>1</sup> Le dépôt ou l'abandon de véhicules hors d'usage ou de parties de ceux-ci pouvant porter atteinte à la sécurité des usagers de la route, l'hygiène publique, la protection des eaux et l'esthétique des sites et paysages est interdit sur le territoire communal, tant sur le domaine public que sur la propriété privée.</p> <p><sup>2</sup> La création de tels dépôts est soumise à une autorisation délivrée par les instances cantonales.</p>   | <p>Cf. art. 16 LD (Loi cantonale du 18 juin 2003 sur les Déchets, RSB 822.1) :</p> <p><sup>1</sup> Les détenteurs ou détentrices de véhicules hors d'usage, de pièces détachées de véhicules, de pneus, de machines, d'engins et autres appareils ont l'obligation de les éliminer dans un délai d'un mois, s'il leur est impossible de les garder dans des locaux couverts.</p> <p><sup>2</sup> L'obligation incombe à la commune si les détenteurs ou détentrices de ces objets ne sont pas identifiables ou sont insolvables.</p> <p>Cf. aussi plus particulièrement art. 3, 3a et 6 LEaux (Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux, RS 814.20).</p> |
| Définition                            | <p>3 Sont considérés comme véhicules abandonnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tout véhicule automobile dépourvu de plaques de contrôle réglementaires et parqués sur un bien-fonds public ou privé ;</li> <li>- les véhicules automobiles pour lesquels des plaques de contrôle interchangeables ont été délivrées et qui en sont momentanément dépourvus sauf s'ils se trouvent sur une place de parc privée comprenant un fond en matière dure (bétonné-goudronné-pavé-dallé) ;</li> <li>- tout autre 'engin' ou machine (agricole, militaire, de chantier, ...), caravane, mobil-home, ... en état d'« épavisation » ou constituants épaves ou carcasses.</li> </ul> | <p>Art. 36 OC :</p> <p><sup>2</sup> Les véhicules sont réputés hors d'usage lorsqu'ils ont été définitivement mis hors service ou lorsqu'ils sont restés plus d'un mois en plein air sans plaques de contrôle. Font exception les véhicules</p> <p>a - pour lesquels le détenteur n'a pas déposé les plaques de contrôle auprès de l'Office de la circulation routière et de la navigation pour plus d'une année,</p> <p>b - qui sont destinés à la réparation ou à la vente et qui sont stationnés sur les surfaces autorisées à cet effet des entreprises de l'industrie ou du commerce automobiles</p>  |

| Titre marginal                                    | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications   |
|---|---|---|
| Enlèvement /<br>élimination :<br>mode d'exécution | <p><b>A355</b> 4 Après sommations et mise en demeure assortie d'un délai d'exécution restées vaines et, selon le degré de dégradation et le caractère définitivement irréparable ou non des véhicules abandonnés à l'état d'épave sur la voie publique ou dans une propriété privée, l'Exécutif Municipal peut demander qu'ils soit « éliminés d'office », soit mis en fourrière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en fourrière de véhicules en voie « d'épavisation », à savoir les véhicules privés des éléments indispensables à leur utilisation normale et non susceptible de réparations immédiates à la suite d'accidents, de déprédations, de dégradations ou de vols, s'ils se trouvent sur une voie ouverte à la circulation publique, sur ses dépendances ou dans une propriété privée ;</li> <li>- si le véhicule en question n'est plus en voie « d'épavisation » mais constitue une épave / carcasse et peut donc être considéré comme un déchet, l'Exécutif Municipal dispose alors du pouvoir d'ordonner l'enlèvement d'office.</li> </ul> | <p>Les véhicules à l'état d'épave doivent être considérés comme des déchets à éliminer en application de l'Ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets - OTD, RS 814.600</p>  |
| Sommations  | <p>5 <sup>1</sup> Le propriétaire d'un véhicule hors d'usage ainsi que le propriétaire ou locataire du fonds sur lequel le véhicule est 'garé' sont sommés par les organes municipaux de se conformer aux dispositions de la loi.</p> <p><sup>2</sup> En cas d'inobservation de la sommation, l'Exécutif Municipal peut, aux frais du propriétaire, confier à une entreprise spécialisée le transport du véhicule incriminé à la fourrière ou en décharge.</p>  | <p>Toute personne qui n'aura pas éliminé un objet hors d'usage dans les délais prescrits peut être punie en application de l'article 37, alinéa 1, lettre e LD. La Commune ne peut infliger elle-même des amendes ; elle est tenue de dénoncer les contrevenants aux Autorités ordinaires de poursuite pénale, c'est-à-dire à la Police cantonale ou au Ministère public.</p> |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A355**  
*(suite)*

<sup>3</sup> La sommation est effectuée par publication aux Feuilles Officielles lorsque le propriétaire d'un véhicule hors d'usage abandonné sur le domaine public ou privé ne peut être déterminé ; l'engin est amené à la fourrière ou en décharge par les soins de la Commune si son propriétaire reste inconnu.

Procédure

6 Les droits fédéral et cantonal restent réservés.

Cf. plus particulièrement l'art. 37 LD (*Loi cantonale du 18 juin 2003 sur les déchets, RSB 822.1*) :

<sup>1</sup> Sera punie d'une amende de 40'000 francs au plus, à moins que l'infraction ne réunisse les faits constitutifs d'une infraction pénale de droit fédéral, toute personne qui aura intentionnellement :

a. abandonné, jeté ou stocké des déchets hors d'une installation de traitement des déchets ou d'un centre de collecte ;

e. omis d'éliminer dans les délais prescrits un objet hors d'usage au sens de l'article 16 ; ...

<sup>2</sup> Si l'acte punissable a été commis par négligence, la peine est une amende de 20'000 francs au plus.

<sup>3</sup> La tentative et la complicité sont punissables.



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A36****Bruit**

- A361** 1 Le bruit est une source de conflit. Les tondeuses à gazon, les sonneries de portables, les fêtes, les claquettes en bois du locataire du dessus ou les fausses notes de l'enfant qui travaille son instrument dans l'appartement voisin, ... tout cela peut énerver, donner matière à des disputes ou simplement en fournir le prétexte. Dans ce contexte de sensibilités variables, où nous sommes tantôt agresseurs, tantôt agressés, tout un chacun peut préserver son entourage /voisinage contre le bruit nuisible ou incommodant. Ainsi, en termes d'aménagement / construction, plusieurs actions / décisions peuvent largement contribuer à éviter le bruit, de préférence à la source :
- Les pompes à chaleur, comme toute machine, font du bruit. Les ventilateurs en plein air peuvent entraîner une gêne considérable pour les voisins, surtout la nuit. Et même à l'intérieur, ils sont souvent incommodants, par exemple lorsque leurs vibrations se propagent à travers les murs ou les canalisations. On peut éviter ces problèmes en choisissant avec soin le modèle et l'emplacement et en le faisant monter par des spécialistes. Ainsi, on n'installera pas une pompe à chaleur près du salon ou d'une chambre à coucher. On peut aussi réduire les émissions à l'aide de capots d'insonorisation, de silencieux ou d'amortisseurs de vibrations. Dans tous les cas, les valeurs de planification définies à l'annexe 6 de l'Ordonnance sur la Protection contre le Bruit (OPB) doivent être respectées
  - Une prairie plutôt qu'un gazon, c'est le bruit de la tondeuse en moins pour plus de biodiversité
  - Depuis juillet 2009, seules peuvent être commercialisées les tondeuses à gazon dont le niveau de puissance acoustique garanti  $L_{WA}$  – qui doit être signalé sur l'appareil – respecte les valeurs limites d'émission définies par l'Ordonnance sur le Bruit des Machines (OBMa). Celles-ci sont comprises entre 96 et 105 dB selon la largeur de coupe. Certaines tondeuses à moteur sont deux à quatre fois moins bruyantes que d'autres. Elles fonctionnent en général à l'électricité. En général, le bruit des tondeuses augmente avec leur puissance. Il faut donc veiller à ne pas choisir une machine surdimensionnée. Pour de petites surfaces, un engin manuel est souvent suffisant.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A361** 2  
(suite)**DEGRÉS D'INTENSITÉ SONORE ET VALEURS LIMITES D'IMMISSION APPLICABLES AU BRUIT DES CHEMINS DE FER, DU TRAFIC ROUTIER ET DE L'INDUSTRIE EN VERTU DE L'OPB**

| Degrés d'intensité sonore                                       | dB  | Valeurs limites d'immission  |
|---|-----|--|
| Décollage d'une fusée   | 170 |  |
| Tir d'arme à proximité d'une embouchure                         | 160 |  |
| Décollage d'un avion à réaction                                 | 140 |  |
| Seuil de la douleur   | 130 |  |
| Marteau-piqueur   | 110 |  |
| Discothèque, à un mètre des haut-parleurs                       | 100 |  |
| Perceuse manuelle   | 90  |  |
| Trafic routier proche   | 70  | pour les zones industrielles, de jour  |
|   | 65  | pour les zones d'habitation et artisanales, de jour  |
| Personne parlant normalement à un mètre de distance             | 60  | pour les zones d'habitation, de jour, et pour les zones industrielles, de nuit             |
|   | 55  | pour les zones de détente, de jour, et pour les zones d'habitation et artisanales, de nuit |
| Ruisseau coulant paisiblement, coin tranquille d'un appartement | 50  | pour les zones d'habitation, de nuit   |
|   | 45  | pour les zones de détente, de nuit   |
| Bibliothèque tranquille   | 40  |  |
| Chuchotement  | 30  |  |
| Tic-tac d'une montre  | 20  |  |
| Bruissement de feuilles à distance, respiration normale         | 10  |  |
| Seuil d'audibilité  | 0   |  |

Les valeurs limites d'immission ne sont pas directement comparables avec les données sur l'intensité des bruits; c'est le niveau de pression acoustique corrigé, appelé niveau d'évaluation, qui est déterminant pour apprécier la situation (voir texte ci-dessous).

Source: OFEV

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Section****A37** **Indices d'affectation** (cf. section A 15 Annexe A 1)**IBUS****A371** 1 Cf. art. A 162 Annexe A 1 RCC2 Table de conversion approximative IU - IBUS ( $\times 1.32$ )

| iU   | IBUS |
|------|------|
| 0.20 | 0.27 |
| 0.25 | 0.33 |
| 0.30 | 0.40 |
| 0.35 | 0.47 |
| 0.40 | 0.53 |
| 0.45 | 0.60 |
| 0.50 | 0.67 |
| 0.60 | 0.80 |
| 0.65 | 0.87 |
| 0.70 | 0.93 |
| 0.75 | 1.00 |
| 0.80 | 1.07 |
| 0.85 | 1.13 |

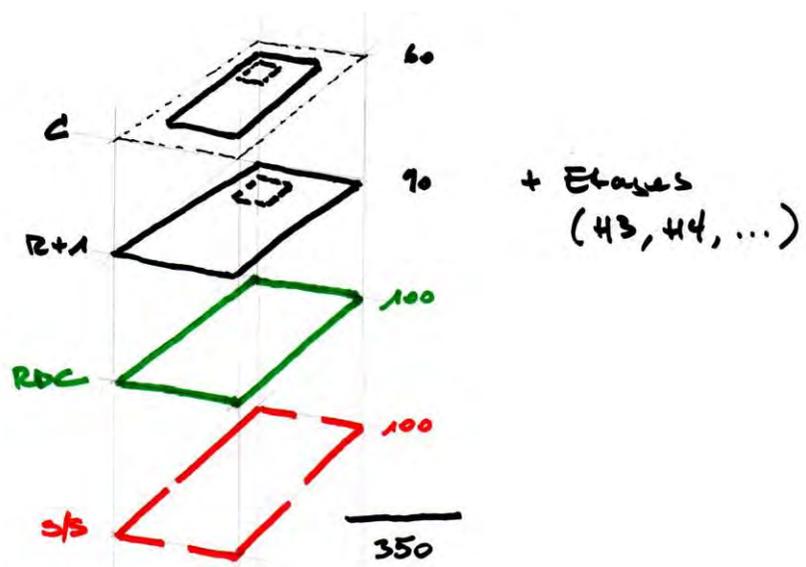
3 La fiche de mesure A\_o1 du PDC fixe pour la Commune un IBUS ds (*IBUS au-dessus du sol*) minimum moyen **équivalent à : IBUS ds 0,6 x 1,25 = IBUS 0,75**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A371**  
(suite)

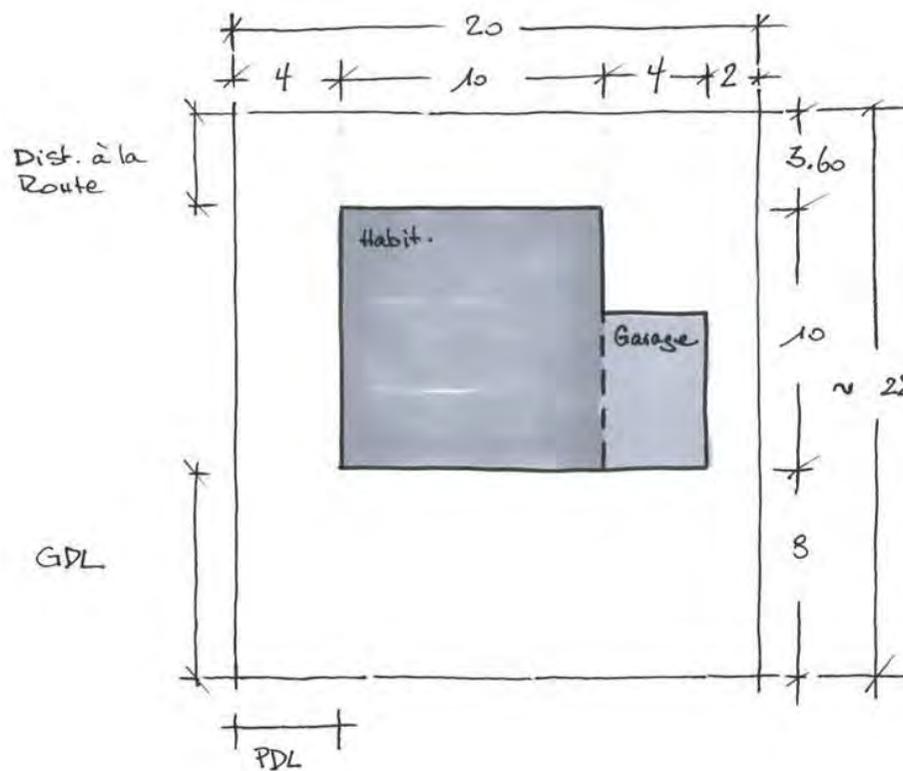


|        | H2                | H3                | H4                |              |
|--------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| SS     | 100               | 100               | 100               |              |
| RDC    | 100               | 100               | 100               |              |
| Etages | 90                | 180               | 270               |              |
| C      | 60                | 60                | 60                |              |
|        | <u>350</u>        | <u>440</u>        | <u>530</u>        |              |
| SR ds  | 250/350<br>↳ 0.71 | 340/440<br>↳ 0.77 | 430/530<br>↳ 0.81 | moy.<br>0.76 |
| SR s/s | 100/350<br>↳ 0.28 | 100/440<br>↳ 0.22 | 100/530<br>↳ 0.18 | 0.22         |

**IBUS = IBUS ds x 1,22**

**IBUS d'une MI : Détermination de la SP moyenne au regard de la typologie de construction**

**A372** Maisons Individuelles (MI)



- Std 440 m<sup>2</sup>  
 ① SP RDC 124 m<sup>2</sup>  
 ↓  
 ② + sous-sol 100 m<sup>2</sup>  
 ③ + R+1 (90% de RDC) 90 m<sup>2</sup>  
 ④ + Combles (60% de RDC) 60 m<sup>2</sup>
- 
- ① Plain Pied Seul 124 m<sup>2</sup>  
 ② P.P + S/Sol 224 m<sup>2</sup>  
 ③ RDC + R1 + S/Sol 314 m<sup>2</sup>  
 ④ RDC + R1 + S/Sol + Com. 374 m<sup>2</sup>

MAISON INDIVIDUELLE (M.I.)

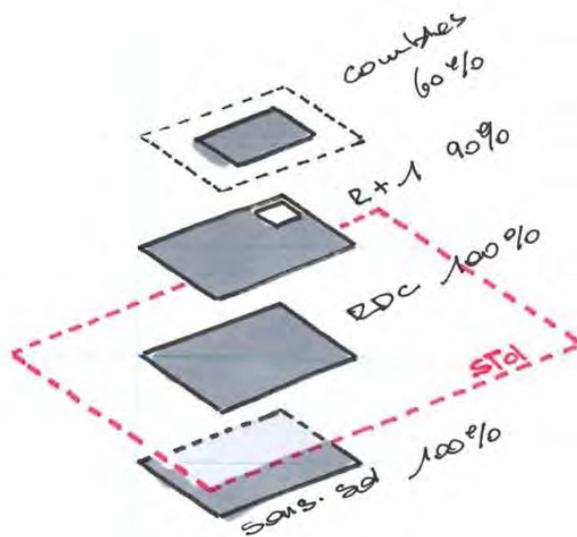
**MI : Détermination de la parcelle idéale dans une typologie 10 x 10 mètres**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A372**  
(suite)



| Dimensions<br>PaiSou | 12x<br>10                    | 10x<br>10                    | 10x<br>10                    | 8x<br>10                     | 8x<br>10                     | 8x<br>8                      |
|----------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Combles              | 60% 72                       | 60                           | —                            | 48                           | 48                           | 38                           |
| R+1                  | 90% 108                      | 90                           | 90                           | 72                           | 72                           | 58                           |
| RDC                  | 100% 120                     | 100                          | 100                          | 80                           | 80                           | 64                           |
| S\ Sol               | 100% 120                     | 100                          | 100                          | 80                           | —                            | 64                           |
| <b>TOTAL SP</b>      | <b>470<br/>m<sup>2</sup></b> | <b>350<br/>m<sup>2</sup></b> | <b>290<br/>m<sup>2</sup></b> | <b>280<br/>m<sup>2</sup></b> | <b>200<br/>m<sup>2</sup></b> | <b>224<br/>m<sup>2</sup></b> |

**IBUS d'une MI : Détermination de la SP moyenne au regard de la typologie de construction**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A372***(suite)*

## Maisons Individuelles (MI)

## SP Minimales en fonction de STd/IBUS

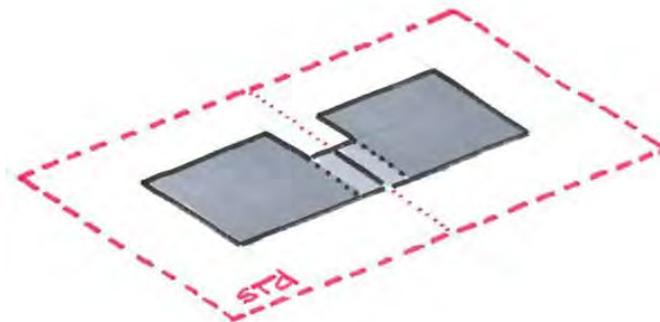
| STd<br>IBUS             | 450 | 500 | 550 | 600 | 650 | 700 | 750 | 800 | 850 |
|-------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| <b>0.35</b> (IU - 0.25) | 158 | 175 | 193 | 210 | 228 | 245 | 263 | 280 | 298 |
| <b>0.40</b> (IU - 0.30) | 180 | 200 | 220 | 240 | 260 | 280 | 300 | 320 | 340 |
| <b>0.45</b> (IU - 0.35) | 203 | 225 | 248 | 270 | 293 | 315 | 338 | 360 | 383 |
| <b>0.50</b> (IU - 0.40) | 225 | 250 | 275 | 300 | 325 | 350 | 375 | 400 | 425 |
| <b>0.55</b> (IU - 0.40) | 248 | 275 | 303 | 330 | 358 | 385 | 413 | 440 | 460 |
| <b>0.60</b> (IU - 0.45) | 270 | 300 | 330 | 360 | 390 | 420 | 450 | 480 | 510 |
| <b>0.65</b> (IU - 0.50) | 293 | 325 | 358 | 390 | 423 | 455 | 488 | 520 | 553 |
| <b>0.70</b> (IU - 0.55) | 315 | 350 | 385 | 420 | 455 | 490 | 525 | 560 | 595 |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A373** Maisons Jumelées (MJ)



| Dimensions<br>Pi. (x2) | 12x<br>10             | 10x<br>10             | 10x<br>10             | 8x<br>10              | 8x<br>10              | 8x<br>8               |
|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Combles 60%            | 144                   | 120                   | <del>—</del>          | 96                    | 96                    | 77                    |
| R+1 90%                | 216                   | 180                   | 180                   | 144                   | 144                   | 115                   |
| RDC + Garage           | 282                   | 242                   | 242                   | 202                   | 202                   | 170                   |
| S/Sol 100%             | 240                   | 200                   | 200                   | 160                   | <del>—</del>          | 128                   |
| TOTAL SP               | 882                   | 742                   | 622                   | 602                   | 442                   | 490                   |
| TOTAL SP/2             | 441<br>m <sup>2</sup> | 371<br>m <sup>2</sup> | 311<br>m <sup>2</sup> | 301<br>m <sup>2</sup> | 221<br>m <sup>2</sup> | 245<br>m <sup>2</sup> |

MAISONS JUMELÉES (Pi.)  
par le garage (3,5x6m = 21m<sup>2</sup>)

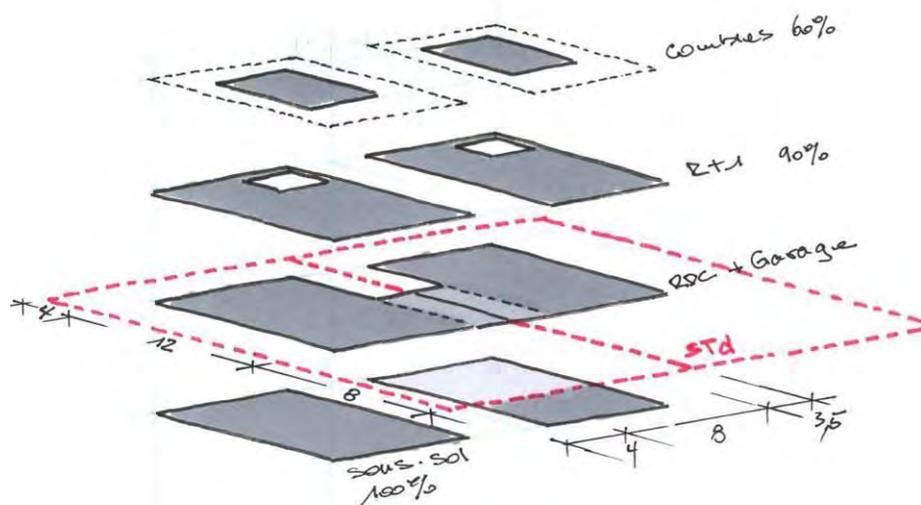
**IBUS de MJ : Détermination de la SP moyenne au regard de la typologie de construction**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A373**  
(suite)



STd = 372 m<sup>2</sup>  
(x2 → 744 m<sup>2</sup>)

MAISON INTÉGRÉE (P.J.)

- 1) pour une seule TI
- 2) pour les deux TI

|                         |                |                |                |
|-------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Combles <sup>1)</sup>   | 58             | —              | —              |
| R+1 <sup>1)</sup>       | 87             | 87             | 87             |
| RDC <sup>1)</sup>       | 117            | 117            | 117            |
| S/Sol <sup>1)</sup>     | 96             | 96             | —              |
| TOTALX SP <sup>1)</sup> | 358            | 300            | 204            |
| TOTALX SP <sup>2)</sup> | 716            | 600            | 408            |
|                         | m <sup>2</sup> | m <sup>2</sup> | m <sup>2</sup> |

**IBUS de MJ : Détermination de la STd idéale – ex. : maison de 12 x 8 m**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**A373***(suite)*

## Maisons Jumelées (MJ)

## SP Minimales en fonction de STd / IBUS

| STd \ IBUS              | 600 | 650 | 700 | 750 | 800 | 850 | 900 | 950 | 1000 |
|-------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|------|
| <b>0.60</b> (IU - 0.45) | 360 | 390 | 420 | 450 | 480 | 510 | 540 | 570 | 600  |
| <b>0.65</b>             | 390 | 423 | 455 | 488 | 520 | 553 | 585 | 618 | 650  |
| <b>0.70</b>             | 420 | 455 | 490 | 525 | 560 | 595 | 630 | 665 | 700  |
| <b>0.75</b>             | 450 | 488 | 525 | 563 | 600 | 638 | 675 | 713 | 750  |
| <b>0.80</b> (IU - 0.60) | 480 | 520 | 560 | 600 | 640 | 680 | 720 | 760 | 800  |
| <b>0.85</b>             | 510 | 553 | 595 | 638 | 680 | 723 | 765 | 808 | 850  |
| <b>0.90</b>             | 540 | 585 | 630 | 675 | 720 | 765 | 810 | 855 | 900  |

**ANNEXE A 4****TERRITOIRE À HABITAT TRADITIONNELLEMENT DISPERSÉ (THTD)**

Plan directeur du canton de Bâle

Mesure A\_02

**Territoires à habitat traditionnellement dispersé****Objectif**

Le canton de Bâle fait usage des possibilités d'affectation élargies dans les territoires à habitat traditionnellement dispersé qui sont offertes par la Confédération. A cette fin, il a désigné les territoires à habitat permanent traditionnellement dispersé selon des critères unitaires; dans ces territoires, des dérogations sont possibles en vertu du droit fédéral (art. 39, al. 1 OAT).

**Objectifs principaux:**

- A Utiliser le sol avec mesure et concentrer l'urbanisation
- D Valoriser et agencer les lieux d'habitation et les pôles d'activités de manière différenciée
- F Promouvoir les espaces fonctionnels et les atouts régionaux

**Intervenants**

Canton de Bâle OACOT  
Préfectures

Régions Toutes les régions

**Responsabilité:** OACOT

**Réalisation**

A court terme jusqu'en 2018

A moyen terme entre 2018 et 2022

Tâche durable

**Etat de la coordination en général:**

Coordination réglée

**Mesure**

Les territoires à habitat permanent traditionnellement dispersé du canton de Bâle ont été formellement délimités avec l'approbation du plan directeur.

**Démarche**

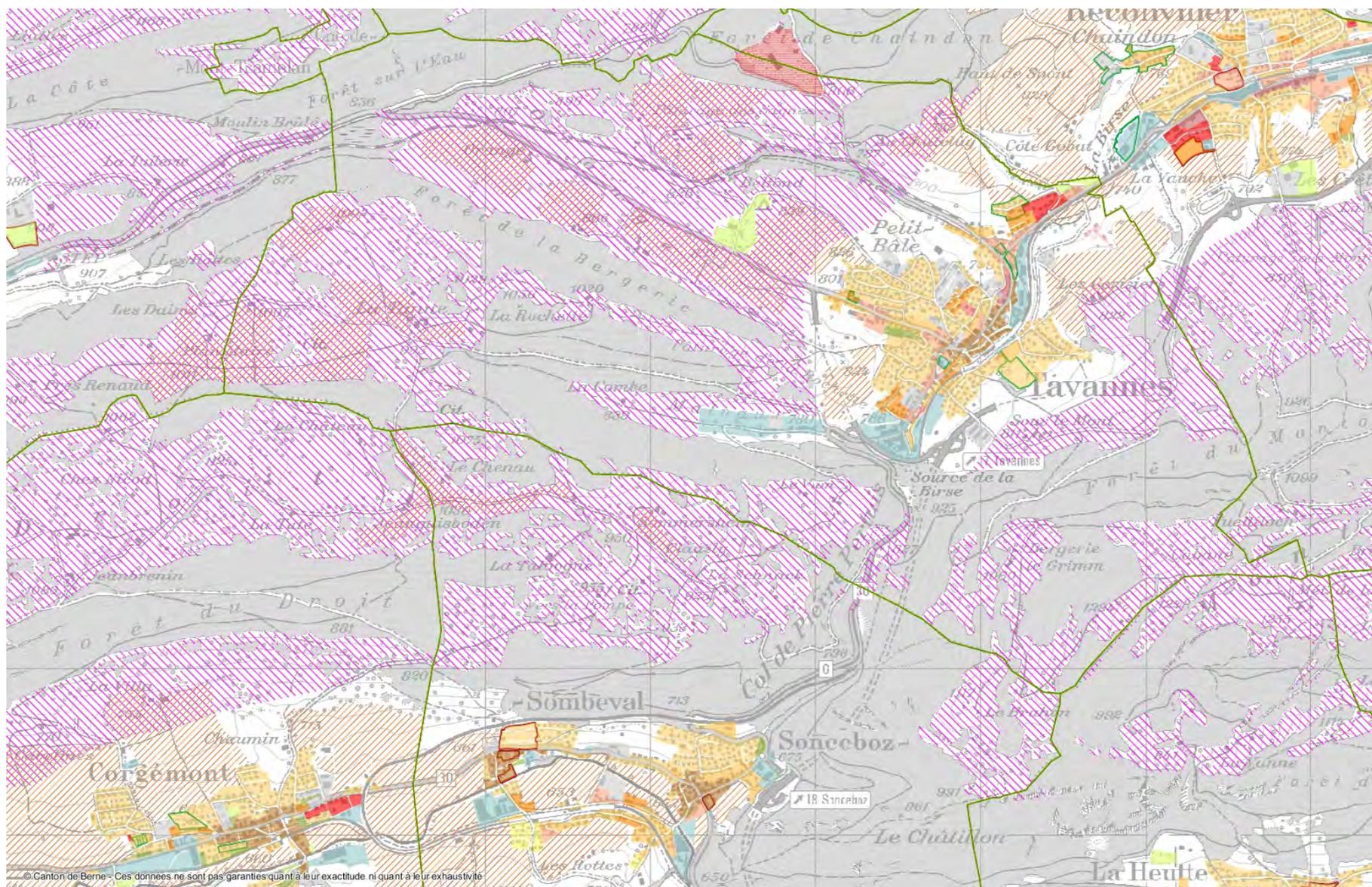
- La délimitation des territoires à habitat permanent traditionnellement dispersé (cf. carte) est déterminante pour l'appréciation des demandes de dérogation au sens de l'article 39, alinéa 1 OAT. Les limites détaillées peuvent être consultées dans les différents bureaux de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, les préfectures (pour le district concerné) et sur Internet, à l'adresse [www.ba.ch/plandirecteur](http://www.ba.ch/plandirecteur).
- En cas de changement d'affectation au sens de l'article 39, alinéa 1 OAT, l'autorité fait mentionner au registre foncier la charge – liée à l'autorisation – d'habiter le logement à l'année en application de l'article 44 OAT.
- La délimitation des territoires à habitat permanent traditionnellement dispersé doit faire l'objet d'un réexamen tous les quatre ans dans le cadre du controlling du plan directeur.

Extrait du PDC : Fiche de mesure A\_o2

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXES B**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**ANNEXE B 1****NOTE EXPLICATIVE SUR LES PERIMÈTRES ET OBJETS SOUMIS À RESTRICTIONS**

<sup>1</sup> Sur le Plan de Zones d'Affectation (PZA) et le Plan de Zones de Protection (PZP) sont reportés les périmètres et les objets soumis à des restrictions en matière de construction et d'affectation :

- qui ont été réglées de manière contraignante pour les propriétaires fonciers dans des instruments adoptés au cours d'autres procédures;
- qui sont obligatoires pour les Autorités et réglées dans des plans, des inventaires ou des recensements.

<sup>2</sup> L'inscription d'un objet dans un inventaire fédéral (ISOS, IVS, PBC) indique que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact. La règle ne souffre d'exception que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à cette conservation.

Cf. art. 6 LPN

**Recensement  
Architectural  
(RA)**  
(force obligatoire  
pour les Autorités)

**B11** 1

Le Recensement Architectural (RA) de la Commune de Tavannes est un inventaire des monuments historiques dignes de protection ou dignes de conservation au sens de la législation sur les constructions. Le propriétaire foncier peut exiger au cours d'une procédure d'octroi du permis de construire que l'inventaire soit certifié exact, c'est-à-dire que le bien-fondé du classement de son immeuble soit démontré. La décision peut être attaquée par voie de recours.

Cf. article 10 LC

Le RA a force obligatoire pour les Autorités. Seuls les monuments historiques inscrits sur la liste des biens du patrimoine classés par voie de décisions (*arrêts du Conseil Exécutif*) ou par conventions (*contrats de classement*) sont des objets protégés au sens de l'art. 19 al. 1 LPat qui ont force obligatoire pour les propriétaires conformément à la mention inscrite au registre foncier (*prescrite à l'art. 18 LPat*). Cette liste publique est dressée par le SMH conformément aux dispositions de l'art. 12 LPat.

| Titre marginal  | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications  |
|---|---|--|
| Monuments dignes de protection                                      | <p><b>B11</b> 2 Il s'agit de bâtiments ayant une valeur architecturale ou historique qu'il est important de préserver dans leur intégrité, détails architecturaux compris. Les rénovations, les transformations et les compléments doivent répondre à des exigences de qualité élevées. Une analyse approfondie, établie avec le soutien d'un service de conseils compétent, est indispensable.</p> <p><i>(suite)</i></p>   | <p>Cf. art. 521 du présent RCC</p> <p>Cf. article 1o b alinéa 2 LC :<br/> <i>"Les monuments historiques dignes de protection ne doivent subir aucune destruction. Les détails d'architecture intérieure, l'agencement des pièces et les équipements fixes doivent être conservés en fonction de leur importance."</i></p>  |
| Monuments dignes de conservation                                    | <p>3 Il s'agit de bâtiments attrayants ou caractéristiques de qualité, qui méritent d'être conservés et entretenus. Des modifications ou des agrandissements sont possibles pour autant qu'ils s'intègrent harmonieusement au bâtiment existant. Dans le cas où la conservation s'avère disproportionnée, l'implantation, le volume, l'aménagement et la qualité de l'éventuelle construction de remplacement doivent être étudiés avec soin. Des bâtiments autrefois dignes de protection qui ont subi des modifications ou des atteintes et qu'il est possible de remettre en état peuvent faire partie de la catégorie des monuments dignes de conservation.</p> | <p>Cf. art. 521 du présent RCC</p> <p>Cf. article 1o b alinéa 3 LC :<br/> <i>"Les monuments historiques dignes de conservation ne doivent subir aucune transformation de leur extérieur ou de l'agencement de leurs pièces. Si leur conservation s'avère disproportionnée, il est possible de les démolir. En cas de reconstruction, le monument historique doit être remplacé par un objet d'égale valeur architectonique."</i></p> |
| Bâtiments ayant une valeur particulière en raison de leur situation | <p>4 Sont considérés comme bâtiments ayant une "valeur de situation" les bâtiments qui doivent être maintenus en raison de l'importance qu'ils ont pour un site, une rue ou un ensemble bâti indépendamment de leur valeur architecturale ou historique. La valeur intrinsèque et la valeur de situation se complètent pour accroître la valeur d'ensemble d'un bâtiment.</p>   |  |
| Appendice du RA   | <p>5 <sup>1</sup> Il s'agit de bâtiments remarquables, particulièrement significatifs construits après 1970.</p>  |  |

| Titre marginal                                      | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications  |
|---|---|--|
|   | <p><b>B11</b><br/><i>(suite)</i></p> <p><sup>2</sup> Les rénovations, transformations et agrandissements impliquent de hautes exigences architecturales, des investigations minutieuses ainsi que les conseils de spécialistes.</p>   |  |
| Ensembles Bâtis (EB)                                | <p>6 Les Ensembles Bâtis (EB) et Périmètre et Ensembles ISOS inventoriés se distinguent par les liens spatiaux ou historiques que leurs divers éléments entretiennent entre eux. Ils regroupent donc des objets dont la valeur résulte de leur effet d'ensemble. Cette valeur peut subir une atteinte du fait de la destruction ou de la modification d'un seul des éléments ou par l'adjonction d'un corps étranger. Les modifications à l'intérieur des PPS-EB et P et E ISOS doivent être étudiées avec soin dans une perspective globale et avec le concours d'un service de conseils compétent.</p>  | Cf. art. 511 et 512 du présent RCC et localisation au PZA                            |
| Objets C  | <p>7 <sup>1</sup> Tous les objets réputés "dignes de protection" ainsi que les objets considérés comme "dignes de conservation" qui font partie d'un ensemble bâti inventorié ou sont situés dans le périmètre de protection d'un site sont désignés dans l'inventaire comme des Objets C, c'est-à-dire des objets du Recensement Architectural (RA) cantonal.</p> <p><sup>2</sup> Si des planifications et des procédures d'octroi du permis de construire touchent des Objets C, le service spécialisé, soit le Service cantonal des Monuments Historiques (SMH), doit être associé à la procédure.</p> | Cf. article 10 c al 1 LC; article 22 al. 3 DPC                                       |
| <b>Sites archéologiques et lieux de découvertes</b> | <p><b>B12</b></p> <p><sup>1</sup> Dans les secteurs AHI :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AHI 1 - 300.001 : Pierre Pertuis,</li> <li>- AHI 2 - 300.002 : Châtelet,</li> <li>- AHI 3 - 300.003 : La Tanne / Malvaux,</li> <li>- AHI 4 - 300.004 : Saint Etienne,</li> </ul>   | Cf. articles 10 al. 1 lit. e et f LC<br>Cf. fiches détaillées en Annexe B 2 ci-après |

| Titre marginal   | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|--|--|--|
|  | <p><b>B12</b><br/><i>(suite)</i></p> <p>il y a lieu de s'attendre à d'éventuelles découvertes de valeur historique. Les demandes de permis de construire doivent ainsi être soumises au Service spécialisé compétent afin qu'il prenne position.</p> <p><sup>2</sup> Si, au cours de travaux de construction ou de terrassement, des objets archéologiques / historiques tels que des restes de murs, des tessons ou des monnaies sont mis au jour, il y a lieu de les laisser en place et d'avertir immédiatement le service spécialisé compétent de la découverte.</p> | <p>Le service spécialisé compétent est le Service archéologique du Canton de Berne.</p>  |
| <p><b>Objets protégés</b></p> <p>Monuments Historiques (<i>patri-moine classé</i>)</p> | <p><b>B13</b></p> <p>1 Les monuments historiques, culturels, naturels ou géologiques ci-dessous sont protégés :</p> <p>2 Cf. RA, PZA et PZP</p>  | <p>Cf. PZA / PZP pour les situations géographiques.</p> <p>Les objets inscrits sur la liste des 'biens immobiliers classés' par convention (<i>contrats de classement</i>) ou par décision entrée en force (<i>arrêts du Conseil-exécutif -ACE-</i>) conformément aux dispositions de l'art. 12 LPat ont force obligatoire pour les propriétaires fonciers. Cf. liste complète continuellement mises à jour sur <a href="http://www.be.ch/monuments-historiques">www.be.ch/monuments-historiques</a><br/>Cf. aussi extraits de l'Inventaire PBC en Annexe B 5 ci-après</p> |
| Voies historiques  | <p>3 Cf. IVS :</p> <p><sup>1</sup> Objets d'importance nationale :<br/>BE 39.2.5 et 39.2.6 / BE 39.4 et 39.5 /<br/>BE 6o.1.1 / BE 6o.2 et 6o.2.1 / BE 2o74.1</p> <p><sup>2</sup> Objets d'importance régionale et locale:<br/>BE 2o74.1 / 2o74.2 / 2o74.3 / BE 1912 /<br/>BE 2o42.2 / BE 2o43 / BE 2o47</p>  | <p>Localisation cf. PZP et cf. annexe B 4 ci-après</p>   |
| Fontaines  | 4 Cf. RA   | Localisation cf. PZA et PZP ( <i>cf. aussi art. 523 RCC</i> )  |

| Titre marginal   | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|--|--|--|
| Arbres d'Essences Majeures ( <i>AEM</i> )                                      | <p><b>B13</b> 5 Les Arbres d'Essences Majeures (<i>AEM</i>) suivants sont des espèces ou de variétés à moyen ou grand développement contenues dans l'aire urbaine ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présentant un caractère de longévité spécifique,</li> <li>- ayant une valeur dendrologique localement reconnue.</li> </ul> <p>AEM 1 – Fraxinus excelsior<br/> AEM 2 – Quercus robur 'Fastigiata'<br/> AEM 3 – Quercus robur 'Fastigiata'<br/> Les AEM 'hors zone' ne sont pas listés.</p> | <p>Cf. art. art. 526 et 533 RCC<br/> Localisation cf. PZA</p> <p>Orange – ensemble de 2 pieds<br/> ZBP 5 – Pôle scolaire et sportif<br/> Petit Bâle</p> <p>Cf. localisation au PZP</p>   |
| Objets géologiques protégés  | <p>6 OG 1 et 2 - Murgiers<br/> OG 3 Bloc erratique</p>   | <p>Localisation cf. PZP<br/> Localisation cf. PZP</p>  |
| <b>Espaces vitaux</b>  | <p><b>B14</b> 1 Les espaces vitaux (<i>biotopes</i>) d'importance régionale ou nationale mentionnés ci-après sont protégés par le droit supérieur ou par des décisions qui en découlent.</p>   | <p>Cf. articles 9, 13, 15 de la LPN<br/> Cf. <a href="http://www.be.ch/nature">http://www.be.ch/nature</a> "Protection des espèces".</p>   |
| Berges boisées   | <p>2 Les berges boisées, végétation alluviale comprise, sont protégées. Elles ne doivent pas être essartées ni recouvertes ou détruites d'une autre manière.</p>   | <p>Cf. article 21 LPNP; articles 13 alinéa 3 et 17 OPN</p>   |
| Haies et bosquets  | <p>3 Les haies et bosquets sont protégés dans leur état actuel.</p>  | <p>Cf. article 18 alinéa 1<sup>bis</sup> LPNP; article 18 alinéa 1 lettre g de la LChP ; article 27 LPN</p>  |
| Terrains secs cantonaux ;<br>Prairies et pâturages secs d'importance nationale | <p>4 Les terrains secs cantonaux et les prairies et pâturages secs d'importance nationale doivent être préservés en tant qu'espaces vitaux d'espèces animales et végétales indigènes. Ils font l'objet de contrats d'exploitation énonçant des charges passés entre l'exploitant et le Service de promotion de la nature SPN.</p>  | <p>Cf. article 18 alinéa 1<sup>bis</sup> LPNP ; articles 4, 15, 19, 20 et 22 LPN ; Ordonnance sur les contributions à l'exploitation de Terrains Secs et de Zones Humides (<i>OTSH, RSB 426.112</i>) ; Ordonnance sur la protection des prairies et pâturages secs d'importance nationale (<i>OPPS</i>).</p> |

| Titre marginal  | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications  |
|---|--|--|
| Prairies et pâturages humides   | <p><b>B14</b> 5 <sup>1</sup> Les prairies et pâturages humides conformes aux associations végétales définies en annexe 1 de l'OPN doivent être préservés en tant qu'espaces vitaux d'espèces animales et végétales indigènes.</p> <p><sup>2</sup> Toutes atteintes techniques (<i>drainage...</i>) ou chimique (<i>fumure, produits phytosanitaires...</i>) pouvant détériorer la qualité des milieux y sont interdites.</p> | Cf. article 14 OPN ; article 18 alinéa 1 <sup>bis</sup> et 1 <sup>er</sup> LPNP ; articles 20 et 22 LPN ; art. 7 Ordonnance sur les contributions à l'exploitation de Terrains Secs et de zones Humides ( <i>OTSH, RSB 426.112</i> ).                            |
| <b>Cours et plans d'eau, rives</b><br>(force obligatoire pour les propriétaires fonciers)               | <b>B15</b> 1 Tous les cours et plans d'eau ainsi que leurs rives sont protégés par le droit supérieur et doivent être maintenus dans un état naturel ou proche du naturel. Les mesures de protection contre les crues doivent préserver un état proche du naturel, si possible grâce à des techniques de génie biologique.   | Cf. article 1 LEaux; article 4 LAE; articles 18 alinéa 1 <sup>bis</sup> et 21 LPNP; articles 7 et 8 LFSP<br>Cf. articles 37 et 38 LEaux. En matière d'espace nécessaire aux cours d'eau et de distances à observer à leur égard : cf. article 525 du présent RCC |
| Végétation des rives  | 2 La végétation des rives ( <i>prairies à laîche, méga-phorbiaies, etc.</i> ) est protégée. Elle ne doit pas être essartée ni recouverte ou détruite d'une autre manière.  | Cf. article 21 LPNP ; articles 13 alinéa 3 et 17 OPN   |
| <b>Zones de protection des eaux souterraines</b><br>(force obligatoire pour les propriétaires fonciers) | <b>B16</b> Les zones de protection des eaux souterraines inscrites dans les plans cantonaux sont régies par la législation fédérale et cantonale en matière de protection des eaux.  | Cf. Géoportail cantonal  |
| <b>Forêts</b><br>(force obligatoire pour les propriétaires fonciers)                                    | <b>B17</b> Les défrichements, la protection de la nature en forêt ainsi que l'utilisation et l'entretien des forêts sont régis par les lois fédérale et cantonale sur les forêts ainsi que leurs dispositions d'exécution.   | Cf. l'ensemble des textes y afférents.   |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**ANNEXE B 2****B2 ZONES ARCHÉOLOGIQUES**

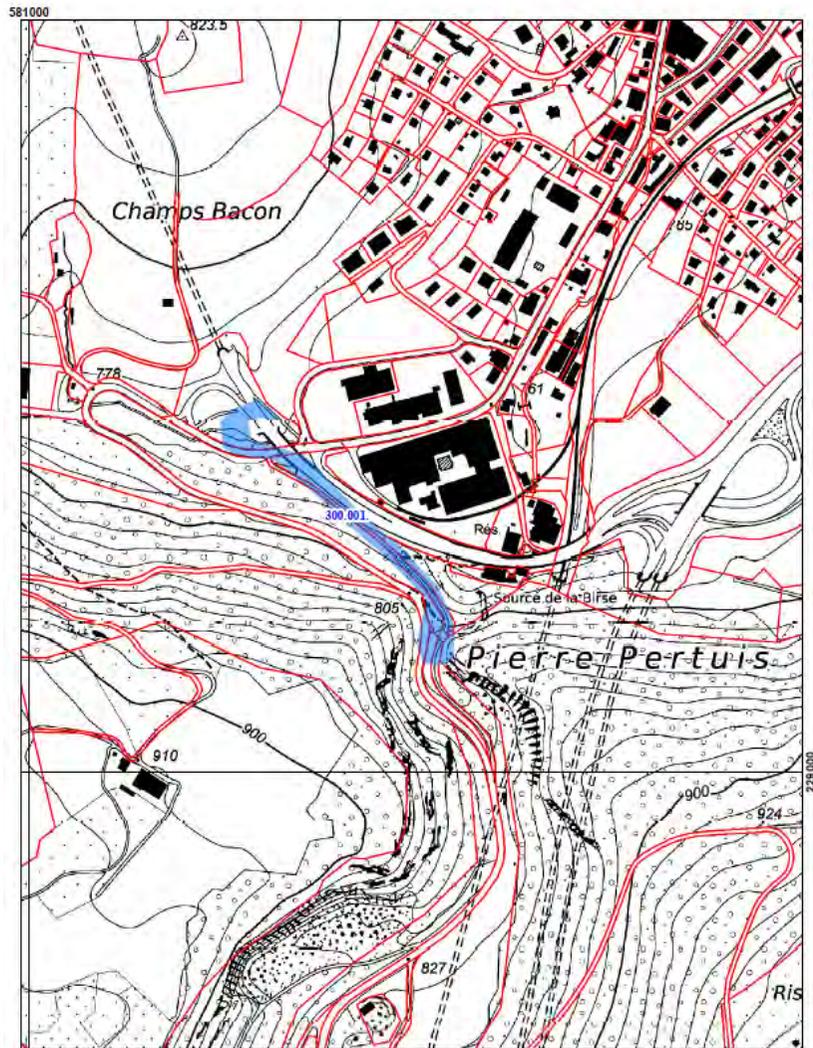
Tavannes :

| n° AHI   | microtoponyme      | sujet                   |
|----------|--------------------|-------------------------|
| 300.001. | Pierre Pertuis     | Rue romaine             |
| 300.002. | Châtelet           | Château fort, Moyen Age |
| 300.003. | La Tanne / Malvaux | Rue, Moyen Age          |
| 300.004. | Kirche             | Eglise, Moyen Age       |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



M 1:5'000

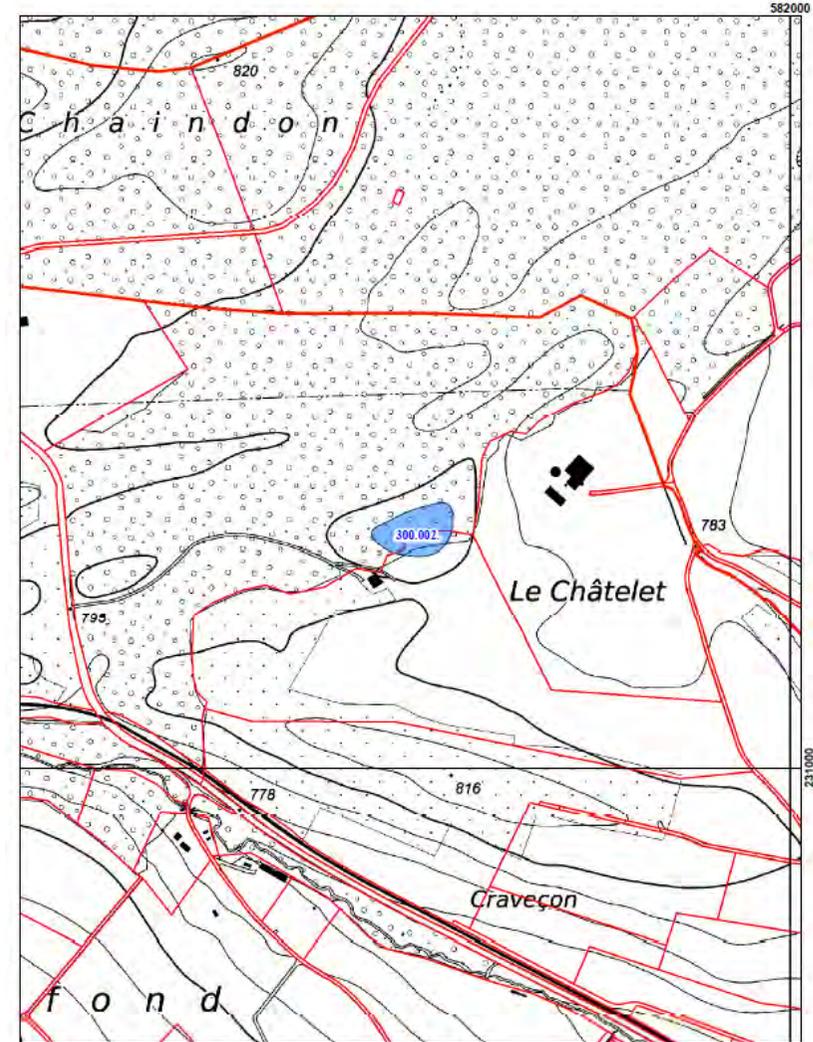
**Legende**

- Archéologisches Schutzgebiet
- Parzellen projektiert
- Parzellennetz aktuell
- GUELTIGKEIT**
- rechtskräftig
- streitig

Commune de Tavannes

Périmètre de protection archéologique  
300.001. Pierre Pertuis: Romain, rue

Etat: mars 2013



M 1:5'000

**Legende**

- Archéologisches Schutzgebiet
- Parzellen projektiert
- Parzellennetz aktuell
- GUELTIGKEIT**
- rechtskräftig
- streitig

Commune de Tavannes

Périmètre de protection archéologique  
300.002. Châtelet: Moyen Age, château fort

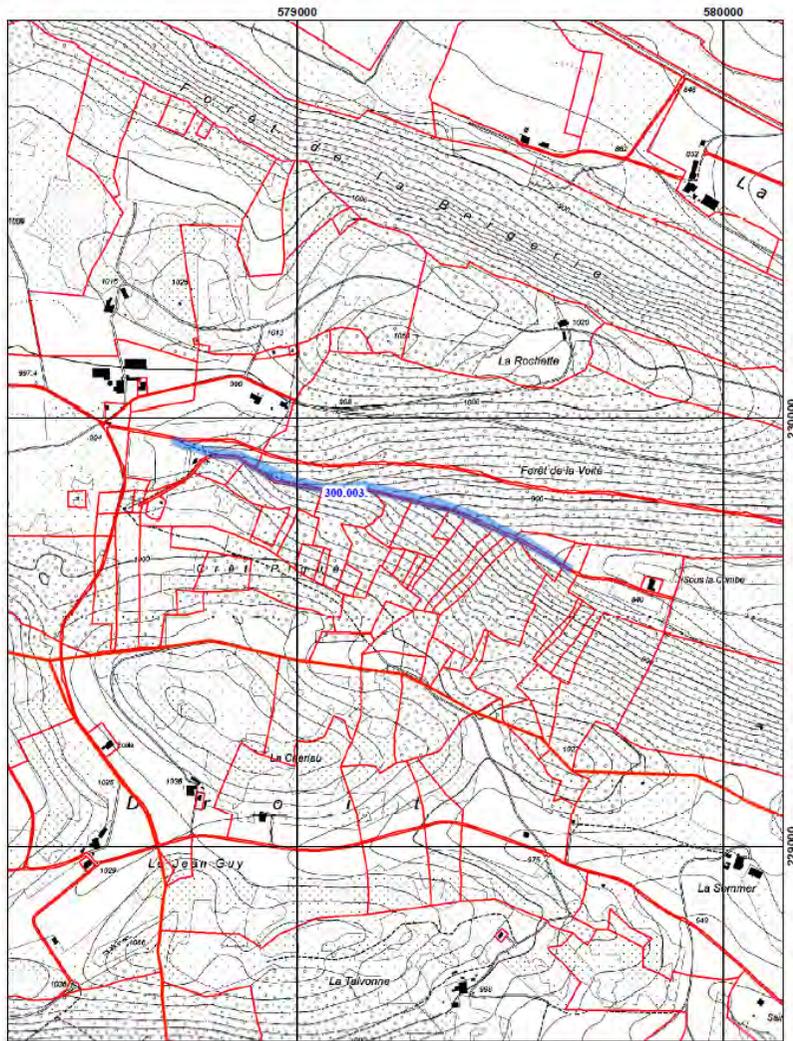
Etat: mars 2013



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



M 1:10'000

**Legende**

Archéologisches Schutzgebiet

Parzellennetz aktuell

GUELTIGKEIT

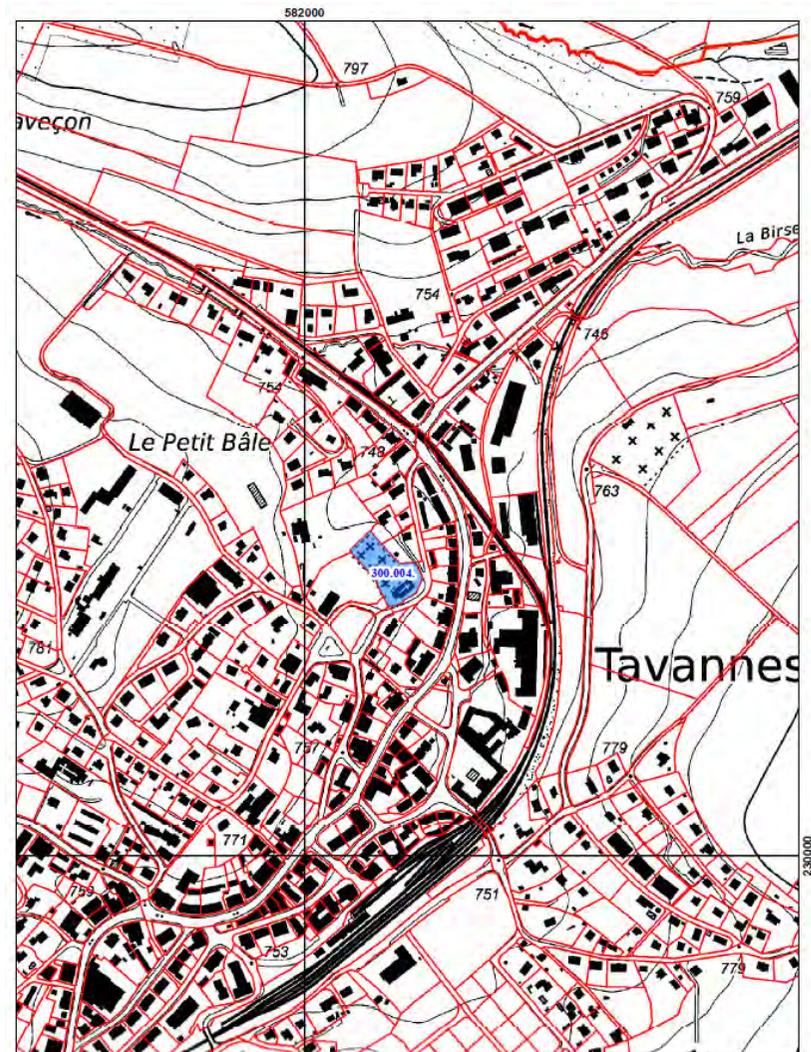
rechtskräftig

streitig

Commune de Tavannes

Périmètre de protection archéologique  
300.003. La Tanne / Malvaux: Moyen Age, rue

Etat: mars 2013



M 1:5'000

**Legende**

Archéologisches Schutzgebiet

Parzellen projektiert

Parzellennetz aktuell

GUELTIGKEIT

rechtskräftig

streitig

Commune de Tavannes

Périmètre de protection archéologique  
300.004. Kirche: Moyen Age, église

Etat: mars 2013



## ANNEXE B 3

### B3 INDEX DE L'INVENTAIRE ISOS

**ISOS**  
Orisbilder®

**Tavannes**

Commune de Tavannes, district de Moutier, canton de Berne



Photo aérienne 1988, © OACOT, canton de Berne

Grande localité industrielle et ancien centre ecclésiastique dans le haut de la vallée du même nom.

Division claire en noyau du village, composante linéaire, quartiers de la gare, fabriques et quartiers d'habitation. Bonne illustration des idées urbanistiques et architecturales des années 1900 – 1920.

**Village urbanisé**

|                                    |   |
|------------------------------------|---|
| Qualités de la situation           | ■ |
| Qualités spatiales                 | × |
| Qualités historico-architecturales | × |



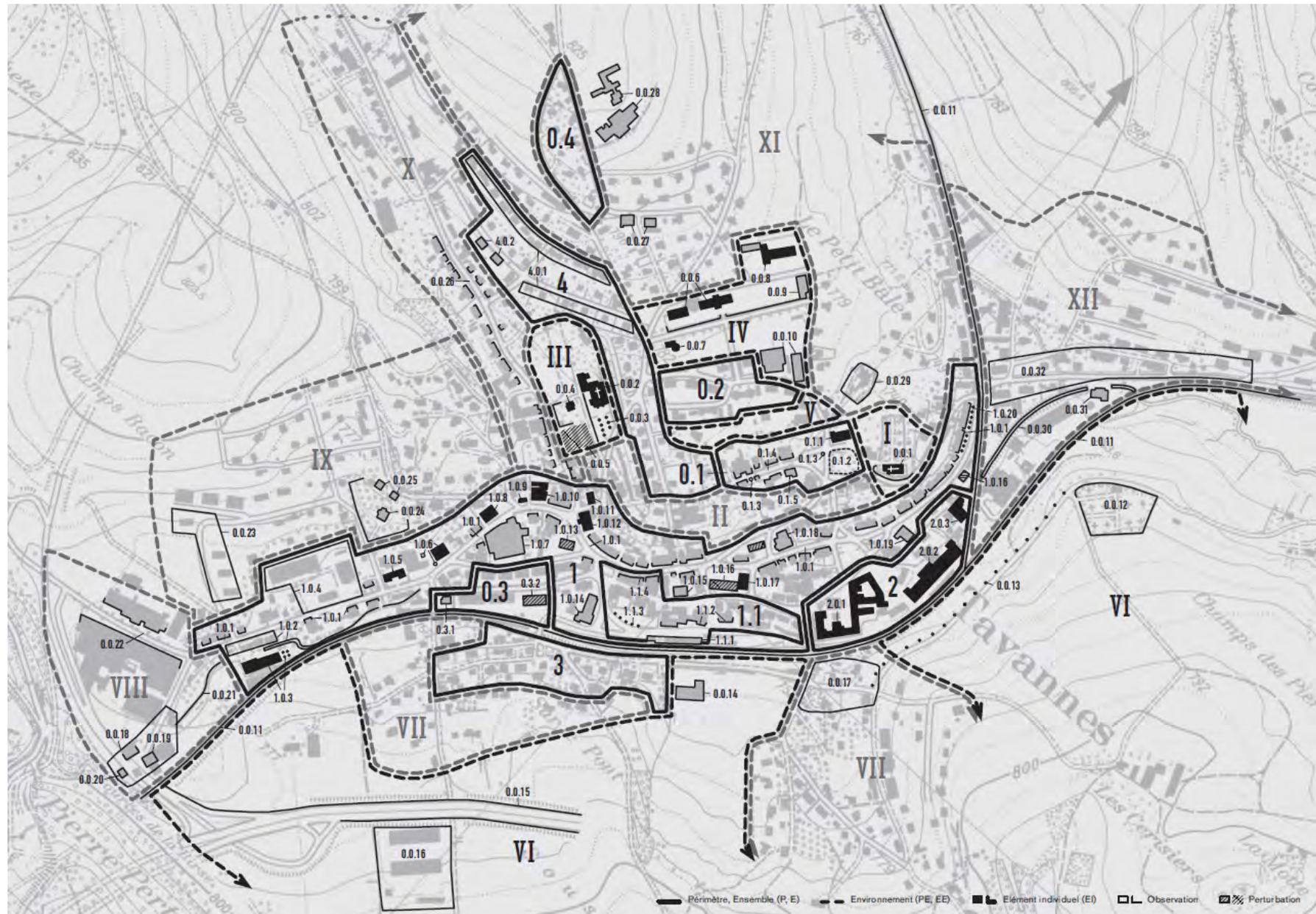
Carte Siegfried 1872

Carte nationale 2000

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**Tavannes**  
Commune de Tavannes, district de Moutier, canton de Berne

**ISOS**  
Ortabilder®

**Tavannes**  
Commune de Tavannes, district de Moutier, canton de Berne

**P Périmètre, E Ensemble, PE Périmètre environnant,  
EE Echappée dans l'environnement, EI Élément individuel**

| Type | Numero | Designation  | Catégorie d'inventaire | Qualité spatiale | Qualité hist.-arch. | Signification | Obj. de sauvegarde | Observation | Perturbation | Photo n°          |
|------|--------|--|------------------------|------------------|---------------------|---------------|--------------------|-------------|--------------|-------------------|
| P    | 1      | Alignement le long de la Grand'rué et de la rue de Pierre-Pertuis, village linéaire de caractère en partie agricole, en partie urbain, marqué par des bâtiments individuels du début du 19 <sup>e</sup> s. et spécialement par le tissu construit de 1890-1920 | BC                     | /                | /                   | /             | X                  | B           |              | 1-4, 9, 11-18, 22 |
|      | 1.0.1  | Façades des maisons, importantes pour la définition spatiale de la rue principale  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 11, 12-15, 17, 18 |
|      | 1.0.2  | Vestiges du vieux moulin sur la jeune Birse, dont le lit de rivière est aujourd'hui couvert  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
| EI   | 1.0.3  | Moulins de Tavannes de 1927-1928, nouveaux silos en béton armé apparent de 1959-1960; silhouette imposante au sud-ouest du village   |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 9                 |
|      | 1.0.4  | Arsenal de 1895 et 1907  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
| EI   | 1.0.5  | Deux maisons d'habitation jumelées de 1906, reliées par une galerie, en partie en brique apparente   |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 12                |
| EI   | 1.0.6  | Ancienne ferme jurassienne, datée 1820; devant, fontaine de 1866, à l'arrière grenier de 1887  |                        |                  |                     | X             | A                  | o           |              | 11                |
|      | 1.0.7  | Supermarché Migros, vaste bâtiment à un étage, perturbant légèrement à cause de son volume   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
| EI   | 1.0.8  | Hôtel des «Deux Clefs», bâtiment d'allure cosuue, construit en 1806 et rehaussé vers 1900; témoin de l'importance historique de Tavannes en tant que lieu d'étape  |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              |                   |
| EI   | 1.0.9  | Depôt des brasseries, hangar de 1910, construction en bois couverte d'un toit cintre   |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 14                |
| EI   | 1.0.10 | Ancien atelier d'horlogerie, bâtiment à trois étages de 1880 à colombage; à l'arrière deuxième aile d'usine, constr. 1917 pour Tavannes-Watch  |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 14                |
| EI   | 1.0.11 | Ancienne villa du General Voirol (1781-1853, au service de Napoléon), construite en 1835 en style éclectique; aujourd'hui siège des Chemins de fer du Jura   |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              |                   |
| EI   | 1.0.12 | Hôtel de ville, anciennement «Hôtel de la Couronne», reconstruit après incendie 1846 en style neo-classique, reconverti 1866-1867 pour l'administration communale  |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 13                |
|      | 1.0.13 | Bloc de quatre étages à toit plat, césure indésirable dans le rythme de l'espace de rue, vers 1970   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
|      | 1.0.14 | Immeuble locatif à dix étages avec bureau de poste à la place de la gare, témoin du dernier boom économique, années 1960   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 12                |
|      | 1.0.15 | Ancienne ferme, datée de 1657, un peu perdue dans le quartier de la gare   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
|      | 1.0.16 | Trois blocs de quatre à six étages des années 1960, gênant par leur trop grand volume le rythme du tissu construit de la rue   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
| EI   | 1.0.17 | Cinéma-théâtre Royal, 1917-18, bâtiment monumental au passage de l'Art nouveau à l'Art déco, construction en béton armé; silhouette valorisante dans le tissu bâti bordant la Grand'rué  |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 22                |
|      | 1.0.18 | Ancien cercle démocratique et habitation de 1917, bâtiment massif à quatre étages avec des proportions particulières   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
|      | 1.0.19 | «Auberge du Fédéral», pignon transversal avec arrondi en berceau, 2 <sup>e</sup> m. 19 <sup>e</sup> s.   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
|      | 1.0.20 | Logements ouvriers dits Les Longues, deux barres d'un standard modeste avec 16 appartements chacune, constr. 1891, sur le devant rangée marquante d'arbres   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |                   |
| E    | 1.1    | Quartier de la gare, ensemble particulièrement intact et d'aspect urbain de l'époque, 1900-1920  | A                      | /                | X                   | X             | A                  |             |              | 1,3,4             |
|      | 1.1.1  | Gare, bâtiment allongé, construit en plusieurs étapes, intéressant hangar à marchandises en colombage  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 1                 |

| Type | Numero | Designation  | Catégorie d'inventaire | Qualité spatiale | Qualité hist.-arch. | Signification | Obj. de sauvegarde | Observation | Perturbation | Photo n° |
|------|--------|--|------------------------|------------------|---------------------|---------------|--------------------|-------------|--------------|----------|
|      | 1.1.2  | Façades marquantes d'édifices à la place de la Gare, avec les hôtels «de la Poste» et «de la Gare» ainsi que l'ancienne poste, 1908-1918   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 1,4      |
|      | 1.1.3  | Petit parc public avec marronniers et anc. station météorologique  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 3        |
|      | 1.1.4  | Façades urbaines de maisons au sommet de la courbe de la Grand'rué, vers 1910-1912   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 15       |
| P    | 2      | Quartier des usines, entre le village linéaire et la ligne de chemin de fer, ensemble architectural homogène, vers 1908-1918   | A                      | /                | X                   | X             | C                  |             |              | 16,19-21 |
| EI   | 2.0.1  | Fabrique ex Tavannes-Watch, noyau 19 <sup>e</sup> s., aspect actuel 1908-1914, archit. René Chapallaz; ailes d'usines à trois étages autour de deux cours, avec grande rangée de fenêtres; aujourd'hui div. entreprises de mécanique de précision    |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 16,20    |
| EI   | 2.0.2  | Fabrique ex Tavannes-Machines de 1917-1919; aile principale à trois étages, avec trois ressauts plus élevés et grandes surfaces de fenêtres; aujourd'hui centre industriel et artisanal  |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 21       |
| EI   | 2.0.3  | Ancienne fabrique d'ampoules Zampa SA de 1917; bâtiment industriel d'allure originale, toit Mansart pentu; aujourd'hui squash center   |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 19       |
| P    | 3      | Sur le Pont, quartier d'habitation au sud de la ligne du chemin de fer, avec de beaux jardins, vers 1895-1920  | AB                     | /                | /                   | /             | B                  |             |              | 2        |
| P    | 4      | Quartier d'habitation à flanc de coteau, surtout maisons d'une et de deux familles, dans jardins clôturés, 1 <sup>er</sup> q. 20 <sup>e</sup> s.   | A                      | /                | /                   | /             | A                  |             |              | 24,25    |
|      | 4.0.1  | Alignement particulièrement impressionnant de maisons pignons sur rue avec des toits pentus couverts de tuiles   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 4.0.2  | Deux immeubles de quatre familles avec toits en croupe, milieu 20 <sup>e</sup> s.  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
| E    | 0.1    | Noyau villageois, anciennement agricole, dans l'axe de l'église, tissu bâti surtout 19 <sup>e</sup> s.   | AB                     | /                | /                   | X             | A                  |             |              | 5-7      |
| EI   | 0.1.1  | Cure protestante de 1820, vaste édifice sous un toit à croupes fatiguées; rural transformé en salle paroissiale en 1927  |                        |                  |                     | X             | A                  |             |              | 5,7      |
|      | 0.1.2  | Jardin de la cure, partiellement clos  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 5        |
|      | 0.1.3  | Deux fontaines monolithiques en pierre calcaire, 19 <sup>e</sup> s.  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.1.4  | Petit-Bâle, court espace de rue agricole   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 6        |
|      | 0.1.5  | Villa unifamiliale dans le noyau, vers 1960  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
| E    | 0.2    | Foyer populaire, colonies ouvrières ayant les caractères d'une cité en bordure de ville, sur une terrasse entre le noyau villageois et le complexe scolaire, vers 1915-1925, Heimatsstil; jardins potagers et surfaces engazonnées entre les maisons | A                      | X                | X                   | X             | A                  |             |              | 26,30    |
| E    | 0.3    | Colonie ouvrière le long des rails de chemin de fer, constr. en étapes 1912-1913, 1917-1919 et après 1920; immeubles de trois étages avec greniers aménagés, Heimatsstil; jardins potagers le long de la ligne de chemin de fer                      | A                      | /                | /                   | X             | A                  |             |              | 10       |
|      | 0.3.1  | Villa isolée, vers 1920  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 10       |
|      | 0.3.2  | Magasin, construction récente dans ancien jardin   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## Tavannes

Commune de Tavannes, district de Moutier, canton de Berne



| Type | Numero | Désignation   | Catégorie d'inventaire | Qualité spatiale | Qualité hist.-arch. | Signification | Obj. de sauvegarde | Observation | Perturbation | Photo n°   |
|------|--------|---|------------------------|------------------|---------------------|---------------|--------------------|-------------|--------------|------------|
| E    | 0.4    | Cité-jardin de Sonrougeux, dite Les Casquettes, petite cité-jardin de 1905-07 avec maisons individuelles, architecture originale, archit. René Chapallaz  | A                      | /                | X                   | /             | A                  |             |              | 31,32      |
| PE   | I      | Environnements de l'église protestante; ancien cimetière clos d'un mur  | a                      |                  | X                   | /             | a                  |             |              | 5          |
| EI   | 0.0.1  | Temple protestant, noyau 14 <sup>e</sup> s., diverses transformations ultérieures; clocher-porche surmonté d'une flèche bernoise de 1938 marquant le site |                        |                  | X                   | /             | A                  | o           |              | 5          |
| PE   | II     | Versant construit, espace sensible intermédiaire entre le noyau villageois et le village-rue; important pour la structuration du site                     | b                      |                  | X                   | /             | b                  |             |              |            |
| PE   | III    | Environnement de l'église catholique, prés, arbres et parc  | a                      |                  | /                   | /             | a                  |             |              | 27         |
| EI   | 0.0.2  | Eglise catholique du Christ-Roi, 1928-1930, chef-d'œuvre du groupe de Saint-Luc; en annexe, salle paroissiale de la même époque                           |                        |                  | X                   | /             | A                  |             |              | 27         |
|      | 0.0.3  | Place devant l'église avec rangées d'arbres   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |
| EI   | 0.0.4  | Cure catholique, villa dans le style de l'historisme, fin 19 <sup>e</sup> s.  |                        |                  | X                   | /             | A                  |             |              | 27         |
|      | 0.0.5  | Boxes de garages, gênant devant l'église et la cure   |                        |                  |                     |               |                    |             | o            |            |
| PE   | IV     | Plateau des écoles: cours de récréation, jardins et place de sport  | a                      |                  | X                   | /             | a                  |             |              | 23, 28, 29 |
| EI   | 0.0.6  | Collèges primaires de 1912 et 1930, les deux en Heimattil bernois; aile de liaison en style post-moderne, vers 1990; devant, grande cour de récréation    |                        |                  | X                   | /             | A                  | o           |              | 23         |
| EI   | 0.0.7  | Pavillon de l'école maternelle, architecture pure des années 1950   |                        |                  | X                   | /             | A                  |             |              | 29         |
| EI   | 0.0.8  | Ecole secondaire de 1958; bâtiment scolaire de type pavillonnaire, architecture pure des années 1950; en retrait, aile d'agrandissement de trois étages   |                        |                  | X                   | /             | A                  | o           |              | 28         |
|      | 0.0.9  | Halle de gymnastique, vers 1930/1940  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |
|      | 0.0.10 | Salle communale et halle de gymnastique, vers 1970 et 1990  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |
| PE   | V      | Jardins, partiellement construits, entre le noyau villageois et le Foyer populaire  | ab                     |                  | /                   | /             | a                  |             |              |            |
| EE   | VI     | Versant de l'Envers libre de constructions  | a                      |                  | X                   | /             | a                  |             |              | 2          |
|      | 0.0.11 | Ligne de chemin de fer, ouverte en 1874-1884  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 1,4        |
|      | 0.0.12 | Cimetière en dehors du village  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |
|      | 0.0.13 | Allée de bouleaux menant au cimetière   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 16         |
|      | 0.0.14 | Usine ex Prata SA; bâtiment de taille modeste en face de la gare, construit vers 1960, architecture sobre   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 2          |
|      | 0.0.15 | Transjurane, ouverte en 1996 jusqu'à Tavannes, prolongement en direction de Moutier, en construction  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |
|      | 0.0.16 | Halles de stockage au milieu des terres cultivées, tendance à la perturbation   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |
| PE   | VII    | Versant de l'Envers construit, maisons individuelles et immeubles implantés de façon non ordonnée, 2 <sup>e</sup> m. 20 <sup>e</sup> s.                   | b                      |                  | /                   | /             | b                  |             |              |            |
|      | 0.0.17 | Quelques maisons d'habitation plus anciennes, déb. 20 <sup>e</sup> s.   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |            |

## Tavannes

Commune de Tavannes, district de Moutier, canton de Berne

| Type | Numero | Désignation   | Catégorie d'inventaire | Qualité spatiale | Qualité hist.-arch. | Signification | Obj. de sauvegarde | Observation | Perturbation | Photo n° |
|------|--------|---|------------------------|------------------|---------------------|---------------|--------------------|-------------|--------------|----------|
| PE   | VIII   | Zone industrielle près des sources de la Birse  | b                      |                  | /                   | /             | b                  |             |              | 8        |
|      | 0.0.18 | Plusieurs bâtiments à usage artisanal et industriel près de la source de la Birse, 19 <sup>e</sup> /20 <sup>e</sup> s.  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 8        |
|      | 0.0.19 | Petite usine, son noyau datant du 3 <sup>e</sup> q. 19 <sup>e</sup> s.  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              | 8        |
|      | 0.0.20 | Bâtiment près de la source de la Birse et première station de pompage, vers 1960  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.21 | Cours de la jeune Birse   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.22 | Tavapan, longues façades de bâtiments le long de la rue du Pierre-Pertuis, 3 <sup>e</sup> q. 20 <sup>e</sup> s.   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
| PE   | IX     | Versant du Droit construit, quartier d'habitation dans espaces verts, maisons individuelles et villas, mélange de styles typiques de l'époque, 20 <sup>e</sup> s. | b                      |                  | /                   | /             | b                  |             |              |          |
|      | 0.0.23 | Cité ouvrière à la rue de l'Alouette, immeubles à trois étages de type très modeste, échelonnées sur le versant, vers 1920/30                                     |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.24 | Villa avec parc de l'industriel Henri Sandoz, originale architecture Art nouveau de 1905-1907, archit. Henn Chapallaz   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.25 | Ancien atelier et habitation de l'archit. René Chapallaz, originale architecture de 1906/07; à côté garage dans style similaire                                   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
| PE   | X      | Tissu construit le long de la rue de Tramelan, dans échancrure du versant, fin 19 <sup>e</sup> /20 <sup>e</sup> s.  | b                      |                  | /                   | /             | b                  |             |              |          |
|      | 0.0.26 | Maisons le long de la route de Tramelan, définissant l'espace de rue  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
| EE   | XI     | Versant de plus en plus construit et replat au-dessus du vieux village  | b                      |                  | /                   | /             | b                  |             |              |          |
|      | 0.0.27 | Deux immeubles d'habitation des années 1930, volume compact sévère, toit plat   |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.28 | Centre de pédagogie curative du Jura bernois, 1984-1987, à l'arrière home pour enfants  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.29 | Ferme et exploitation agricole, après 1910  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
| EE   | XII    | Zone d'extension de l'agglomération sur le fond de la vallée le long de la rue de Reconvilier et versant ensoleillé au-dessus, 20 <sup>e</sup> s.                 | b                      |                  | /                   | /             | b                  |             |              |          |
|      | 0.0.30 | Birse, après partie couverte coulant dans un lit canalisée  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.31 | Anciens abattoirs de 1928, Heimattil  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |
|      | 0.0.32 | Espace-rue à la sortie du site en direction de Moutier, 20 <sup>e</sup> s.  |                        |                  |                     |               |                    | o           |              |          |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

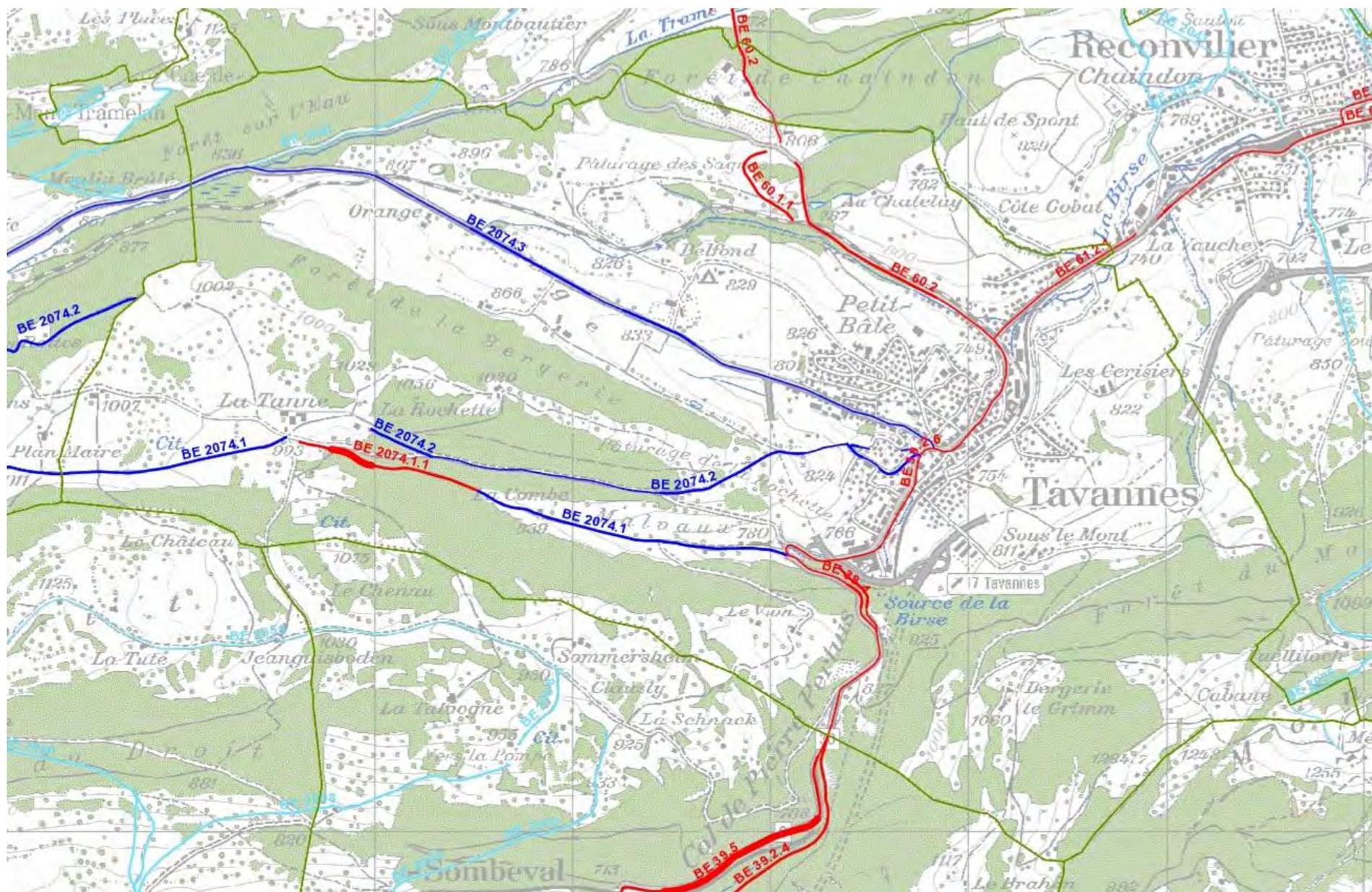
## **ANNEXE B 4**

### **B4            EXTRAITS DE L'INVENTAIRE IVS**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXE B 5**

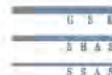
### **B5      EXTRAITS DE L'INVENTAIRE PBC**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

© Objektbeschreibung mit freundlicher Genehmigung der  
Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte GSK



Aus: GSK: Kunstführer durch die Schweiz. Bern.  
Band 1, 2005 / Band 2, 2006 / Band 3: 2006 / Band 4, voraussichtlich 2010  
[www.gsk.ch/](http://www.gsk.ch/)

© Objektbeschreibung mit freundlicher Genehmigung der  
Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte GSK



Aus: GSK: Kunstführer durch die Schweiz. Bern.  
Band 1, 2005 / Band 2, 2006 / Band 3: 2006 / Band 4, voraussichtlich 2010  
[www.gsk.ch/](http://www.gsk.ch/)

### Die Pierre pertuis

*ist neben den Säulen auf dem Julierpass das berühmteste Zeugnis römischen Strassenbaus in der Schweiz.*

Künstliche Erweiterung eines natürlichen Felstors (petra pertusa). Wohl Grenzpunkt zwischen den Helvetiern und Raurakern. Auf der N-Seite Inschrift des Marcus Dunius Paternus 3. Jh.

### Katholische Pfarrkirche Christ-Roi

1928–30 von Adolphe Guyonnet. Renov. 1995–96. Durch einfache Volumen klar gegliederte dreischiffige Basilika mit seitlichem Turm und Baptisterium. Farbgestaltung und Ausstattung von Künstlern der 1924 gegr. Lukagesellschaft. An der Eingangsfront Mosaik der Auferstehung von Gino Severini und Louis Barillet, über dem Portal Abendmahrelief von François Baud. Hauptaltar mit Mosaiken von Emilio M. Beretta, Tabernakel von Marcel Feuillat, Leuchter nach Entwürfen von A. Guyonnet. Chorbild der Kreuzigung, Seitenaltarbilder der Pietà und der hl. Familie sowie Propheten- und Apostelfiguren an den Mittelschiffwänden von Alexandre Blanchet. Kanzelmosaik des Guten Hirten von E. M. Beretta. Deckenreliefs von Roger Ferrier. Glasgemälde von Alexandre Cingria. Stationenbilder von Paul-Théophile Robert.

Kontaktadresse zu Informationen zum KGS-Inventar:  
Bundesamt für Bevölkerungsschutz, Fachbereich Kulturgüterschutz  
Monbijoustrasse 51A, 3003 Bern, 031 322 51 56  
[www.kulturqueterschutz.ch](http://www.kulturqueterschutz.ch)



Kontaktadresse zu Informationen zum KGS-Inventar:  
Bundesamt für Bevölkerungsschutz, Fachbereich Kulturgüterschutz  
Monbijoustrasse 51A, 3003 Bern, 031 322 51 56  
[www.kulturqueterschutz.ch](http://www.kulturqueterschutz.ch)



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXE B 6**

### **B6            EXTRAITS DE L'INVENTAIRE FÉDÉRAL DES SITES DE REPRODUCTION DE BATRACIENS D'IMPORTANCE NATIONALE**



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXE B 7**

### **B7**      **EXTRAITS DE LA CARTE DE LA PROTECTION DE LA NATURE** *(source Géoportail cantonal)*

en vert  
en jaune / orange  
hachures bordeaux  
en bleu  
point violet

IONF (*Inventaire des Objets Naturels en Forêt*)  
terrains secs (*nationaux et régionaux*)  
site de reproduction des batraciens  
biotope humide  
bloc erratique



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXE B 8**

### **B8 LIGNES DIRECTRICES POUR LA GESTION DU PATRIMOINE NATUREL**

**Annexe au RCC art. 525 - 532**

**Alignement d'arbres du Plateau d'Orange**

|   |  |
|---|--|
|  <p>Canton de Berne<br/>TAVANNES Commune de Tavannes</p> | <p>Plan de zone de protection (PZP)<br/><b>Annexe au RCC art. 525 -532</b></p> |
|---|--|

### Aide à la gestion du patrimoine naturel

#### Instances de mise en œuvre:

Conseil communal  
Commission d'environnement  
Propriétaires

#### Instances de coordination

##### Autorités régionales et cantonales

Préfecture du Jura bernois:  
Division forestière 8:

Autorisations et dérogations  
Soutiens financiers et autorisations en relation avec les zones forestières

SPN:

Soutiens financiers et autorisations pour le patrimoine naturel

OPC 3<sup>ème</sup> arrondissement:

Soutiens financiers et autorisations pour les cours d'eau

#### Milieux associatifs

Diverses associations et fondations:

Eventuels soutiens financiers

#### Autres

### Problématique et enjeu

#### Description

Les zones de protection communales ne doivent pas uniquement bénéficier d'une surveillance pour maintenir leur protection, mais ils doivent également être gérés et entretenus de manière adéquate pour assurer leur maintien dans le temps.

Certaines surfaces ou objets particuliers font déjà l'objet d'un entretien promu par la politique agricole dans le cadre des projets de mise en réseau selon l'OQE et plus récemment avec les projets de prestations à la qualité du paysage.

Malgré tout, certaines problématiques de gestion et de mise en valeur de ce patrimoine ne sont pas traitées ou font l'objet d'oublis de la part des instances concernées. Cela engendre par conséquent une dégradation progressive des milieux.

#### Enjeux

Les ressources logistiques et financières de la commune ne permettent pas d'intervenir de manière dispersée sur le paysage rural et il convient de les cibler en fonction des besoins afin de tendre vers une gestion optimale du territoire.

Le présent document a donc pour vocation d'aider les autorités communales à cibler les actions sur le patrimoine naturel et à identifier les principaux éléments à suivre et à surveiller.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **Art. 526 Arbres isolés, groupes d'arbres et allées**

### **Objectifs d'évolution**

Assurer le maintien des objets protégés dans le temps par un rajeunissement régulier.

### **Mesures et actions potentielles :**

#### **1. Contrôler de l'état sanitaire des arbres isolés et des allées et procéder aux plantations de rajeunissement ou au remplacement des arbres sénescents**

Périodicité des contrôles:

Effectuer un contrôle de l'état sanitaire tous les 2-3 ans

Responsable du contrôle:

Service de l'urbanisme en collaboration avec la commission d'environnement.

Contenu du contrôle:

Vérification de l'état sanitaire (qualité de la couronne et du feuillage, taux de branches mortes, éventuelles maladies).

Identification des arbres morts ou disparus.

Vérification de l'état des protections contre le bétail.

Mode de remplacement:

Identification des lieux potentiels pour des plantations de rajeunissement ou de remplacement (plantations à nouveaux emplacements pour anticiper la disparition de vieux arbres).

En cas de disparition d'un arbre protégé, entreprendre les démarches pour la plantation sur site de l'arbre disparu.

Plantations d'essences indigènes.

Présentation d'un budget de plantations à la commission d'environnement

| Titre marginal   | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications |
|--|--|-------------|
| <p><b>Art. 525 Cours d'eau</b></p> <p><b>Objectifs d'évolution</b></p> <p>Garantir un entretien approprié des zones riveraines des cours d'eau<br/>                     Considérer les ruisseaux enterrés dans les réflexions de développement de projets</p> <p><b>Mesures et actions potentielles:</b></p> <p>1. Evaluer les possibilités de mise en place d'un plan d'entretien des cours d'eau de la commune</p> | <p>Principes du plan d'entretien:</p> <p>Le plan d'entretien approuvé par l'OPC 3<sup>ème</sup> arrondissement donne une autorisation globale pour la réalisation des mesures d'entretien à réaliser sur les cours d'eau. Il n'existe donc plus la nécessité de demander des avis d'entretien pour chaque intervention.</p> <p>Cette démarche permet d'avoir une vision d'ensemble sur les interventions à réaliser.</p> <p>Cette démarche permet d'avoir une vision d'ensemble sur les interventions à réaliser.</p> <p>Avantages de la démarche:</p> <p>Démarche à entreprendre:</p> <p>Prendre contact avec l'OPC 3<sup>ème</sup> arrondissement pour définir les modalités de détail et définir les modalités de financement.</p> <p>Mandater un bureau spécialisé pour réaliser le plan d'entretien</p> <p>Approbation du plan par les autorités cantonales et l'exécutif communal.</p> <p>Mise en œuvre.</p> | <p></p>     |



Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

### Art. 531 Périmètre de protection du paysage (PPP)

#### Objectifs

- Assurer le maintien des qualités naturelles et paysagères
- Assurer la lutte contre les néophytes
- Encourager une gestion adéquate des périmètres protégés

#### Mesures et actions potentielles:

#### 1. Mettre en place un concept de lutte contre les néophytes (à traiter dans le plan d'entretien des cours d'eau pour les rives des cours d'eau)

- Périodicité des contrôles: Effectuer un contrôle sur la présence de néophytes dans les périmètres de protection tous les 2 ans
- Responsable du contrôle: Service de l'urbanisme en collaboration avec la commission d'environnement.
- Contenu du contrôle: Suivre les indications de la liste de contrôle "Lutte contre les organismes nuisibles" publiée par le SPN
- Procédure en cas d'identification de foyers de néophytes: Prise de contact avec le SPN et définition d'une procédure d'élimination des foyers identifiés.
- Principales espèces ciblées: Ambrosie, Berce du caucase, renouée du japon, verge d'or américaine, impatientie glanduleuse

#### 2. Réalisation de contrôles sur le respect des restrictions dans les PPP

- Périodicité des contrôles: Effectuer un contrôle des PPP tous les 3 ans
- Responsable du contrôle: police des constructions en collaboration avec la commission d'environnement.
- Contenu du contrôle: Vérifier le respect des prescriptions du RCC, soit:
  - Exploitation en pâture uniquement
  - Maintien des structures rocheuses et végétales
  - Pas de mise en place de drainages

- Procédure en cas de non-respect des prescriptions: Organisation d'une séance avec le propriétaire, les autorités cantonales concernées, et l'exploitant agricole.
- Définir les mesures possibles pour la remise en état du site et signature d'une convention. Evaluer les possibilités de réalisation de contrats d'entretien LPN. En dernier recours, une procédure de dénonciation doit être mise en place.

#### 3. S'assurer du suivi de l'entretien de la Vauche par l'OPC

- Principes: Dans le cadre des mesures N16, l'OPC est responsable de l'entretien de la Vauche. La commune s'assurera donc que des contrats d'entretien soient réalisés et informera l'OPC en cas de constat de dysfonctionnement sur le site.
- Responsable du contrôle: Service de l'urbanisme en collaboration avec la commission d'environnement.

#### Art. 531 Périmètre de protection du paysage (PPP)

##### Mesures et actions potentielles (suite):

#### 4. Encouragement de mesures de mise en valeur des PPP

##### Principes:

Encourager et soutenir les propriétaires dans des démarches de mise en valeur et d'entretien des PPP allant dans le sens des objectifs de protection.

Il s'agit d'être à l'écoute des besoins des propriétaires et de les informer sur les potentiels de divers outils et aides existantes

##### Responsables:

Service de l'urbanisme en collaboration avec la commission d'environnement.

##### Eléments à encourager:

Entretien et réfection des barrières en bois sur les pâturages du plateau d'Orange.

Plantations d'arbres isolés.

Entretien des terrains secs et humides (lutte contre l'embroussaillage, création de structures

Entretien approprié des haies et des bosquets (voir: [recommandations cantonales](#)).

Encouragement des exploitants à adhérer au réseau écologique des 3 Vaux (contact: FRIJ Loveresse).

Encourager les exploitants à adhérer au projet cantonal de contributions à la qualité du paysage (contact: SPN Schwanden

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

### Art. 532 Espaces vitaux

#### Objectifs

Assurer une protection efficace des milieux naturels  
 Encourager une gestion adéquate des périmètres protégés

#### Mesures et actions potentielles:

##### 1. Réalisation de contrôles sur le respect des restrictions dans les espaces vitaux

Périodicité des contrôles: Effectuer un contrôle des Espaces vitaux tous les 3 ans  
 Responsable du contrôle: police des constructions en collaboration avec la commission d'environnement.

Contenu du contrôle: Vérifier le respect des prescriptions du RCC, soit:

- Absence de fumure et de produits phytosanitaires
- Aucune intervention sur le sol
- Absence de constructions ou de dépôts de matériaux

Outils d'aide pour les contrôles: Vérifier si la surface est inscrite en tant que SPB (système de surfaces de compensation de la politique agricole (voir: [Géoportail bernois](#)). Les surfaces inscrites sont entretenues selon les prescriptions du RCC.

##### 2. Encouragement de mesures de mise en valeur des PPP

Voir mesure 4 art. 531.

Indications

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

Canton de Berne  
TAVANNES Commune de Tavannes  
Plan de zone de protection (PZP)  
**Alignement d'arbres du plateau d'Orange****Concept de reconstitution et d'adaptation****Instances de mise en œuvre:**Conseil communal  
Commission d'environnement**Instances de coordination****Autorités régionales et cantonales**

Préfecture du Jura-bernois:

Autorisations d'abattage

**Milieux associatifs**

Diverses associations et fondations:

Eventuels soutiens financiers à la plantation d'arbres

**Autres****Problématique et enjeux****Description**

Les allées d'arbres et les arbres isolés représentent une valeur patrimoniale et paysagère importante. Autrefois plantées pour offrir de l'ombrage aux voyageurs, les allées sont aujourd'hui devenues des éléments de repères dans le paysage. En outre, les arbres isolés et les allées participent à la promotion de la biodiversité (reproduction de l'avifaune, habitat pour les invertébrés, etc.).

Avec le développement et l'accélération de la mobilité, les arbres à proximité des routes à grand trafic peuvent présenter un danger, notamment lorsqu'ils sont trop proches du bord de la chaussée.

Actuellement, la fonction d'ombrage des allées devient accessoire et c'est uniquement la fonction paysagère et naturelle qui est importante.

L'allée d'arbres du plateau d'orange était historiquement située au sud de la route pour offrir de l'ombrage. Au fil des années, elle s'est progressivement érodée au gré des travaux routiers, du vieillissement des arbres et des abattages ponctuels pour finalement présenter la situation actuelle, une allée éparse et sans continuité.

Quelques plantations en ordre dispersé ont déjà été réalisées au nord de la route cantonale. Celles-ci ne permettent toutefois pas encore de constituer un véritable alignement structurant le paysage.

**Enjeux**

Dans le contexte de sécurisation de la route et de mise en valeur du paysage du plateau d'Orange, il faut trouver une solution pour recréer une allée pérenne sans pour autant créer des problèmes sécuritaires ou entraver l'exploitation des parcelles productives situées au sud de la route.

Allées d'arbres et arbres isolés

**Alignement d'arbres du plateau d'Orange**

|                              |  |
|------------------------------|--|
| Canton de Berne              | Plan de zone de protection (PZP)               |
| TAVANNES Commune de Tavannes | <b>Alignement d'arbres du plateau d'Orange</b> |

## Mise en œuvre

### Objectifs spécifiques

Assurer la sécurité des usagers de la route cantonale

Maintenir un alignement d'arbres cohérent sur le plateau d'Orange

Marquer la bordure sud de la route par des arbres isolés ponctuels qui rappellent la double allée historique

### Mesures :

#### 1. Plantation d'un nouvel alignement d'arbres au nord de la route

|  |  |
|--|--|
| Distance totale de l'alignement:         | environ 1600m  |
| Distance entre chaque arbre:             | 20m. Maintien d'ouverture de 40m en face de chaque entrée de chemin vicinal au sud.  |
| Distance du bord de la chaussée:         | environ 5-8m (implantation sur limite de la parcelle n° 1037.1).   |
| Arbres existants:                        | Les arbres existants sont à supprimer lors de la plantation. Les buissons peuvent être maintenus.                                    |
| Principe de plantation:                  | Plantations des arbres par tronçons de 400 m au minimum.   |
| Nombre d'arbres à planter:               | Environ 80 pièces  |
| Types de sujets à mettre en place:       | Baliveaux indigènes sur tige   |
| Aménagements annexes:                    | Aménagement d'un gabarit de protection des arbres contre le bétail sous la forme d'une barrière triangulaire d'au moins 2.5m de côté |
| Suppression des arbres existants         |  |
| Essences indigènes avec écotypes locaux: |  |
| Essences:                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cerisiers sauvages sur tige (Prunus avium)</li> </ul>                                       |
| Coûts:                                   | Environ 850.-/arbre, y compris protection, soit: 68'000.-  |

#### 2. Plantation d'arbres isolés aux embranchements des chemins vicinaux au sud de la route cantonale.

|  |  |
|--|--|
| Distance du bord de la chaussée:   | Plantation des arbres avec un retrait de 10 m par rapport au bord de la chaussée de la route principale et de 5m par rapport aux chemins |
| Principe de plantation:  | Plantations simultanément à l'avancement des plantations de l'allée.   |
| Nombre d'arbres à planter:   | 6 pièces   |
| Types de sujets à mettre en place:   | Baliveaux indigènes sur tige   |
| Aménagements annexes:  | Aménagement d'un gabarit de protection des arbres contre le bétail sous la forme d'une barrière triangulaire d'au moins 2.5m de côté     |
| Essences:  | Essences indigènes avec écotypes locaux:   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cerisiers sauvages sur tige (Prunus avium)</li> </ul> |  |
| Coûts:   | Environ 850.-/arbre, y compris protection, soit: 5'100.-   |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

---

**Mise en œuvre**

**Mesures (suite) :**

**3. Elimination des arbres sur l'allée au sud de la route**

- Principe d'abattage:      abattages des arbres lorsque l'allée au nord de la route et les arbres isolés aux embranchements de chemins vicinaux au sud de la route ont intégralement été replantés.

---

**Principes de mise en œuvre:**

La plantation de tous les arbres doit être finalisée en 4 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du nouveau PZP.

---

**Financements potentiels:**

Sur la base d'un plan de plantations détaillé et d'un budget, la commune peut solliciter divers sponsors potentiels pour obtenir un soutien financier.

Le Fonds Suisse pour le paysage (FSP), la Fondation Suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (SL-FP) ou encore Pro Natura sont des institutions à solliciter

---

**Documentation annexe**

P. Tartaro & S. Kunz, 2008. Etat des lieux et importance des allées et des paysages d'allées en Suisse, Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (FP), Berne.

---

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXES C**

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## ANNEXE C 1

### C1 NÉOPHYTES

#### Plantes invasives

**C111** L'apparition d'espèces animales et végétales exotiques n'est pas une nouveauté, l'homme déplaçant de tout temps des organismes vivants, involontairement ou délibérément. Toutefois, la mobilité élevée et le nombre croissant de transports de marchandises augmentent sensiblement le nombre d'organismes déplacés involontairement par-delà des frontières topographiques et climatiques.

Les espèces introduites présentent généralement un comportement très ordinaire dans leur patrie d'origine, où elles sont confrontées à des espèces concurrentes et ennemies. Par contre, elles sont souvent capables de se propager de manière spectaculaire dans les territoires nouvellement colonisés. On parle « d'espèces invasives ou néobiontes », qui occasionnent souvent de graves problèmes écologiques, économiques ou sanitaires. Ce phénomène est appelé à se poursuivre avec une tendance à la hausse. En effet, le réchauffement climatique favorise l'apparition chez nous d'espèces appréciant la chaleur comme le moustique-tigre ou le palmier chanvre. Les principales espèces néophytes du Nord des Alpes sont présentées ici.

*source : Plantes et animaux invasifs, Biologie, répartition et problématique des principales espèces invasives végétales (néophytes) et animales (néozoaires) introduites par l'homme en Suisse, Office de la coordination environnementale et de l'énergie du canton de Berne & Fondation Science et Cité - la brochure est téléchargeable au format PDF sous [www.be.ch/ocee/Document/Publications www.science-et-cite.ch/stiftung/documents](http://www.be.ch/ocee/Document/Publications/www.science-et-cite.ch/stiftung/documents)*

#### Base légale

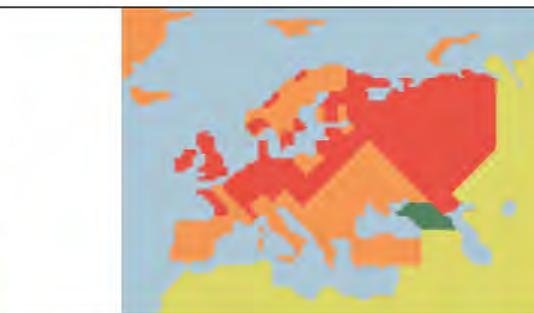
**C112** Depuis début octobre 2008, il est interdit en Suisse de mettre en liberté onze espèces végétales et trois espèces animales. Dès lors, celui qui acquiert des solidages nord-américains, vend des renouées du Japon ou lâche des coccinelles asiatiques est punissable.

L'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement définit la manière d'utiliser les plantes et les animaux exotiques afin de prévenir l'éviction des espèces indigènes (*Ordonnance du 10 septembre 2008 sur l'utilisation d'organismes dans l'environnement, Ordonnance sur la Dissémination dans l'Environnement, ODE ; RS 814.911*).

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Berce du Caucase

*Heracleum mantegazzianum*

famille : Apiacées, anc. Umbellifères

### Description

La Berce du Caucase peut atteindre 3,5 m de haut en automne. Sa tige creuse est très rigide. Ses feuilles, qui peuvent mesurer un mètre de long, sont profondément divisées en trois ou cinq lobes. Les grandes inflorescences blanches apparaissent entre juin et septembre. Chaque pied produit des dizaines de milliers de graines qui sont capables de germer durant 2–4 ans dans le sol. La taille de la plante élimine tout risque de confusion.

### Habitat

La Berce du Caucase colonise les sols riches et humides. Elle pousse le long des lisières, des chemins et des berges de cours d'eau, dans les prairies et sur les gravats, de la plaine à l'étage montagnard.

### Origine

La Berce du Caucase provient du Caucase occidental, où elle pousse jusqu'à une altitude de 2300 m.

### Historique

La Berce du Caucase a été introduite en Europe voici près de 200 ans, à titre de plante d'ornement. La première mention remonte à 1817, en Grande-Bretagne, dans la liste des semences du jardin botanique royal de Kew. 11 ans plus tard, une première apparition dans la nature était signalée, et l'espèce s'est ensuite propagée rapidement à travers l'Europe. En Suisse, elle a été décrite pour la première fois à Orbe (VD), en 1884. Sa présence dans la nature est documentée à partir de 1912.

### Problèmes

La Berce du Caucase menace gravement la santé de l'homme. Elle sécrète un liquide pâle qui contient des substances photosensibilisantes comme la furanocoumarine. Combinées à la lumière solaire, ces substances peuvent provoquer de graves brûlures cutanées. Un simple contact avec la plante en plein jour peut engendrer des brûlures douloureuses. La Berce est en outre capable de supplanter la végétation indigène.

### Lutte

Etant donné la fertilité extrême de la Berce du Caucase, la lutte vise à empêcher la formation des graines. La plante doit être éliminée après la floraison, mais avant la maturation des graines. La lutte mécanique exige le port de vêtements de protection permettant d'éviter tout contact cutané. Le travail sera effectué par temps couvert. Les racines doivent être sectionnées à 10 cm au moins sous la surface du sol, pour éviter que la plante ne rejette. Une lutte chimique ciblée est possible. La pâture par les moutons ou les vaches décime également la plante. La lutte doit être menée durant trois années consécutives au minimum. Le commerce, la multiplication et la plantation de la Berce du Caucase sont interdites par l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement (ODE).

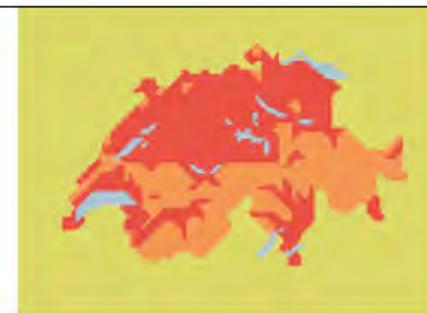
### Remarques

Les espèces parentes indigènes comme la Berce commune (*Heracleum sphondylium*) et la Berce d'Autriche (*Heracleum austriacum*) sont beaucoup plus petites et ne posent aucun problème.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Renouée du Japon

*Fallopia japonica* ou *Reynoutria japonica*  
famille : Polygonacées

### Description

La Renouée du Japon atteint 3 m de haut; elle constitue des peuplements très denses et peut pousser de 30 cm en un jour. La tige creuse est glabre, jaune-vert souvent moucheté de rouge. Les feuilles acuminées sont coriaces. L'espèce est dioïque, ce qui veut dire que les fleurs mâles et les fleurs femelles se trouvent sur des pieds différents. Les petites fleurs blanches s'épanouissent dès août. En Europe, on ne rencontre pratiquement que des plants femelles, et il est très rare que des graines se forment. La plante se propage très efficacement par ses rhizomes, qui atteignent 20 m de long. Un fragment de rhizome de 1,5 cm peut se régénérer et former un nouveau peuplement.

### Habitat

La Renouée du Japon occupe les berges des cours d'eau, les bords de chemins, les talus ferroviaires et routiers, les lisières et les clairières.

### Origine

La Renouée du Japon provient du Japon, de Corée et de Chine.

### Historique

Le premier exemplaire connu est arrivé aux Pays-Bas en 1823. 26 ans plus tard, le médecin et botaniste Phillip Franz von Siebold a répandu l'espèce en Europe comme plante ornementale et fourragère. Son apparition dans la nature est documentée depuis plus de 100 ans. Son expansion rapide en Suisse, surtout le long des rivières, a débuté en 1950.

### Problèmes

La Renouée du Japon supprime la végétation naturelle par sa croissance rapide, son couvert foliaire très dense et les substances qu'elle libère dans le sol, ce qui menace la biodiversité. Comme les parties aériennes meurent dès le premier gel hivernal, il ne subsiste durant la mauvaise saison qu'un terrain nu, mal tenu par les racines superficielles de la plante. L'érosion s'en trouve facilitée, surtout en berges de cours d'eau. Les rhizomes puissants de la plante font en outre sauter les revêtements des routes et font éclater les plus petits interstices des murs de soutènement.

### Lutte

Comme les ennemis naturels de la Renouée du Japon sont absents de nos contrées, seul l'homme peut contenir l'espèce. Cette tâche est très ardue, en raison du système racinaire très étendu de la plante et de sa capacité de régénération à partir du moindre fragment de rhizome. Déterrer, faucher ou faire brouter la plante peut tout au plus l'affaiblir. En cas d'entretien ou de travaux quelconques, aucun fragment de la plante ne doit être disséminé. Les parties de végétal doivent être incinérées et en aucun cas compostées. Le recours aux herbicides est réservé aux personnes autorisées. Le commerce, la multiplication et la plantation de la Renouée du Japon sont interdits par l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement (ODE).

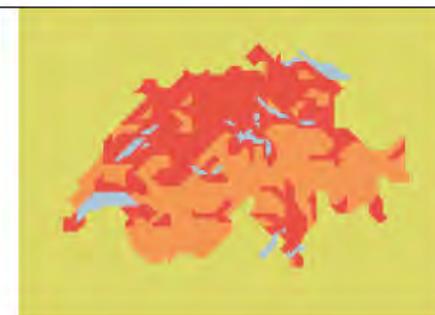
### Remarques

La renouée de Sakhaline (*Fallopia sachalinensis*), une proche parente, provient également d'Extrême-Orient. Elle est moins répandue, mais pose également de graves problèmes.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Impatiente glanduleuse

*Impatiens glandulifera*

famille : Balsaminacées

### Description

L'Impatiente glanduleuse est une plante annuelle : elle germe, pousse, fleurit et meurt une fois les graines émises, le tout la même année. Croissant rapidement, elle atteint 2 m de haut. La tige glabre est légèrement translucide, les feuilles fortement dentées. Le pétiole inclut des glandes de 3 mm de long qui donnent son nom à l'espèce. Les fleurs odorantes varient du rose pâle au violet-pourpre. Les fruits mûrs, en forme de massues de 3–5 cm de long, sautent au moindre effleurement, projetant les graines jusqu'à une distance de 7 m. Une plante produit jusqu'à 2500 graines, et un peuplement dense émet jusqu'à 32 000 graines par mètre carré.

### Habitat

L'Impatiente glanduleuse est liée aux sols humides et colonise les berges des cours d'eau et des lacs, les zones alluviales, les prairies marécageuses et certaines forêts.

### Origine

L'Impatiente glanduleuse provient de l'Himalaya occidental. Son aire de répartition naturelle va du nord du Pakistan à l'Inde via le Cachemire. Elle pousse entre 1800 et 3000 m d'altitude.

### Historique

L'Impatiente glanduleuse a été introduite en 1839 en Angleterre comme plante ornementale et mellifère. Elle a rapidement occupé de nombreux jardins en Europe. Les premiers individus échappés dans la nature en Suisse ont été signalés vers 1900 le long de la Birse, près de Bâle. Depuis, l'espèce a conquis la quasi-totalité du territoire national.

### Problèmes

Grâce à sa fertilité très élevée, l'Impatiente glanduleuse forme souvent des peuplements homogènes. Sa forte dominance lui permet de repousser les espèces indigènes, et elle freine le rajeunissement naturel en forêt. Le long des cours d'eau, elle supprime la végétation naturelle stabilisatrice des berges et laisse le sol nu à l'automne, lorsqu'elle meurt.

### Lutte

La lutte contre l'Impatiente glanduleuse vise à empêcher la production des graines. Diverses méthodes mécaniques le permettent, comme la pâture et la fauche. Le moment de l'intervention est crucial : une fauche prématurée permet à la plante de repousser, tandis qu'une fauche trop tardive laissera les graines parvenir à maturité. L'apparition des premières fleurs, vers fin juillet, indique la période idéale. Les mesures doivent être répétées 2–3 ans de suite. Le commerce, la multiplication et la plantation de l'Impatiente glanduleuse sont interdits par l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement (ODE).

### Remarques

L'Impatiente glanduleuse ressemble beaucoup à l'impatiente de Balfour (*Impatiens balfourii*), qui provient également de l'Himalaya et passe aussi pour un néophyte envahissant, mais est moins répandue et n'atteint que 1 m de haut. Par contre, la Balsamine des bois, ou Impatiente n'y touchez-pas (*Impatiens noli-tangere*), espèce indigène à fleurs jaunes, ne pose aucun problème.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Solidage du Canada et Solidage géant

*Solidago canadensis* und *Solidago gigantea*  
famille : Astéracées, anc. Composées

### Description

Le Solidage du Canada et le Solidage géant ont une apparence et une biologie très proches. Tous deux sont vivaces et portent de nombreuses inflorescences jaunes. Le Solidage du Canada atteint 250 cm de haut, sa tige est duveteuse et le dessous des feuilles est très velu. Au contraire, le Solidage géant ne dépasse pas 120 cm de haut, sa tige est glabre, et seule la bordure des feuilles porte des poils. Les deux espèces se multiplient rapidement : une plante produit jusqu'à 20000 graines, disséminées par le vent. Les deux solidages forment de longs rhizomes et constituent souvent des peuplements très denses.

### Habitat

Les deux solidages sont très répandus en dessous de 900 m d'altitude, occupant toutes les surfaces laissées à l'abandon : boisements riverains, zones alluviales, clairières, friches, gravières, bords de chemins, talus routiers et ferroviaires. Le Solidage du Canada préfère les sols secs, le Solidage géant plutôt les sites humides.

### Origine

Les deux solidages sont originaires des prairies et des forêts claires du continent nord-américain, des Etats-Unis jusqu'à l'Alaska en passant par le Canada.

### Historique

Le Solidage du Canada est une des premières plantes nord-américaines introduites à fins ornementales. Elle est signalée en Angleterre depuis 1645. Le Solidage géant a été introduit en Europe une centaine d'années plus tard, dans les jardins et comme plante mellifère. Les premiers exemplaires retournés à l'état sauvages sont signalés dès 1850 en Europe centrale. En Suisse, des populations sauvages de Solidages géants sont mentionnées à partir de 1877 à Aarberg (BE).

### Problèmes

Le Solidage du Canada et le Solidage géant forment souvent des peuplements couvrants qui empêchent la germination des autres végétaux, privés de lumière. La flore indigène s'en trouve considérablement appauvrie, et des milieux naturels peuvent perdre ainsi une grande part de leur valeur.

### Lutte

Il est pratiquement impossible de venir à bout des peuplements importants des deux solidages. La première mesure est d'empêcher toute propagation supplémentaire. La maturation des graines peut être empêchée par une coupe en mai-juin. La fauche ou la pâture régulières affaiblissent les plantes. Les rhizomes déterrés doivent être incinérés. Le commerce, la multiplication et la plantation des solidages nord-américains sont interdits par l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement (ODE).

### Remarques

Le Solidage verge d'or (*Solidago virgaurea*) est une espèce indigène. Elle est généralement plus petite que ses cousines américaines et ne pose aucun problème.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Ambrosie à feuilles d'armoise

*Ambrosia artemisiifolia*

famille : Astéracées, anc. Composées

### Description

L'Ambrosie à feuilles d'armoise atteint 120 cm de haut. Cette plante annuelle possède une tige rouge, fortement velue dans sa partie supérieure. Elle est fortement ramifiée et d'allure buissonnante. Les feuilles sont opposées à la base, alternes dans la partie supérieure. Il existe des fleurs mâles et des fleurs femelles distinctes, mais présentes toutes deux sur le même plant. L'ambrosie est une des rares Astéracées fécondées par le vent plutôt que par les insectes. Ceci explique la discrétion des fleurs, mais aussi leur productivité démesurée : une plante émet jusqu'à un million de grains de pollen. L'Ambrosie a un fort pouvoir de propagation. Ses fruits munis de pointes sont disséminés partout par l'homme, coincés dans le profil des pneus, dans les moissonneuses, par les transports de terre ou de gravier et même via la distribution de nourriture destinée aux oiseaux, qui comprend parfois des graines d'Ambrosie.

### Habitat

L'Ambrosie apprécie les terrains nus et évite les zones à végétation dense. Elle occupe les remblais, les bords de chemin, les jardins, les talus, les chantiers et les terrains agricoles. On la trouve jusqu'à une altitude de 1550 m environ.

### origine

L'Ambrosie à feuilles d'armoise provient des prairies d'Amérique du Nord.

### Historique

L'Ambrosie à feuilles d'armoise a été amenée en Europe au 19<sup>e</sup> siècle, avec des semences américaines de céréales et de trèfles. En Suisse, elle a été décrite pour la première fois en 1865, mais n'a guère retenu l'attention, car elle restait confinée en de rares sites comme le port rhénan de Bâle. Elle a commencé à se répandre rapidement après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, et surtout depuis 1990, notamment dans la région genevoise et au Tessin.

### Problèmes

Le pollen de l'Ambrosie peut déclencher des allergies à partir de concentrations bien plus faibles (11 grains/m<sup>3</sup>) que chez les graminées. La production massive de pollen peut déclencher de l'asthme ou des insuffisances respiratoires. La production de pollen s'étend d'août à octobre, ce qui allonge considérablement la saison des allergies. Le contact avec la plante peut également engendrer des allergies cutanées.

### Lutte

Plante annuelle, l'Ambrosie s'arrache aisément avec les racines. Il faut toutefois porter gants et masque respiratoire si la plante est à maturité, et celle-ci devra être incinérée. Les grands peuplements peuvent être fauchés. Le commerce, la multiplication et la plantation de la Berce du Caucase sont interdites par l'ordonnance sur la dissémination dans l'environnement (ODE). La présence de l'espèce doit être annoncée à la Station phytosanitaire cantonale.

### Remarques

Il existe un risque de confusion avec des espèces indigènes inoffensives, notamment l'Armoise vulgaire (*Artemisia vulgaris*).

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Buddléja (arbre à papillons)

*Buddleja davidii*

famille : Buddléjaceés

### Description

Le Buddléja, ou arbre à papillons, a généralement plusieurs troncs, et il atteint 2–3 m de haut. Les feuilles opposées sont lancéolés, acuminées, et leur face inférieure porte un duvet grisâtre très frappant. Les feuilles caduques restent souvent sur l'arbre pendant l'hiver. L'inflorescence de 10–30 cm de long porte de petites fleurs très odorantes, dont la couleur varie du blanc au violet profond. Un buisson adulte produit environ trois millions de graines qui sont disséminées au loin par le vent et peuvent demeurer des années dans le sol avant de germer.

### Habitat

Buisson pionnier, le Buddléja apprécie les zones dénudées comme les terrains vagues, les aires ferroviaires, les talus, les gravières, les friches industrielles, les berges des rivières et des lacs, les forêts alluviales, les clairières et les surfaces en reboisement. Il s'installe souvent dans les fentes des murs et autres constructions. En Suisse, on le rencontre jusqu'à 1300 m d'altitude.

### origine

Le Buddléja provient des régions élevées du Nord-Ouest de la Chine et du Tibet où on la trouve jusqu'à une altitude de 2600 m.

### Historique

Le missionnaire et botaniste français Armand David a découvert l'espèce en 1869 en Chine et l'a ramenée en Europe dans un herbier. 21 ans plus tard, elle a été importée en Europe comme plante d'ornement. Les premiers exemplaires en liberté sont signalés en 1930 en Angleterre. Depuis, le Buddléja s'est largement répandu, également en Suisse.

### Problèmes

Le Buddléja peut former des peuplements denses qui supplantent la végétation indigène. Espèce pionnière, il colonise rapidement les bancs de gravier et autres surfaces ouvertes, y empêchant l'installation des autres espèces. Certains milieux naturels peuvent s'en trouver considérablement appauvris. Les mesures de lutte sont très coûteuses. Le nectar abondant du Buddléja attire les papillons jusqu'en automne, mais l'intérêt de la plante reste limité, car aucune chenille ne peut se développer sur son feuillage. En outre, sa présence empêche celle d'autres plantes nourricières, et elle peut donc s'avérer préjudiciable même pour les papillons.

### Lutte

En premier lieu, le Buddléja ne devrait plus être commercialisé, ni planté. Les inflorescences doivent être coupées avant la maturation des graines. Les jeunes plants peuvent être arrachés. En présence d'un peuplement dense, il est nécessaire de supprimer aussi les racines, ce qui est une tâche difficile. En effet, la plante se propage aussi par ses drageons souterrains et est capable de rejeter à partir de la souche. Le matériel végétal doit ensuite être incinéré.

### Remarques

Le genre *Buddleja* compte une centaine d'espèces en Asie, en Afrique et en Amérique, mais il manque en Europe, ce qui évite tout risque de confusion.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



## Robinier faux acacia

*Robinia pseudoacacia*

famille : Fabacées, anc. Papilionacées

### Description

Le Robinier faux acacia est un arbre à feuilles caduques atteignant 25 m de haut. Le tronc gris-brun est strié verticalement. L'arbre porte des fortes épines disposées par paires. Les feuilles composées comptent de 6 à 20 folioles ovales. Les fleurs blanches très odorantes forment des grappes lâches, pendantes, qui fleurissent en mai-juin. Les gousses plates restent souvent fixées jusqu'à l'hiver. Le vent les propage ensuite à faible distance, 100 m au maximum. Le Robinier est capable de rejeter et se propage également par son système racinaire drageonnant. Comme les autres Papilionacées, le robinier est capable de capter l'azote atmosphérique grâce à des rhizobactéries, ce qui lui confère un avantage concurrentiel par rapport aux autres arbres sur des sols pauvres.

### Habitat

Espèce pionnière, le Robinier affectionne les stations sèches et chaudes et colonise les lisières, les forêts claires, les zones alluviales, les talus, les terrains vagues, les décumbrés et les sites rocheux du Plateau suisse.

### Origine

Le Robinier faux acacia provient d'Amérique du Nord, plus précisément des Appalaches et de quelques régions à l'ouest du Mississippi.

### Historique

Le Robinier a été apporté à Paris entre 1623 et 1635, puis il a été planté dans de nombreux jardins. Il a été planté en forêt à des fins sylvicoles au début du 18<sup>e</sup> siècle, puis il a commencé à se répandre spontanément. En Suisse, il est très répandu dans les régions de basse altitude.

### Problèmes

Le Robinier faux acacia est toxique. L'écorce, les feuilles et les graines contiennent de la lectine, qui provoque des douleurs abdominales, des nausées et des vomissements après ingestion. L'issue peut être fatale pour les animaux. Même si le bois, souvent nommé acacia, est de grande valeur par sa solidité et sa durabilité, l'espèce est problématique. Elle constitue souvent des peuplements denses qui éliminent les essences indigènes. Elle émet également des substances racinaires qui entravent la croissance des autres végétaux.

### Lutte

Le Robinier faux acacia ne devrait plus être planté, et il doit être éliminé des milieux de valeur comme les surfaces rudérales, les prairies maigres et les forêts claires. Le cerclage permet d'éviter le problème du rejet de souche. Il s'agit d'entailler l'écorce à la scie sur 2 cm de profondeur à hauteur de poitrine. L'arbre peut être abattu l'année suivante sans risque de rejet de souche.

### Remarques

Le Robinier faux acacia appartient à la même famille que les vrais acacias, lesquels poussent en Australie et en Afrique.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXE C 2**

### **C2 PRÉVENTION DE L'ÉROSION DES SOLS**

Cf. :

OFEV et OFAG : Protection des sols dans l'agriculture. Un module de l'aide à l'exécution pour la protection de l'environnement dans l'agriculture. Office fédéral de l'environnement, Berne.

L'environnement pratique n°1313, 60 p.

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## **ANNEXE D**

## ANNEXE D 1

### D1 ABRÉVIATIONS, ACRONYMES, APOCOPES ET ACTES LÉGISLATIFS

#### D 11 - AUTORITÉS COMMUNALES / MUNICIPALES DE TAVANNES

- **AM** Assemblée **M**unicipale (*Législatif municipal*)
- **AOPC** Autorité d'Octroi du **P**ermis de **C**onstruire (*Autorité Communale/ Municipale, Préfectorale ou Cantonale*)
- **CM** Conseil **M**unicipal (*Exécutif municipal*)
- **CBP** Commission des **B**âtiments **P**ublics
- **CEnv** Commission de l'**E**nvironnement
- **CTP** Commission des **T**ravaux **P**ublics
- **OPACC** Organe de **P**olice **A**ministrative de la **C**ommune en matière de **C**onstruction

#### D 12 - RÈGLEMENTS COMMUNAUX DE TAVANNES / AFFILIATIONS / SYNDICATS

- **RCC** Règlement **C**ommunal de **C**onstruction (*soit, le présent document*)
- **RCE** Règlement **C**ommunal sur les **E**moluments
- **RO** Règlement communal d'**O**rganisation
  
- **CELTOR** Centre d'**E**limination et de **T**raitement des **O**rdures
- **SESTER** Syndicat d'alimentation en **E**au des communes municipales de **S**onceboz, **T**avannes **E**t **R**econvilier

#### D 13 - ADMINISTRATION FÉDÉRALE

- **CFNP** Commission **F**édérale pour la protection de la **N**ature et du **P**aysage
- **FAT** Institut fédéral de recherches en économie et technologie agricoles
- **OFC** Office **F**édéral de la **C**ulture

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**D 14 - ADMINISTRATION DU CANTON DE BERNE**

- **CE** Conseil Exécutif
  - **CPS** Commission cantonale de **P**rotection des **S**ites et du paysage
- **ECO** Direction de l'**E**conomie publique (*VOL*)
  - **beco** Economie bernoise
  - **OAN** Office de l'**A**griculture et de la **N**ature
    - **SPN** Service de la **P**romotion de la **N**ature
  - **OFOR** Office des **F**orêts
- **INS** Direction de l'**I**nstruction publique (*ERZ*)
  - **OC** Office de la **C**ulture
    - **SMH** Service des **M**onuments **H**istoriques
- **JCE** Direction de la **J**ustice, des affaires **C**ommunales et des affaires **E**cclésiastiques (*JGK*)
  - **OACOT** Office des **A**ffaires **C**ommunales et de l'**O**rganisation du **T**erritoire
- **TTE** Direction des **T**ravaux publics, des **T**ransports et de l'**E**nergie (*BVE*)
  - **OCEE** Office de la **C**oordination **E**nvironnementale et de l'**E**nergie
  - **OED** Office des **E**aux et des **D**échets
  - **OPC** Office des **P**onts et **C**haussées

**D 15 - INVENTAIRES FÉDÉRAUX**

- **ISOS** Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (*BundesInventars der Schützenswerten Ortsbilder der Schweiz*)
- **IVS** Inventaire des **V**oies de communication historiques de la **S**uisse
- **PBC** Inventaire suisse des biens culturels d'importance nationale (*au regard de l'art. 3 de l'Ordonnance fédérale sur la **P**rotection des **B**iens **C**ulturels en cas de conflit armé, RS 520.31*)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**D 16 – PAL : CONTENU, AFFECTATIONS ET PÉRIMÈTRES**

|                |   |
|----------------|---|
| ■ <b>A</b>     | Zone d'affectation ' <b>Activités</b> '                             |
| ■ <b>CA</b>    | Zone d'affectation ' <b>Centre Ancien</b> '                         |
| ■ <b>CE</b>    | Zone d'affectation ' <b>Centre</b> '                                |
| ■ <b>CSP</b>   | Cadastre des <b>Sites Pollués</b>                                   |
| ■ <b>EB</b>    | Ensemble <b>Bâti</b>  |
| ■ <b>H</b>     | Zone d'affectation ' <b>Habitat</b> '                               |
| ■ <b>IBUS</b>  | Indice <b>Brut d'Utilisation du Sol</b> ( <i>art 28 ONMC</i> )      |
| ■ <b>IRA</b>   | Indications <b>Relatives à l'Approbation</b>                        |
| ■ <b>M</b>     | Zone d'affectation ' <b>Mixte</b> '                                 |
| ■ <b>PAA</b>   | Plan d' <b>Aménagement des Abords</b>                               |
| ■ <b>PCA</b>   | <b>Petites Constructions et Annexes</b> ( <i>art. 3 et 4 ONMC</i> ) |
| ■ <b>PCP</b>   | <b>Périmètre de Conservation du Paysage</b>                         |
| ■ <b>PCS</b>   | <b>Périmètre de Conservation des Sites</b>                          |
| ■ <b>PCSt</b>  | <b>Périmètre de Conservation des Structures</b>                     |
| ■ <b>PCV</b>   | <b>Périmètre de Conservation des Vergers</b>                        |
| ■ <b>PJ/AL</b> | <b>Places de Jeux et Aires de Loisirs</b>                           |
| ■ <b>PPA</b>   | <b>Périmètre de Protection Archéologique</b>                        |
| ■ <b>PPP</b>   | <b>Périmètre de Protection du Paysage</b>                           |
| ■ <b>PQ</b>    | Plan de <b>Quartier</b>   |
| ■ <b>PRO</b>   | <b>Périmètre de Ravalement Obligatoire</b>                          |
| ■ <b>PZ</b>    | Plan de <b>Zones</b>  |
| ■ <b>PZA</b>   | Plan de <b>Zones d'Affichage</b>                                    |
| ■ <b>PZDN</b>  | Plan de <b>Zones des Dangers Naturels</b>                           |
| ■ <b>PZP</b>   | Plan de <b>Zones de Protection</b>                                  |
| ■ <b>RA</b>    | <b>Recensement Architectural</b>                                    |
| ■ <b>SDA</b>   | <b>Surface D'Assolement</b>   |
| ■ <b>THTD</b>  | <b>Territoire à Habitat Traditionnellement Dispersé</b>             |
| ■ <b>ZA</b>    | <b>Zone Agricole</b>  |
| ■ <b>ZBP</b>   | <b>Zone affectée à des Besoins Publics</b>                          |

| Titre marginal | Article / Alinéa / Contenu normatif   | Indications |
|----------------|---|-------------|
| ■ <b>ZCF</b>   | Zone destinée aux <b>C</b> onstructions et installations sur le domaine <b>F</b> erroviaire |             |
| ■ <b>ZF</b>    | Zone de <b>F</b> erme   |             |
| ■ <b>ZHA</b>   | Zone de <b>H</b> ameau  |             |
| ■ <b>ZIZA</b>  | Zone <b>I</b> ndustrielle et <b>Z</b> one d' <b>A</b> ctivités                              |             |
| ■ <b>ZPO</b>   | Zone à <b>P</b> lanification <b>O</b> bligatoire  |             |
| ■ <b>ZPS</b>   | Zone régie par des <b>P</b> rescriptions <b>S</b> péciales                                  |             |
| ■ <b>ZSL</b>   | Zone destinée aux installations de <b>S</b> port et de <b>L</b> oisirs                      |             |
| ■ <b>ZV</b>    | Zone de <b>V</b> erdure   |             |

## **D 17 - AUTRES**

|                   |   |  |
|-------------------|---|--|
| ■ <b>AEM</b>      | Arbres d' <b>E</b> ssence <b>M</b> ajeure   |  |
| ■ <b>AOPC</b>     | Autorité d' <b>O</b> ctroi du <b>P</b> ermis de <b>C</b> onstruire                                    |  |
| ■ <b>APC</b>      | Autorité de <b>P</b> olice des <b>C</b> onstructions  |  |
| ■ <b>CS / CPS</b> | Constructions <b>S</b> outerraines / <b>C</b> onstructions <b>P</b> artiellement <b>S</b> outerraines |  |
| ■ <b>DL</b>       | Distance à la <b>L</b> imite  |  |
| ■ <b>E</b>        | Etagé   |  |
| ■ <b>EnR</b>      | <b>E</b> nergie <b>R</b> enouvelable  |  |
| ■ <b>ERE</b>      | Espace <b>R</b> éservé aux <b>E</b> aux   |  |
| ■ <b>GDL</b>      | <b>G</b> rande <b>D</b> istance à la <b>L</b> imite   |  |
| ■ <b>HF</b>       | <b>H</b> auteur de <b>F</b> açade   |  |
| ■ <b>HFG</b>      | <b>H</b> auteur de <b>F</b> açade à la <b>G</b> outtière  |  |
| ■ <b>HT</b>       | <b>H</b> auteur <b>T</b> otale  |  |
| ■ <b>ISCB</b>     | Information <b>S</b> ystématique des <b>C</b> ommunes <b>B</b> ernoises                               |  |
| ■ <b>L</b>        | <b>L</b> ongueur  |  |
| ■ <b>La</b>       | <b>L</b> argeur   |  |
| ■ <b>MH</b>       | <b>M</b> onument <b>H</b> istorique   |  |
| ■ <b>NCo</b>      | ordre <b>N</b> on <b>C</b> ontigu   |  |
| ■ <b>PBS</b>      | <b>P</b> ersonne à <b>B</b> esoins <b>S</b> pécifiques  |  |
| ■ <b>PAC</b>      | <b>P</b> ompe <b>A</b> <b>C</b> haueur  |  |
| ■ <b>PC</b>       | <b>P</b> ermis de <b>C</b> onstruire  |  |
| ■ <b>PCo</b>      | ordre <b>P</b> resque <b>C</b> ontigu   |  |

| Titre marginal | Article / Alinéa / Contenu normatif                  | Indications |
|----------------|--|-------------|
| ■ <b>PDL</b>   | <b>P</b> etite <b>D</b> istance à la <b>L</b> imite  |             |
| ■ <b>PMR</b>   | <b>P</b> ersonne à <b>M</b> obilité <b>R</b> éduite  |             |
| ■ <b>PPh</b>   | <b>P</b> roduit <b>P</b> hytosanitaire               |             |
| ■ <b>RDC</b>   | <b>R</b> ez- <b>D</b> e- <b>C</b> haussée            |             |
| ■ <b>Ss</b>    | <b>S</b> ous- <b>s</b> ol                            |             |
| ■ <b>TPE</b>   | <b>T</b> rès <b>P</b> etite(s) <b>E</b> ntreprise(s) |             |
| ■ <b>VE</b>    | <b>V</b> ide d' <b>E</b> tage                        |             |

## **D 181 - DROIT DE LA CONSTRUCTION ET DE L'AMÉNAGEMENT**

|                 |  |
|-----------------|--|
| ■ <b>DCPF</b>   | <b>D</b> écret cantonal du 12 février 1985 sur les <b>C</b> ontributions des <b>P</b> ropriétaires <b>F</b> onciers pour les installations d'équipement et pour les ouvrages et mesures d'intérêt public ( <i>DCPF, RSB 732.123.44</i> )   |
| ■ <b>DPC</b>    | <b>D</b> écret cantonal du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du <b>P</b> ermis de <b>C</b> onstruire ( <i>DPC, RSB 725.1</i> )   |
| ■ <b>DRN</b>    | <b>D</b> écret cantonal du 10 février 1970 concernant le <b>R</b> èglement- <b>N</b> orme sur les constructions ( <i>DRN, RSB 723.13</i> )   |
| ■ <b>DRTB</b>   | <b>D</b> écret cantonal du 12 février 1985 concernant le <b>R</b> emaniement parcellaire de <b>T</b> errains à <b>B</b> âtir, les rectifications de limites et les libérations ou transferts de servitudes ( <i>décret sur le remaniement parcellaire de terrains à bâtir, DRTB, RSB 728.1</i> ) |
| ■ <b>LAOL</b>   | <b>L</b> oi cantonale du 7 février 1978 concernant l' <b>A</b> mélioration de l' <b>O</b> ffre de <b>L</b> ogements ( <i>LAOL, RSB 854.1</i> )   |
| ■ <b>LAT</b>    | <b>L</b> oi fédérale du 22 juin 1979 sur l' <b>A</b> ménagement du <b>T</b> erritoire ( <i>LAT, RS 700</i> )   |
| ■ <b>LC</b>     | <b>L</b> oi cantonale du 9 juin 1985 sur les <b>C</b> onstructions ( <i>LC, RSB 721.0</i> )  |
| ■ <b>LCAP</b>   | <b>L</b> oi fédérale du 4 octobre 1974 encourageant la <b>C</b> onstruction et l' <b>A</b> ccession à la <b>P</b> ropriété de logements ( <i>LCAP, RS 843</i> )  |
| ■ <b>LCoord</b> | <b>L</b> oi cantonale de <b>C</b> oordination du 21 mars 1994 ( <i>LCoord, RSB 724.1</i> )   |
| ■ <b>LGéo</b>   | <b>L</b> oi fédérale du 5 octobre 2007 sur la <b>G</b> éoinformation ( <i>loi sur la géoinformation, LGéo, RS 510.62</i> )   |
| ■ <b>LMLH</b>   | <b>L</b> oi cantonale du 9 septembre 1975 sur le <b>M</b> aintien de <b>L</b> ocaux d' <b>H</b> abitation ( <i>LMLH, RSB 853.1</i> )   |
| ■ <b>LMO</b>    | <b>L</b> oi cantonale du 15 janvier 1996 sur la <b>M</b> ensuration <b>O</b> fficielle ( <i>LMO, RSB 215.341</i> )   |
| ■ <b>LPat</b>   | <b>L</b> oi cantonale du 8 septembre 1999 sur la protection du <b>P</b> atrimoine immobilier ( <i>LPat, RSB 426.41</i> )   |
| ■ <b>OAT</b>    | <b>O</b> rdonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l' <b>A</b> ménagement du <b>T</b> erritoire ( <i>OAT, RS 700.1</i> )  |
| ■ <b>OC</b>     | <b>O</b> rdonnance cantonale du 6 mars 1985 sur les <b>C</b> onstructions ( <i>OC, RSB 721.1</i> )   |

| Titre marginal | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications |
|----------------|--|-------------|
| ■ <b>OCHC</b>  | <b>Ordonnance</b> cantonale du 23 août 1995 concernant la <b>Commission</b> cantonale pour la sauvegarde des intérêts des <b>Handicapés</b> dans le domaine de la <b>Construction</b> ( <i>OCHC, RSB 725.211</i> ) |             |
| ■ <b>OCPS</b>  | <b>Ordonnance</b> cantonale du 27 octobre 2010 concernant la <b>Commission</b> de <b>Protection</b> des <b>Sites</b> et du paysage ( <i>OCPS, RSB 426.221</i> )  |             |
| ■ <b>ONMC</b>  | <b>Ordonnance</b> cantonale du 25 mai 2011 sur les <b>Notions</b> et les <b>Méthodes</b> de mesure dans le domaine de la <b>Construction</b> ( <i>ONMC, RSB 721.3</i> )  |             |
| ■ <b>OPat</b>  | <b>Ordonnance</b> cantonale du 25 octobre 2000 sur la protection du <b>Patrimoine</b> immobilier ( <i>OPat, RSB 426.411</i> )  |             |
| ■ <b>OPBC</b>  | <b>Ordonnance</b> fédérale de 17 octobre 1984 sur la <b>Protection</b> des <b>Biens Culturels</b> en cas de conflit armé ( <i>RS 520.31</i> ), entrée en vigueur le 01.01. 1985                                    |             |

## **D 182 - DROIT SUR LES CONSTRUCTIONS DE ROUTES**

|                 |  |  |
|-----------------|--|--|
| ■ <b>LRN</b>    | Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les <b>Routes Nationales</b> ( <i>LRN, RS 725.11</i> )   |  |
| ■ <b>ORN</b>    | <b>Ordonnance</b> fédérale du 18 décembre 1995 sur les <b>Routes Nationales</b> ( <i>ORN, RS 725.111</i> )   |  |
| ■ <b>LCR</b>    | Loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la <b>Circulation Routière</b> ( <i>LCR, RS 741.01</i> )  |  |
| ■ <b>OCR</b>    | <b>Ordonnance</b> fédérale du 13 novembre 1962 sur les règles de la <b>Circulation Routière</b> ( <i>OCR, RS 741.11</i> ), entrée en vigueur le 01.01.1963                                       |  |
| ■ <b>OSR</b>    | <b>Ordonnance</b> fédérale du 5 septembre 1979 sur la <b>Signalisation Routière</b> ( <i>OSR, RS 741.21</i> ), entrée en vigueur le 01.01.1980   |  |
| ■ <b>OSRO-P</b> | <b>Ordonnance</b> fédérale sur la <b>Signalisation Routière Officielle</b>   |  |
| ■ <b>OUR-P</b>  | <b>Ordonnance</b> fédérale sur l' <b>Utilisation</b> des <b>Routes</b>   |  |
| ■ <b>LCPR</b>   | Loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les <b>Chemins</b> pour <b>Piétons</b> et les chemins de <b>Randonnée</b> pédestre ( <i>LCPR, RS 704</i> ), entrée en vigueur le 01.01.1987                   |  |
| ■ <b>OCPR</b>   | <b>Ordonnance</b> fédérale du 26 novembre 1986 sur les <b>Chemins</b> pour <b>Piétons</b> et les chemins de <b>Randonnée</b> pédestre ( <i>OCPR, RS 704.1</i> ), entrée en vigueur le 01.01.1987 |  |
| ■ <b>LR</b>     | Loi cantonale du 4 juin 2008 sur les <b>Routes</b> ( <i>LR, RSB 732.11</i> )   |  |
| ■ <b>OR</b>     | <b>Ordonnance</b> cantonale sur les <b>Routes</b> du 29 octobre 2008 ( <i>OR, RSB 732.111.1</i> )  |  |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**D 183 - CHEMINS DE FER**

- **LCdF**           Loi fédérale du 20 décembre 1957 sur les **Chemins de Fer** (*LCdF, RS 742.101*)
- **OCF**           Ordonnance fédérale du 23 novembre 1983 sur la construction et l'exploitation des **Chemins de Fer** (*ordonnance sur les chemins de fer, OCF, RS 742.141.1*)
- **LVR**           Loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les **Voies de Raccordement** ferroviaires (*LVR, RS 742.141.5*)
- **OVR**           Ordonnance fédérale du 26 février 1992 sur les **Voies de Raccordement** (*OVR, RS 742.141.51*)

**D 184 - DROIT DES EAUX, USAGES ET ALIMENTATION EN EAU**

- **LEaux**        Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des **Eaux** (*LEaux, RS 814.20*)
- **OEaux**        Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des **Eaux** (*OEaux, RS 814.201*)
- **LAE**          Loi cantonale du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'**Aménagement** des **Eaux** (*LAE, RSB 751.11*)
- **OAE**          Ordonnance cantonale du 15 novembre 1989 sur l'**Aménagement** des **Eaux** (*OAE, RSB 751.111.1*)
- **LCPE**        Loi Cantonale du 11 novembre 1996 sur la **Protection** des **Eaux** (*LCPE, RSB 821.0*)
- **OPE**          Ordonnance cantonale du 24 mars 1999 sur la **Protection** des **Eaux** (*OPE, RSB 821.1*)
- **LUE**          Loi cantonale du 23 novembre 1997 sur l'**Utilisation** des **Eaux** (*LUE, RSB 752.41*)
- **LRLR**        Loi cantonale du 6 juin 1982 sur les **Rives des Lacs** et des **Rivières** (*LRLR, RSB 704.1*)
- **ORLR**        Ordonnance cantonale du 29 juin 1983 sur les **Rives des Lacs** et des **Rivières** (*ORLR, RSB 704.111*)
- **LAEE**        Loi cantonale du 11 novembre 1996 sur l'**Alimentation En Eau** (*LAEE, RSB 752.32*)
- **OAEE**        Ordonnance cantonale du 17 octobre 2001 sur l'**Alimentation En Eau** (*OAEE, RSB 752.321.1*)

**D 185 - DROIT DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE ET DU PAYSAGE**

- **CEP**          Convention **Européenne** du **Paysage** du 20 octobre 2000 (*CEP, arrêté fédéral portant approbation de la CEP, dite Convention de Florence*)
- **LPNP**        Loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1966 sur la **Protection** de la **Nature** et du **Paysage** (*LPNP, RS 451*)
- **OPNP**        Ordonnance fédérale du 16 janvier 1991 sur la **Protection** de la **Nature** et du **Paysage** (*OPNP, RS 451.1*)
- **LPE**          Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la **Protection** de l'**Environnement** (*LPE, RS 814.01*)
- **OPBNP**      Ordonnance cantonale du 5 novembre 1997 sur la **Préservation** des **Bases Naturelles** de la vie et des **Paysages** (*OPBNP, RSB 910.112*)
- **LChP**        Loi fédérale du 20 juin 1986 sur la **Chasse** et la **Protection** des mammifères et oiseaux sauvages (*Loi sur la Chasse, LChP, RS 922.0*)

| Titre marginal   | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications |
|------------------|--|-------------|
| ■ <b>LCh</b>     | Loi cantonale du 25 mars 2002 sur la <b>Chasse</b> et la protection de la faune sauvage ( <i>LCh, RSB 922.11</i> )   |             |
| ■ <b>LFSP</b>    | Loi <b>F</b> édérale du 21 juin 1991 <b>S</b> ur la <b>P</b> êche ( <i>LFSP, RS 923.0</i> )  |             |
| ■ <b>LPê</b>     | Loi cantonale du 21 juin 1995 sur la <b>P</b> êche ( <i>LPê, RSB 923.11</i> )  |             |
| ■ <b>LPN</b>     | Loi cantonale du 15 septembre 1992 sur la <b>P</b> rotection de la <b>N</b> ature ( <i>LPN, RSB 426.11</i> )   |             |
| ■ <b>OPN</b>     | Ordonnance cantonale du 10 novembre 1993 sur la <b>P</b> rotection de la <b>N</b> ature ( <i>OPN, RSB 426.111</i> )  |             |
| ■ <b>OEIE</b>    | Ordonnance fédérale du 19 octobre 1988 relative à l' <b>E</b> tude de l' <b>I</b> mpact sur l' <b>E</b> nvironnement ( <i>OEIE, RS 814.011</i> )   |             |
| ■ <b>OCEIE</b>   | Ordonnance <b>C</b> antonale du 14 octobre 2009 relative à l' <b>E</b> tude de l' <b>I</b> mpact sur l' <b>E</b> nvironnement ( <i>OCEIE, RSB 820.111</i> )  |             |
| ■ <b>OSol</b>    | Ordonnance fédérale du 1 <sup>er</sup> juillet 2008 sur les atteintes portées aux <b>S</b> ols ( <i>OSol, RS 814.12</i> )  |             |
| ■ <b>ODE</b>     | Ordonnance fédérale du 10 septembre 2008 sur l'utilisation d'organisme dans l'environnement – <b>O</b> rdonnance sur la <b>D</b> issémination dans l' <b>E</b> nvironnement ( <i>ODE, RS 814.911</i> ) |             |
| ■ <b>ORRChim</b> | Ordonnance fédérale du 18 mai 2005 sur la <b>R</b> éduction des <b>R</b> isques liés aux produits <b>C</b> himiques ( <i>ORRChim, RS 814.81</i> )  |             |
| ■ <b>OTD</b>     | Ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le <b>T</b> raitement des <b>D</b> échets ( <i>OTD, RS 814.600</i> )   |             |
| ■ <b>ODS</b>     | Ordonnance fédérale du 22 juin 2005 sur les mouvements des <b>D</b> échets <b>S</b> péciaux ( <i>ODS, RS 814.600</i> )   |             |
| ■ <b>LD</b>      | Loi cantonale du 18 juin 2003 sur les <b>D</b> échets ( <i>LD, RSB 822.1</i> )   |             |
| ■ <b>OD</b>      | Ordonnance cantonale du 11 février 2004 sur les <b>D</b> échets ( <i>OD, RSB 822.111</i> )   |             |
| ■ <b>OPAM</b>    | Ordonnance fédérale du 27 février 1991 sur la <b>P</b> rotection contre les <b>A</b> ccidents <b>M</b> ajeurs ( <i>ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM, RS 814.012</i> )                        |             |
| ■ <b>OiOPAM</b>  | Ordonnance cantonale du 22 septembre 1993 d'introduction de l' <b>O</b> rdonnance fédérale sur la <b>P</b> rotection contre les <b>A</b> ccidents <b>M</b> ajeurs ( <i>OiOPAM, RSB 820.131</i> )       |             |
| ■ <b>OPair</b>   | Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la <b>P</b> rotection de l' <b>a</b> ir ( <i>OPair, RS 814.318.142.1</i> )   |             |
| ■ <b>LPAir</b>   | Loi cantonale du 16 novembre 1989 sur la <b>P</b> rotection de l' <b>A</b> ir ( <i>LPAir, RSB 823.1</i> )  |             |
| ■ <b>OCPAIR</b>  | Ordonnance <b>C</b> antonale du 23 mai 1990 d'exécution de la loi sur la <b>P</b> rotection de l' <b>A</b> IR ( <i>OCPAIR, RSB 823.111</i> )   |             |
| ■ <b>OPB</b>     | Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la <b>P</b> rotection contre le <b>B</b> ruit ( <i>OPB, RS 814.41</i> )  |             |
| ■ <b>OCPB</b>    | Ordonnance <b>C</b> antonale du 14 octobre 2009 sur la <b>P</b> rotection contre le <b>B</b> ruit ( <i>OCPB, RSB 824.761</i> )   |             |
| ■ <b>LRBCF</b>   | Loi fédérale du 24 mars 2000 sur la <b>R</b> éduction du <b>B</b> ruit émis par les <b>C</b> hemins de <b>F</b> er ( <i>LRBCF, RS 742.144</i> )  |             |
| ■ <b>ORNI</b>    | Ordonnance fédérale du 23 décembre 1999 sur la protection contre le <b>R</b> ayonnement <b>N</b> on <b>I</b> onisant ( <i>ORNI, RS 814.710</i> )   |             |

| Titre marginal | Article / Alinéa / Contenu normatif  | Indications |
|----------------|--|-------------|
| ■ <b>OIFP</b>  | <b>Ordonnance fédérale</b> du 10 août 1977 concernant l' <b>Inventaire Fédéral des Paysages</b> , sites et monuments naturels ( <i>OIFP, RS 451.11</i> )   |             |
| ■ <b>OISOS</b> | <b>Ordonnance fédérale</b> du 9 septembre 1981 concernant l' <b>Inventaire fédéral des Sites</b> construits à protéger en Suisse ( <i>OISOS, RS 451.12</i> )   |             |
| ■ <b>OIVS</b>  | <b>Ordonnance fédérale</b> du 14 avril 2010 concernant l' <b>Inventaire fédéral des Voies</b> de communication historiques de la Suisse ( <i>OIVS, RS 451.13</i> )   |             |
| ■ <b>OHM</b>   | <b>Ordonnance fédérale</b> du 21 janvier 1991 sur la protection des <b>Hauts-Marais</b> et des marais de transition d'importance nationale ( <i>ordonnance sur les hauts-marais, OHM, RS 451.32</i> )  |             |
| ■ <b>OPPS</b>  | <b>Ordonnance fédérale</b> du 13 janvier 2010 sur les <b>Prairies</b> et <b>Pâturages Secs</b> d'importance nationale ( <i>Ordonnance sur les prairies sèches, OPPS, RS 451.37</i> )   |             |
| ■ <b>OBat</b>  | <b>Ordonnance fédérale</b> sur la protection des sites de reproduction de <b>Batraciens</b> ( <i>OBat, RS 451.34</i> )   |             |
| ■ <b>ODO</b>   | <b>Ordonnance fédérale</b> du 27 juin 1990 relative à la <b>Désignation des Organisations</b> habilitées à recourir dans les domaines de la protection de l'environnement ainsi que de la protection de la nature et du paysage ( <i>ODO; RS 814.076</i> ) |             |

## **D 186 - DROIT RURAL, AGRICULTURE ET SYLVICULTURE**

|                |  |  |
|----------------|--|--|
| ■ <b>LDFR</b>  | <b>Loi fédérale</b> du 4 octobre 1991 sur le <b>Droit Foncier Rural</b> ( <i>LDFR, RS 211.412.11</i> )   |  |
| ■ <b>LDFB</b>  | <b>Loi</b> du 21 juin 1995 sur le <b>Droit Foncier rural</b> et le <b>Bail à ferme agricole</b> ( <i>LDFB, RSB 215.124.1</i> )   |  |
| ■ <b>LAgr</b>  | <b>Loi fédérale</b> du 29 avril 1998 sur l' <b>Agriculture</b> ( <i>loi sur l'agriculture, LAgr, RS 910.1</i> )  |  |
| ■ <b>LCAB</b>  | <b>Loi Cantonale</b> du 16 juin 1997 sur l' <b>Agriculture</b> ( <i>LCAB; RSB 910.1</i> )  |  |
| ■ <b>LPAF</b>  | <b>Loi</b> du 16 juin 1997 sur la <b>Procédure des Améliorations Foncières</b> et forestières ( <i>LPAF, RSB 913.1</i> )   |  |
| ■ <b>OPAF</b>  | <b>Ordonnance</b> du 5 novembre 1997 sur la <b>Procédure des Améliorations Foncières</b> et forestières ( <i>OPAF, RSB 913.111</i> )                                     |  |
| ■ <b>OPD</b>   | <b>Ordonnance fédérale</b> du 7 décembre 1998 sur les <b>Paiements Directs</b> versés dans l'agriculture ( <i>Ordonnance sur les paiements directs, OPD, RS 910.13</i> ) |  |
| ■ <b>OCest</b> | <b>Ordonnance fédérale</b> du 14 novembre 2007 sur les <b>Contributions d'estivage</b> ( <i>OCest, RS 910.133</i> )  |  |
| ■ <b>LFo</b>   | <b>Loi fédérale</b> du 4 octobre 1991 sur les <b>Forêts</b> ( <i>LFo, RS 921.0</i> )   |  |
| ■ <b>LCFo</b>  | <b>Loi Cantonale</b> du 5 mai 1997 sur les <b>Forêts</b> ( <i>LCFo, RSB 921.11</i> )   |  |
| ■ <b>OCFo</b>  | <b>Ordonnance Cantonale</b> du 29 octobre 1997 sur les <b>Forêts</b> ( <i>OCFo, RSB 921.111</i> )  |  |

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**D 190 - ARTISANAT, PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

- **LCI** Loi cantonale du 4 novembre 1992 sur le **C**ommerce et l'**I**ndustrie (*LCI, RSB 930.1*)
- **OCI** Ordonnance cantonale du 24 janvier 2007 sur le **C**ommerce et l'**I**ndustrie (*OCI, RSB 930.11*)
- **LHR** Loi cantonale du 11 novembre 1993 sur l'**H**ôtellerie et la **R**estauration (*LHR, RSB 935.11*)
- **OHR** Ordonnance cantonale du 13 avril 1994 sur l'**H**ôtellerie et la **R**estauration (*OHR, RSB 935.111*)
- **LT** Loi fédérale du 13 mars 1964 sur le **T**ravail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce (*loi sur le travail, RS 822.11*)
- **OLT 4** Ordonnance fédérale **4** du 18 août 1993 relative à la **L**oi sur le **T**ravail (*OLT 4, RS 822.114*)
- **LTEI** Loi cantonale du 4 novembre 1992 sur le **T**ravail, les **E**ntreprises et les **I**nstallations (*LTEI, RSB 832.01*)
- **OTEI** Ordonnance cantonale du 19 mai 1993 sur le **T**ravail, les **E**ntreprises et les **I**nstallations (*OTEI, RSB 832.011*)

**D 191 - POLICE DU FEU**

- **LPFSP** Loi cantonale du 20 janvier 1994 sur la **P**rotection contre le **F**eu et sur les **S**apeurs-**P**ompiers (*LPFSP, RSB 871.11*)
- **OPFSP** Ordonnance cantonale du 11 mai 1994 sur la **P**rotection contre le **F**eu et sur les **S**apeurs-**P**ompiers (*OPFSP, RSB 871.111*)
- **LAIIm** Loi cantonale du 9 juin 2010 sur l'**A**ssurance **I**mmobilière (*LAIIm, RSB 873.11*)
- **OAIIm** Ordonnance cantonale du 27 octobre 2010 sur l'**A**ssurance **I**mmobilière (*OAIIm, RSB 873.111*)

**D 192 - PROTECTION CIVILE**

- **LPPCi** Loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la **P**opulation et sur la **P**rotection **C**ivile (*LPPCi, RS 520.1*)
- **OPCi** Ordonnance fédérale du 5 décembre 2003 sur la **P**rotection **C**ivile (*OPCi, RS 520.11*)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

## D 193 - DROIT SUR L'ÉNERGIE ET CONDUITES

- **LIE** Loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les **I**nstallations **E**lectriques à fort et à faible courant (*loi sur les installations électriques, LIE; RS 734.0*)
- **OPIE** Ordonnance fédérale du 2 février 2000 sur la procédure d'approbation des **P**lans d'**I**nstallations **E**lectriques (*OPIE; RS 734.25*)
- **LITC** Loi fédérale du 4 octobre 1963 sur les **I**nstallations de **T**ransport par **C**onduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux (*loi sur les installations de transport par conduites, LITC, RS 746.1*)
- **LCEn** Loi **C**antonale du 15 mai 2011 sur l'**E**nergie (*LCEn, RSB 741.1*)
- **OCEn** Ordonnance **C**antonale du 26 octobre 2011 sur l'**E**nergie (*OCEn, RSB 741.111*)
- **CECB®** Certificat **E**nergétique **C**antonale pour les **B**âtiments

## D 194 - DROIT DE VOISINAGE ET DROIT PRIVÉ DE LA CONSTRUCTION

- **CCS** Code **C**ivil **S**uisse du 10 décembre 1907 (*CCS, RS 210*)
- **LiCCS** Loi cantonale du 28 mai 1911 sur l'introduction du **C**ode **C**ivil **S**uisse (*LiCCS, RSB 211.1*)

## D 195 - COMMUNES

- **LCo** Loi cantonale du 16 mars 1998 sur les **C**ommunes (*LCo, RSB 170.11*)
- **OCo** Ordonnance cantonale du 16 décembre 1998 sur les **C**ommunes (*OCo, RSB 170.111*)
- **LFCo** Loi cantonale du 25 novembre 2004 sur l'encouragement des **F**usions de **C**ommunes (*loi sur les fusions de communes, LFCo, RSB 170.12*)
- **OCR** Ordonnance cantonale du 24 octobre 2007 sur les **C**onférences **R**égionales (*OCR, RSB 170.211*)
- **OROCR** Ordonnance cantonale du 24 octobre 2007 sur le **R**èglement d'**O**rganisation des **C**onférences **R**égionales (*OROCR, RSB 170.212*)
- **LPR** Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la **P**olitique **R**égionale (*LPR, RS 901.0*)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

**D 196 - PROCÉDURE; VOIES DE DROIT**

- **LTF**                   Loi du 17 juin 2005 sur le **T**ribunal **F**édéral (*LTF, RS 173.110*)
- **LSDS**                   Loi fédérale du 21 juin 1963 sur la **S**upputation des **D**élais comprenant un **S**amedi (*LSDS, RS 173.110.3*)
- **ODCDP**                Ordonnance du 8 novembre 2006 concernant la notification des **D**écisions **C**antonales de dernière instance en matière de **D**roit **P**ublic (*ODCDP, RS 173.110.47*)
- **PA**                     Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la **P**rocédure **A**dministrative (*PA, RS 172.021*)
- **LPJA**                 Loi du 23 mai 1989 sur la **P**rocédure et la **J**uridiction **A**dministratives (*LPJA, RSB 155.21*)
- **LEx**                  Loi fédérale du 20 juin 1930 sur l'**E**xpropriation (*LEx, RS 711*)
- **LCEx**                 Loi **C**antonale du 3 octobre 1965 sur l'**E**xpropriation (*LCEx, RSB 711.0*)
- **LPFC**                 Loi du 27 novembre 2000 sur la **P**éréquation **F**inancière et la **C**ompensation des charges (*LPFC, RSB 631.1*)
- **OPFC**                 Ordonnance du 22 août 2001 sur la **P**éréquation **F**inancière et la **C**ompensation des charges (*OPFC, RSB 631.111*)
- **OiNPF-PN**            Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **i**Ntroduction de la réforme de la **P**éréquation **F**inancière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine de la **P**rotection de la **N**ature (*OiNPF Protection de la Nature, RSB 631.120*)
- **OiNPF-AS**            Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **i**Ntroduction de la réforme de la **P**éréquation **F**inancière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine des **A**méliorations **S**tructu-  
relles (*OiNPF améliorations structurelles, RSB 631.121*)
- **OiNPF-F**             Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **i**Ntroduction de la réforme de la **P**éréquation **F**inancière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons dans le domaine des **F**orêts (*OiNPF forêts, RSB 631.122*)
- **OI RPT AmEaux**     Ordonnance du 24 octobre 2007 portant **I**ntroduction de la **R**éforme de la **P**éréquation financière et de la répartition des **T**âches entre la Confédération et les cantons en matière d'**A**ménagement des **E**aux (*OI RPT AmEaux, RSB 631.123*)

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications

Titre marginal

Article / Alinéa / Contenu normatif

Indications



2017. 03. 01

**ATB SA**  
Ingénieurs-conseils SIA USIC

 **NATURA**  
BIOLOGIE APPLIQUÉE

Rue de la Promenade 22 – 2720 TRAMELAN  
Tél. : 032 / 487. 59. 77 - Télécopie : 032 / 487. 67.65  
Email : [tramelan@atb-sa.ch](mailto:tramelan@atb-sa.ch)  
Site web : [www.atb-sa.ch](http://www.atb-sa.ch)